

DOCUMENT DE PROJET

Fonds de Cohérence pour la Stabilisation (FCS)

Titre du Projet : MUDA WA AMANI (Le temps pour la paix)	Organisation lead : Entraide Protestante Suisse (HEKS-EPER) – Bureau de Coordination en RDC - Goma
Personne de Contact : Nom: Jean BISIMWA BALOLA, Directeur Pays Adresse: 234, Av. De la paix ; Quartier Himbi I ; Commune de Goma, Ville de Goma. Nord-Kivu/RD Congo. Téléphone: +243 (0) 976-529-513 E-mail: jean.bisimwa@heks-eper.org	Membres du consortium : AAP (Aide et Action pour la Paix) ASP (Action Solidaire pour la Paix)
	Agent de Gestion (s'applique uniquement aux ONGI) : Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)
	Localité (s) (Province): : Province du Nord-Kivu, Territoire de Lubero , chefferie de Batangi : Groupements Itala (localité : Miriki) Musindi (localités : Kaseghe et Kamandi) et chefferie de Bamate : groupements Tama (localité : Luofu) , ; Utwe (localité : Alimbongo et Utwe) et Luenge (localité Mihira): Territoire de Rutshuru , chefferie de Bwito : groupements Mutanda (localités : Kikuku, Nyanzale, Katwe et Kibirizi) et Kanyabayonga (localités : de Kanyabayonga-Bwito). Territoire de Walikale , secteur de Wanyanga, groupement Ikobo (localité : Buleusa).
Durée totale du projet (mois) : 24 mois Date de démarrage : 1 ^{er} mai 2022 Date de clôture : 30 avril 2024	Cout total du Projet : \$ 2 701 519 USD



PAGE DE SIGNATURE

<p>Nom de l'Organisation lead</p> <p>Nom du/de la Représentant (e) : Jean BISIMWA BALOLA</p> <p>Signature : </p> <p>Nom de l'Organisation : Entraide Protestante Suisse (HEKS-EPER) - Bureau de Coordination en RDC - Goma</p> <p>Date & Cachet <i>21/03/2022</i></p> 	<p>Le/la Deputy Team Leader de l'UAS</p> <p>Nom du/de la Représentant (e) :</p> <p>Signature : </p> <p>Nom de l'Organisation :</p> <p>Date & Cachet</p> <p>10-Mar-2022</p>
<p>Nom de l'Agent de Gestion</p> <p>Nom du/de la Représentant (e) : DOMINIC SAM</p> <p>Signature : </p> <p>Nom de l'Organisation :</p> <p>Date & Cachet <i>18/03/2022</i></p> 	

Handwritten initials and marks



TABLE DE MATIERE

I. Résumé du projet **a. Budget**

II. Analyse de contexte, du/des conflits et justification

- a) Analyse du contexte et des dynamiques de conflit
- b) Justification de l'intervention proposée

III. Stratégie d'intervention et de mise en œuvre

- a) Stratégie d'intervention et opérationnalisation
- b) Stratégie d'engagement politique et de mobilisation
- c) Ancrage/appropriation institutionnelle, durabilité/stratégie de sortie et renforcement de capacités

IV. Capacité des organisations de mise en œuvre internationales et locales

- Présentation des organisations de mise en œuvre internationales et locales
- Présentation des expériences pertinents

V. Gestion et Coordination

1. Gestion et coordination du projet
2. Gestion des risques, des hypothèses et des stratégies de mitigation
3. Suivi et évaluation
4. Communication et visibilité de l'I4S/STAREC
5. Budget

VI. Annexes

Annexe 1 : Cartographie des interventions de stabilisation

Annexe 2 : Plan de travail

Annexe 3 : Matrice des risques, des hypothèses et des stratégies de mitigation

Annexe 4 : Cadre logique

Annexe 5 : Budget

Annexe 6 : Liste des Acronymes, Sigles et abréviations.



IV. Résumé du projet

RÉSUMÉ DE PROJET Fonds de Cohérence pour la Stabilisation

Numéro du projet¹ :	
Intitulé du projet :	MUDA WA AMANI (Le temps pour la paix)
Organisation lead :	Entraide Protestante Suisse (HEKS/EPER) – Bureau de Coordination en RDC - Goma
Membres du consortium :	AAP (Aide et Action pour la Paix) ASP (Action Solidaire pour la Paix)
Des organisations bénéficiaires² :	CRONGD-NK : Conseil Régional des ONG de Développement du Nord-Kivu ; CEDERU – Kibututu : Centre de Développement Rural de Kibututu.
Zone prioritaire et groupements ciblés	Sud de Lubero et Bwito Nord avec les groupements ciblés ci-après : Mutanda et Kanyabayonga (Bwito Nord, à Rutshuru) Tama, Itala, Musindi, Utwe et Luenge (Au sud de Lubero) et Ikobo (dans le territoire de Walikale).
Cout total du Projet : Fonds de Cohérence pour la Stabilisation : Contributions propres : Autres Contributions :	US\$ \$ 2 701 519
Durée du projet : 24 mois	Date de démarrage prévue : 1 ^{er} mai 2022 Date d'achèvement prévue : 30 avril 2024
Focus Thématique (en lien avec les piliers I4S + objectives spécifiques de l'AAP)	1. <i>Dialogue Démocratique (DD)</i> : Pilier 1 de ISSSS et Objectif Spécifique 1 (OS3) pour ce projet ; 2. <i>Retour, Réintégration et Relèvement Socio- Économique (RRR)</i> : Pilier 4 de ISSSS et Objectif Spécifique 2 (OS1) pour ce projet ; et 3. <i>Femmes, Paix et Sécurité (FPS)</i> : Pilier 5 de ISSSS et Objectif Spécifique 3 (OS2) du présent projet.
Note sur le Genre (Gender Marker) et justification :	Le projet que nous proposons intègre le Genre transformatif . La prise en compte de relations et inégalités homme – femmes est cruciale pour atteindre les résultats escomptés. A tous les niveaux (dès la conception de cette initiative) ; les besoins des femmes, de jeunes filles, des hommes et de garçons sont identifiés et les mesures/actions sont planifiées pour y répondre. Dans l'objectif relatif au Dialogue Démocratique, la participation de femmes dans le processus de recherche de solutions aux principaux moteurs de conflits est assurée. Au moins 40% des membres dans les mécanismes

¹ A compléter par l'Agent Administrative/MPTF-O

² Ce sont des organisations « bénéficiaires » auxquelles est sous-traitée une partie de la mise en œuvre des activités.



	<p>communautaires de gestion alternative des conflits seront de femmes. Le rôle de femmes et de jeunes dans les négociations de paix au niveau provincial et national sera renforcé. Un réseau de femmes médiatrices sera mis en place pour un renforcement mutuel de ses membres à long terme.</p> <p>Les moyens de subsistances de certains groupes spécifiques (y compris les femmes, les jeunes filles, les jeunes ex combattants) seront renforcés. Les jeunes (filles et garçons) seront mobilisés dans les travaux de construction/réhabilitation et des ressources matérielles et financières seront pourvues dans le cadre des AGR, AVEC et Coopératives (au moins 60% sont de femmes) dans une perspective de renforcer l'autonomisation économique des femmes et autres groupes marginalisés en particulier les ex combattants et lesjeunes à risque de rejoindre les groupes armés.</p> <p>Des initiatives sont prévues pour adresser les entraves à la pleine participation de femmes dans les instances de prise de décisions, notamment par rapport aux normes socioculturelles qui restreignent encore les libertés et droits de femmes et de jeunes filles. Les autorités à tous les niveaux seront rendues responsables pour la mise en œuvre effective des lois et autres textes qui protègent les droits de femmes (y compris la résolution 1325) et des efforts sont fournis pour engager les hommes dans la lutte contre les violences faites aux femmes à travers une approche de masculinités positives (de discussions de couples sur la masculinité positive).</p> <p>Somme toute, à la fin du projet et à long terme, nous visons la transformation des relations inégales et le développement de pratiques, normes et lois plus justes, donc égalitaires entre les sexes.</p>
Objectifs spécifiques et leurs résultats	<p>Ce projet entend contribuer aux efforts de stabilisation de la zone Lubero Sud, Ikobo et Bwito Nord entrepris par l'État congolais, les partenaires techniques et financiers ainsi que la population, afin de mettre en œuvre des solutions concrètes et durables pour la transformation des conflits liés à la mobilisation identitaire et aux dilemmes sécuritaires.</p> <p>Il est articulé sur trois objectifs qui permettront de réaliser les produits suivants :</p> <p>OS1 :</p> <p>Produit 1.1 : Les mécanismes de gestion alternative de conflits sont fonctionnels (redynamisés et/ou mises en place lorsqu'elles font défaut) et capables de soutenir la population pour réduire les tensions et les conflits violents.</p> <p>Produit 1.2 : Des efforts dans la consolidation de la paix précédemment fournis sont identifiés, évalués et mis à profit (capitalisés).</p> <p>Produit 1.3 : Les acteurs politiques sont engagés dans le processus de Dialogue Démocratique de manière formelle</p> <p>Produit 1.4 : Un Plan de communication formulé et fonctionnel.</p> <p>OS2 :</p> <p>Produit 2.1 : Les conditions socio-économiques des bénéficiaires (ex-combattants, jeunes à risques, femmes, retournés et déplacés & communautés hôtes) sont améliorées.</p> <p>Produit 2.2 : Des infrastructures de base pour la connexion intercommunautaire (marchés, ponts, routes, centre de jeunes) sont construites ou réhabilitées et utilisées par les communautés en place.</p>



	<p>Produit 2.3 : Les déplacés, réfugiés, retournés, anciens combattants et jeunes ont accès aux services de soutiens (d'appui psycho-social et réconciliation)</p> <p>Produit 2.4 : Les activités conviviales pour le renforcement de la cohésion sociale entre les communautés sont organisées.</p> <p>Produit 2.5 : les femmes, les jeunes et autres groupes marginalisés ont un accès sécurisé à la terre.</p> <p>OS3 :</p> <p>Produit 3.1 : Les autorités locales et provinciales sont tenues responsables de la mise en place et la réalisation des politiques et lois qui protègent les droits de femmes.</p> <p>Produit 3.2 : Les femmes participent effectivement à la prise de décision sur les questions autour de la prévention, la gestion et la transformation des conflits et leurs besoins spécifiques sont pris en compte.</p> <p>Produit 3.3 : Normes et attitudes communautaires inclusives promues.</p>
<p>Bénéficiaires (désagrégée par sexe et âge, direct, indirect) :</p>	<p>Directement, le projet compte atteindre 7436 personnes et dont 3965 sont de femmes (soit 53,3%).</p> <p>1034 participants.e.s au projet (dont 446 femmes, soit 43%) seront identifiés parmi les leaders communautaires, autorités locales, provinciales et nationales et les autres représentant.e.s de groupes dynamiques et impliqués dans le dialogue démocratique (1) et les mécanismes alternatifs de résolution des conflits.</p> <p>Les activités sur la RRR (2) ciblent prioritairement les ex combattants, les jeunes à risque, les filles, femmes et autres groupes marginalisés. 5892 personnes (dont 3249 sont de femmes, soit 55%) seront directement touchées à travers les travaux HIMO, les Coopératives agricoles, les AVEC et MUSO et autres activités conviviales pour la cohésion sociale.</p> <p>Les actions sur le renforcement du rôle des femmes dans le processus de construction de la paix (3) ciblent principalement 270 femmes leaders qui interagiront avec les « égaux masculins » au nombre de 240. Ainsi 53% de femmes sont participantes directes pour cet objectif.</p> <p>Avec les campagnes de sensibilisations, des activités conviviales (ballet culturel) et les émissions radio (au niveau local, à Goma et Kinshasa), la mise à contribution de réseaux pour la visibilité et la communication, le projet pourrait indirectement atteindre jusqu'à 4 millions d'habitants (l'équivalent de 50% de toute la population de la province du Nord-Kivu).</p>

Budget

Fonds de Cohérence pour la Stabilisation: Budget par Catégorie de Dépense*

(a) Nom de l'organisation:	HEKS/EPER
(b) Titre du Projet:	MUDA WA AMANI
(c) Pour la Période:	Mars 2022 - Février 2024
(g) Budget TOTAL	\$ 2 701 519

CATEGORY	Annee 1	Annee 2	Total	% Total Budget
Personnel et autres employés	256 836,00	242 436,00	499 272,00	19,97%
Fournitures, produits de base, matériels	17 002,00	17 052,00	34 054,00	1,36%



Equipements et mobilier	18 300,00	600,00	18 900,00	0,76%
Services Contractuels	33 350,00	40 350,00	73 700,00	2,95%
Frais de déplacement	27 000,00	27 000,00	54 000,00	2,16%
Transferts et subventions	548 739,71	339 381,31	888 121,02	35,53%
Activités directes	598 792,00	115 222,00	714 014,00	28,56%
Frais généraux de fonctionnement et autres coûts directs	27 064,00	27 124,00	54 188,00	2,17%
Total des Coûts liés au Programme	1 527 084	809 165	2 336 249	93,46%
Coûts Indirects 7%	106 896	56 642	163 537	6,54%
Coûts total pour PNUNO	1 633 980	865 807	2 499 786	100,00%
Coûts Activités d'Assurance AG 1%	16 340	8 658	24 998	1,00%
Coûts GMS 7%	115 522	61 213	176 735	7,00%



I. Analyse du contexte, du/des conflits et justification

1. Analyse des dynamiques de conflit et enjeux de stabilisation (maximum 3 pages).

Introduction : A ce jour, les conflits et la violence continuent d'affecter la vie de millions de personnes dans l'Est de la RD Congo. Environ 122 groupes armés³ (la majorité avec une connotation ethnique) sont identifiés dans cette région. Depuis le début de l'année, 5,5 millions de congolais.es sont déplacés internes du fait de la violence. Pour 2021, il est estimé que 19,6 millions de personnes auront besoin d'assistance humanitaire et de protection⁴ avec l'épicentre de la violence situé dans la province du Nord-Kivu.⁵

La Zone Prioritaire couvre 8 groupements dans trois territoires du Nord-Kivu⁶. Il s'agit des groupements de Mutanda (170'695 habitant.e.s) et Kanyabayonga (65'501 habitant.e.s) dans le Rutshuru⁷ ; Tama (46'866 habitants), Itala (48'789 habitant.e.s), Luenge (19'492 habitant.e.s), Utwe (6'931 habitant.e.s) et Musindi (272'262 habitant.e.s) dans le Lubero et le groupement Ikobo dans le territoire de Walikale. Les groupes ethniques majoritaires sont les Hunde, Hutu, Kobo/Nyanga et Nandes. Les Hundes sont détenteurs du pouvoir coutumier dans la chefferie de Bwito, à Rutshuru (bien que n'étant pas majoritaires numériquement), alors que les Nandes sont détenteurs du pouvoir coutumier dans le Sud de Lubero, majoritairement peuplé par cette communauté. Le groupement de Ikobo à Walikale est frontalier de ces deux territoires (Rutshuru et Lubero) et essentiellement habité par les Kobo, qui y détiennent le pouvoir coutumier, les Hutus et les Nandes.

Bref aperçu historique : Dès les années 1990, plusieurs conflits armés ont fragilisé la cohésion sociale dans la Zone Prioritaire et renforcé les tensions intercommunautaires. Il s'agit entre autres de la guerre interethnique qui a opposé les ethnies dites autochtones (Hunde, Nandes, Nyanga) d'un côté, et de l'autre côté des ethnies dites allochtones (Hutu, Tutsi) notamment l'avènement de MAGRIVI⁸. Ce conflit a été amplifié par l'entrée au Nord-Kivu en 1994 des réfugié.e.s rwandais à la suite du renversement du pouvoir de Juvénal Habyarimana et du génocide qui s'en est suivi. L'entrée massive et incontrôlée des réfugié.e.s rwandais, y compris des membres de l'armée et du gouvernement renversés sur le sol congolais, ainsi que les deux guerres du Congo (1996-1997 avec l'AFDL⁹ et 1998-2002 avec de multiples mouvements rebelles¹⁰) ont causé des déplacements massifs de populations à l'intérieur et à l'extérieur du pays, des tueries en masse de réfugié.e.s et d'autochtones, la prolifération de groupes armés d'autodéfense nationaux et étrangers et l'exacerbation des tensions interethniques.

La transition politique de 2002¹¹ à 2006 a créé une certaine accalmie dans la zone. Cependant, quelques mois après les élections en 2006, la situation sécuritaire s'est à nouveau très vite détériorée. Plusieurs groupes armés ont (re)fait surface dans la province du Nord-Kivu, comme le CNDP ou PARECO (tous deux devenus des partis politiques depuis). Dans le même esprit d'autochtonie et de protectionnisme, certains groupes armés prétendant défendre leurs ethnies ont vu le jour et sont actifs dans la zone jusqu'aujourd'hui. Il s'agit entre autres des NYATURA pour la communauté Hutu, des

³ Rapport du KST (Baromètre Sécuritaire du Kivu) ; Cartographie des groupes armés dans l'Est du Congo, Opportunités manquées, insécurité prolongée et prophéties auto-réalisatrices ; Février 2021.

⁴ UNOCHA, Cycle de programme humanitaire 2021, Plan de Réponse humanitaire RDC, p14

⁵ C'est là (au Nord-Kivu) qu'est née une multitude de groupes armés, plus d'une vingtaine ayant été créés au cours des deux dernières décennies. C'est aussi là que les signes précurseurs des guerres du Congo sont apparus, à travers une violence ethnique en 1993 ; et c'est encore là que persistent aujourd'hui les obstacles les plus redoutables à la stabilité du pays"

Jason STEARNS ; Nord-Kivu, contexte historique du conflit dans la province du Nord-Kivu, à l'Est de la RDC, publié par l'Institut de la Vallée du Rift (Projet Usalama), Nairobi, 2012, p. 8.

⁶ Mais, en tenant compte de la répartition ethnique, la province du Nord-Kivu s'organise en fait autour de trois pôles : i) La zone de Beni et Lubero, exclusivement peuplée des Nande ; ii) Celle de Rutshuru occupée majoritairement par les Banyarwandas autochtones ; iii) La zone Goma-Masisi-Walikale, qui, bien qu'hétérogène sur le plan ethnique (Hunde, Tembo et Banyarwanda dans le Masisi, et Nyanga à Walikale), présente néanmoins une caractéristique commune : c'est la région où sont concentrés les Banyarwanda immigrés (ou transplantés) et réfugiés de 1959 (Poutier 1996) et où se pose aussi le problème des conflits fonciers, notamment dans les territoires de Masisi et de Walikale (voir <https://www.cairn.info/revue-afrique-contemporaine-2003-3-page-147.htm>).

⁷ Territoire de Rutshuru, Bureau de l'Etat Civil, Statistiques de la population congolaise par entité (groupements, village) ; 1er trimestre 2021.

⁸ Mutuelle des Agriculteurs de Virunga. (MAGRIVI) est née en 1990 suite au vent ethnociste qui a soufflé sur le Congo à l'aube de la démocratisation manquée de 1990. Au départ, la Mutuelle avait une vocation sociale, celle de défendre les intérêts des paysans Hutu. Elle fut ensuite utilisée par les politiciens comme outil de propagande et finit par virer vers la dérive en organisant plusieurs actes de violences jusqu'à devenir nuisible à la sécurité du Nord - Kivu.

Parmi les violences de MAGRIVI, les tueries de Kichanga, perpétrées à l'endroit des fuyards de Goma à l'entrée de l'Alliance des Forces Démocratiques pour la Libération du Congo, semblent être le chef - d'oeuvre. Après octobre 1996, les Magrivistes vont s'allier aux ex - FAR ainsi qu'aux Maï - Maï pour leur idéologie commune anti - Tutsi. Voir https://www.memoireonline.com/07/10/3755/m_La-question-Banyarwanda-du-local-au-national-une-problematique-nouvelle-en-RDC9.html voir aussi le Rapport Mapping pp58-60;

⁹ Alliance des Forces Démocratiques pour la Libération du Congo et appuyée par l'Armée Patriotique Rwandaise APR (du nouveau régime du Rwanda).

¹⁰ Avec l'avènement du RCD/Goma, RCD/KML à l'Est du pays et le MLC à l'Ouest et au Nord du pays et plusieurs groupes armés appelés maï maï.

¹¹ Avec la signature à Prétoria de l'Accord Global et Inclusif sur la Transition en République Démocratique du Congo en décembre 2002 (et son adoption à Sun City le 1er avril 2003).

MAIMAI MAZEMBE pour les Nande alors que le NDC est d'obédience Nyanga et APCLS d'obédience Hunde. Signalons aussi que les FDLR (Forces Démocratiques pour la Libération du Rwanda) demeure un acteur majeur du contexte et continue d'influencer négativement la paix et la quiétude dans la zone.

Causes et dynamiques de conflits : Les tensions et les conflits affectant la zone du projet sont nourries par des dynamiques complexes, qui s'alimentent les unes les autres, et que nous allons tenter de résumer ici. Ainsi que dépeint dans le paragraphe précédent, les groupes armés et les milices ont proliféré sur la base d'un protectionnisme communautaire rendu notamment possible par la fragilité et la faible présence des institutions étatiques dans la zone. Alors que l'État congolais peine à protéger les populations civiles, à assurer l'accès à des services de base et à faire appliquer la justice, les communautés ont tendance à se tourner vers les milices pour assurer leur défense ainsi que la protection de leurs intérêts. Dans les faits, les activités des groupes armés ne font qu'accroître les risques de violences et d'insécurité pour les populations. **Les questions d'accès, de contrôle et de gestion des ressources naturelles**, notamment les terres, le contrôle du Lac Edouard et de carrés miniers, la problématique autour du Parc National de Virunga sont centrales aux dynamiques de conflit dans la zone. L'inadaptation au contexte local de la loi N° 73-021 du 20 Juillet 1973 portant régime général des biens, régime foncier et immobilier et régime de suretés telle que modifiée et complétée par la Loi N° 80-008 du 18 Juillet 1980, le vide juridique que consacre son article 389 sur la gestion des terres des communautés locales, le désordre de l'administration foncière dans la gestion des terres, qui se traduit notamment par le non-respect des procédures d'octroi de titres et les contradictions non-résolues entre le droit foncier et les pratiques coutumières, amplifie les tensions entre les communautés. L'explosion démographique, la recherche des terres arables et l'accapement des terres augmentent les dissensions entre communautés et entre les petits exploitants agricoles et les grands concessionnaires (le phénomène *trop de terres sans paysans et trop de paysans sans terres*), sans que les instances coutumières et étatiques ne soient en capacité de s'accorder, de réguler et de régler les différends.

La mobilisation identitaire et les dilemmes sécuritaires sont intimement liés, du fait du manque de fonctionnalité et de coordination des mécanismes alternatifs de résolution des conflits et de l'absence d'un Etat de droit. Le massacre des chefs coutumiers et autres leaders communautaires par les groupes armés à connotation ethnique a toujours été considéré comme l'élément déclencheur de violences de grande ampleur.¹²

Par ailleurs, dans les groupements de Mutanda, Kanyabayonga en chefferie de Bwito et Ikobo dans le secteur de Wanianga, **les conflits de pouvoir coutumier** sont assez manifestes. Plusieurs membres de familles régnantes s'opposent, ce qui est non sans conséquence sur la cohabitation pacifique intracommunautaire puisque chaque membre de la famille revendiquant le pouvoir monte une partie de la population contre l'autorité en fonction et vice versa. Le pouvoir coutumier, au-delà d'alimenter la méfiance intra ethnique, complexifie l'accès des communautés à la terre et est à la base de plusieurs autres désordres sociaux¹³ Enfin, les processus électoraux ont également, dans cette zone de la Stratégie de soutien à la sécurité internationale et à la stabilisation (IAS), contribué à **la politisation de l'identité ethnique** dans le cadre de la compétition pour l'accès au pouvoir. Certains acteurs politiques fondent leur discours sur l'ethnicité; la base ethnique devenant la base électorale faute d'un ancrage sociologique de certains des partis politiques¹⁴.

Le manque de mécanismes alternatifs de résolution des conflits et d'espaces de dialogue intercommunautaires, ainsi que la faiblesse des mouvements de la société civile et de la mobilisation communautaire, contribuent à faire de la violence l'outil privilégié afin de régler des différends entre communautés.

Les jeunes sont particulièrement affectés par le chaos qui règne dans la zone du projet. Etant donné les conflits et les tensions récurrentes depuis une trentaine d'années, l'activité économique a été gravement perturbée. Les entreprises minières (comme SOMKIVU) et agricoles de cultures pérennes comme le café, qui jadis fournissaient de l'emploi à la majorité des jeunes, ne sont plus fonctionnelles. Des opportunités de travail rémunérateur et décent deviennent de plus en plus rares. Le manque de perspectives, couplé avec les discours clivants et polarisés qui prédominent dans la région, fragilisent les jeunes. Les jeunes hommes sont vulnérables au recrutement par des groupes armés et à l'enrôlement dans des activités illégales (tel que le phénomène de kidnapping) qui leur font miroiter un gain économique rapide, l'intégration dans un groupe et la possibilité de participer à la défense de leur communauté. De victimes, ils deviennent trop souvent les auteurs d'actes violents. Les jeunes filles, quant à elles, sont particulièrement vulnérables aux abus et aux violences basées sur le genre et à l'enrôlement dans des activités illicites. En outre, les jeunes sont très souvent exclus des mécanismes de résolution des conflits et des structures démocratiques car ce sont leurs aînés qui occupent ce

¹² A titre illustratif, les massacres de Hutu à Kkyuto en 2015 par les groupes armés à connotation Nande et les représailles qui ont suivi à Miriki sont à la base du Conflit Hutu – Nande dans la zone ciblée par le projet. Les violences se sont étendues sur d'autres territoires et les manifestations les plus violentes ont été enregistrées à Bwito.

¹³ AAP (Aide et Actions pour la Paix) ; Résultats des analyses participatives à Mutanda et Kanyabayonga, septembre 2021.

¹⁴ CRONGD/NK et HEKS/EPER, Analyse des Tensions Sociales et Conflits Identitaires au Sud Lubero, Kirumba, du 22 au 23 Mars 2017.

type de fonction. Ainsi, les jeunes sont trop souvent tenus hors des processus¹⁵ visant la stabilité et la paix et se font prendre dans une spirale de violences qui met en danger leur avenir social et professionnel.

Les femmes sont une catégorie de victimes qui payent le lourd tribut des conflits violents dans la zone. Elles sont victimes de violences sexuelles, utilisées systématiquement comme arme de guerre dans la zone, et souvent sévèrement impactées dans leurs moyens de subsistance. De nombreuses femmes sont devenues cheffes de ménages avec la responsabilité de subvenir à tous les besoins de leur famille, ce qui augmente la pression qu'elles subissent et leur vulnérabilité aux abus et à l'exploitation sexuelle et économique. Notons que les femmes jouent également un rôle dans le maintien de conflits, puisqu'elles fournissent des biens et des services aux groupes armés (renseignements, trafic de nourritures, munitions et drogues, ...).

Ressources et facteurs de paix : Malgré les tensions et les conflits existants dans la zone du projet, il est important de mettre en valeur toutes les initiatives et les capacités œuvrant en faveur de la cohésion sociale, l'unité et la paix. Nous pouvons citer la transformation de certaines entités coutumières en entités administratives (cas de villages qui sont devenus communes rurales) et la nomination de dirigeants non originaires sur les entités rurales (cas de chefs de secteurs, bourgmestres et administrateurs de territoires). La production agricole accrue lorsque les différentes communautés ethniques travaillent ensemble, dans les coopératives agricoles par exemple, et les techniques de vente groupée permettent à celles-ci d'œuvrer pour des intérêts économiques communs. Il existe d'autres pratiques d'entraide et solidarité communautaire comme les AVEC (Association Villageoise d'Épargne et de Crédits), MUSO (Mutuelle de Solidarité) ou Silwamughuma/Surumwe (cotisation communautaire en cas de deuil et autres malheurs), qui constituent de véritables connecteurs dans la zone. Le rapprochement de services administratifs auprès des administré.e.s (cadastre, commune, police, etc.), l'aide humanitaire (lorsqu'elle est sensible aux conflits), certaines églises (Témoins de Jehovah, catholique,...) et certains leaders religieux, les initiatives communautaires de transformation non violente de conflits (Barza intercommunautaires, CLPD, CPDG, NPD, COT, NPRCF, ...) et certaines pratiques foncières locales (comme le testament, vente de terres par écrit avec témoins qui sont des voisins,...) sont autant d'initiatives et de capacités locales pour la paix que nous avons identifiées dans la zone du projet. « En vue d'endiguer les menaces graves et de sécuriser les populations et leurs biens »¹⁶, le président de la république a décrété l'État de siège dans les provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri. Le programme de Désarmement, Démobilisation, Relèvement Communautaire et Stabilisation (P-DDRCS¹⁷), qui est déjà en place, s'inscrit aussi dans cette logique. Ces mesures du gouvernement s'ajoutent aux efforts d'autres acteurs civils et humanitaires ainsi que la MONUSCO dans la zone du projet pour répondre aux besoins de paix, de sécurité et de développement, comme la I4S dans le Bwito.

Malgré les efforts consentis dans la zone et ces capacités des paix, d'importants défis persistent.

¹⁵ Des cas d'accusation et assimilation des jeunes aux groupes armés par les forces de sécurité est l'un de facteurs qui réduit la confiance entre les acteurs locaux et les populations (dont les jeunes) au niveau local.

¹⁶ Ordonnance N°21/015 du 3 mai 2021 portant proclamation de l'Etat de siège sur une partie du territoire de la République Démocratique du Congo.

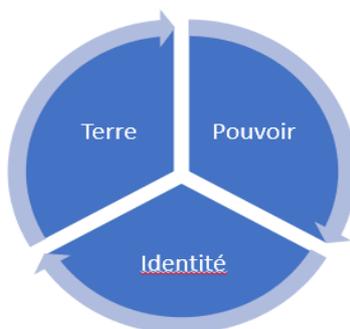
¹⁷ Ordonnance N°21/038 du 4 juillet 2021 portant création, organisation et fonctionnement d'un programme de désarmement, démobilisation, relèvement communautaire et stabilisation, en sigle « P-DDRCS ».

Diviseurs / facteurs de conflit et de tensions sociales



- Le manque de perspectives économiques (surtout pour les jeunes et femmes)
- La fragilité des institutions étatiques
- Désordre de l'administration foncière dans la gestion des terres
- Contradictions entre le droit foncier et les pratiques coutumières
- Acteurs politiques fondent leur discours sur l'ethnicité
- Absence ou non-fonctionnement de mécanismes alternatifs de résolution des conflits
- Explosion démographique
- Exclusion des femmes et des jeunes de la decision-making (p.e. résolution des conflits, processus démocratiques)
- Accaparement des terres
- Prolifération de groupes armés d'autodéfense nationaux
- Manque de confiance entre les différents groupes ethniques/communautés
- Une société civile faible et déstabilisée
- ...

Sujets de conflit



Connecteurs / Capacités pour la cohésion sociale et la paix



- La production agricole des différentes communautés ethniques ensemble
- Initiatives communautaires de transformation non violente de conflits
- La solidarité dans les communautés et les pratiques d'entraide et solidarité communautaire (p.e. AVEC, MUSO ou Silwamughuma/Surumwe)
- Certaines pratiques foncières locales (comme le testament, vente de terres par écrit avec témoins qui sont des voisins,...)
- Certains acteurs (comme les leaders locaux, les églises, l'aide humanitaire, etc.)
- Les programmes de désarmement et sécurité (P-DDRCS, I4S, déclaration de l'État de siège)
- ...

III. Stratégie d'intervention et de mise en œuvre

a) Stratégie d'intervention et opérationnalisation globale (4 pages)

- Si l'Etat Congolais, la population et les autres acteurs (dont ceux à opinions violentes) du Sud de Lubero et Nord-Bwito ont une compréhension commune des dynamiques de conflits qui déstabilisent leurs zones à travers un dialogue franc et sincère, la confiance entre les différentes communautés hostiles serait rétablie et le sentiment de sécurité envers les autres communautés serait amélioré. Des initiatives de dialogue ont été entamés par AAP à Bwito (avec le financement du FCS) et CRONGD-NK (avec le financement de HEKS/EPER) au Sud de Lubero, ce qui permet tant soit peu un rapprochement entre les communautés et le désamorçage des tensions et violences intercommunautaires.

- Si les opportunités socio-économiques sont créées et occupent une masse désœuvrée de la population (y compris les jeunes, les ex combattants, les filles et les femmes) dans les secteurs clés de l'économie locale, si les conditions d'un travail coopératif (entre différents groupes d'intérêts) sont mises en place dans la zone de Bwito et Sud de Lubero, la cohésion sociale dans les communautés touchées par le conflit sera renforcée et les risques de violence entre les communautés ethniques seront sensiblement réduits.

- Si les autorités étatiques locales (y compris les chefs coutumiers et leaders communautaires), provinciales et nationales sont responsabilisées dans la mise en œuvre effective de textes et lois qui protègent les droits humains (et des femmes particulièrement), et que ces autorités ainsi que tous les membres des communautés, conscients des méfaits de la perpétration des normes socioculturelles rétrogrades (et nuisibles aux femmes), conjugueraient les efforts dans la prévention et le renforcement des mécanismes de protection des droits spécifiques des femmes et de l'égalité des sexes ; les femmes aux côtés de leurs « égaux masculins » deviendraient plus actives dans le processus de consolidation de la paix et les dividendes de la paix seront plus intégrés, durables et bénéfiques pour toutes les communautés.

La stratégie d'intervention proposée par les membres du consortium repose sur deux approches majeures à savoir **l'approche fondée sur les droits humains (HRBA)**¹⁸ et ses principes – tels que la participation et l'autonomisation, la redevabilité et le plaidoyer, l'égalité et la non-discrimination, et leurs liens avec les mécanismes des droits humains – et **le changement systémique**, c'est-à-dire une transformation de la structure ou de la dynamique d'un système (système politique, système de marché), qui peut avoir un impact positif sur de très nombreuses personnes, au niveau de leurs attitudes et valeurs, de leurs conditions matérielles, de leurs pratiques ou de leur accès à l'information et aux services.

¹⁸ <https://drive.google.com/file/d/1bwMWOmZueNFkluSTm2YIQKkUkgswNwgD/view>

Deux principes moteurs seront mis à profit, à savoir **la participation inclusive** des populations et de l'autorité aussi bien coutumière que politico-administrative et **la cohérence** entre toutes les activités proposées en mettant l'accent sur la sensibilité aux conflits et au genre comme approche transversale du projet.

Toutes les activités proposées dans le cadre de ce projet, qu'elles aient une vocation sociale ou économique, ont comme dénominateur commun la cohabitation pacifique, le rapprochement inter communautaire et la consolidation de la paix. Ce projet reposera ainsi sur la *diapaxis*¹⁹. Elle suppose une coopération concrète et pratique au lieu d'échanges limités que propose la conversation verbale. Elle implique des actions visant à développer l'appréciation mutuelle entre individus d'origines différentes, comme plusieurs groupes identitaires hostiles les uns envers les autres, en les faisant travailler ensemble sur des projets communs avec un but commun. La *diapaxis* entend transformer la réalité collective grâce au dialogue mais surtout à travers des actions collectives²⁰.

Concrètement, le projet prévoit des activités de dialogue intercommunautaire promouvant le rapprochement entre des groupes jadis hostiles (Pilier 1). Les processus de dialogue permettront de construire des plans d'action consensuels dans le but de revitaliser la cohésion sociale et la confiance mutuelle entre communautés. La mise en œuvre de ces plans relèvera de la responsabilité des communautés elles-mêmes, et les actions seront entreprises par leurs membres (Pilier 2). En parallèle, le projet contribuera au renforcement économique d'individus et de ménage vulnérables grâce à des activités génératrices de revenus dans des filières porteuses socialement et économiquement, ainsi que des activités de "cash for work" visant la réhabilitation ou la création d'infrastructures de base pour la connexion intercommunautaire. Ces activités, qui permettront de travailler à la fois au renforcement de la cohésion sociale et des capacités économiques, seront appuyées par des événements socio-culturels destinés à renforcer le vivre-ensemble. Enfin, le projet oeuvrera à l'évolution des normes communautaires et à la redevabilité des autorités en faveur des droits des femmes, afin qu'elles puissent pleinement participer au processus de stabilisation et de consolidation de la paix (Pilier 3). De manière générale, le genre est intégré de manière transversale dans l'ensemble du projet, de ses objectifs et ses activités.

Au **niveau des acteurs (Groupes d'impact)**, le projet entend travailler directement avec **les autorités politico-administratives, coutumières et les Forces de Sécurité**. Les changements attendus pour ces acteurs cibles sont essentiellement leur implication effective dans la recherche de solutions aux problèmes qui déstabilisent la zone du projet. Le changement de perception de ces autorités vis-à-vis des femmes et de leurs rôles dans le processus de consolidation de la paix et l'amélioration de la sécurité est vital. Les autorités seront également appuyées ou renforcées en capacités pour l'amélioration de la gouvernance des leurs entités respectives. Il est attendu des **leaders et les représentants de communautés ethniques** un changement dans leur perception à considérer les groupes armés comme pourvoyeur de leur sécurité et accroître plutôt leur confiance mutuelle et la confiance envers l'autorité publique et les forces de sécurité loyalistes.

Les actions du dialogue démocratique principalement et les réflexions sur l'amélioration de la sécurité fourniront des éléments au **P-DDRCS** pour une plus grande efficacité dans la zone. Des passerelles de collaboration entre le projet et ce programme sont envisagés sur deux de ses axes prioritaires à savoir a) Paix et cohésion sociale (avec la participation des animateurs **P-DDRCS** dans les activités de dialogue, analyse participative de conflits et de contextes et harmonisation de thématiques de sensibilisation sur la cohésion sociale) et b) Relèvement communautaire (à travers la prise en charge psychologique, l'éducation civique, l'encadrement et la réintégration des ex-combattants dans les différentes filières de l'économie locale qui seront identifiées en agriculture, petit commerce et métiers). Un contact de proximité sera maintenu entre le projet et les animateurs du P-DDRCS pour s'assurer du lien entre le projet et la stratégie provinciale du **P-DDRCS** qui sera mise en place".

Une implication accrue **des jeunes à travers les plates formes et regroupements de jeunes** (comme les CTJ (Conseil Territorial de la Jeunesse)²¹, les associations professionnelles de jeunes: motards, la jeunesse de groupes ethniques et les jeunes filles) sera recherché afin d'assurer leur participation active dans les efforts de construction de la paix au niveau local. Le projet agira particulièrement sur la déconstruction de la mauvaise perception de jeunes sur la question identitaire (ethnicité) et les rôles de genre dans les communautés respectives. Une attention particulière sera accordée **aux jeunes ex-combattant.e.s** (entendez ici des jeunes qui ont une certaine expérience avec les groupes armés et dont l'âge varie entre 18 et 35 ans²²) pour leur réintégration sociale et économique. Pour que l'appui (surtout économique) à

¹⁹ <https://drive.google.com/file/d/12k8aXxW6oXkpusXmXhT7Vu6Da6ZmRyWm/view?usp=sharing>

²⁰ HEKS/EPER, Guide de l'indicateur clé de HEKS (HKI) actions pratiques communes (*diapaxis*) visant à surmonter les griefs entre deux ou plusieurs groupes identitaires

²¹ Conseil Territorial de la Jeunesse et ses ramifications dans les CLJ (Conseil Local de la Jeunesse) au niveau de groupements et de villages.

²² Le projet ne compte pas travailler directement avec les EAFGA et devra collaborer avec les autres acteurs qui travaillent sur le DDR Enfant comme la MONUSCO et les ONG de protection de l'Enfance.

ces jeunes ne soit pas perçu comme une récompense pour avoir côtoyé les armes, ils seront associés aux autres jeunes de la communauté dans toutes les activités du projet.

Pour que les rôles **des femmes et jeunes filles** dans la consolidation de la paix et l'amélioration de la sécurité soit de plus en plus visible et reconnu, le projet entend renforcer leurs capacités de participation à travers les formations et le réseautage et supprimer/briser les barrières socioculturelles à leur participation dans les organes de prises de décisions à tous les niveaux.

Toutes ces *solutions envisagées et les décisions prises sont la responsabilité des différents acteurs. trices eux-mêmes. Ces processus sont institutionnalisés pour devenir partie intégrante des structures sociétales et politiques qui respectent, protègent et garantissent les droits de tous. La paix est ainsi intégrée à la culture et à la structure de la société elle-même*²³. Ceci est en lien avec l'objectif à long terme d'une vision de stabilisation au Nord-Kivu²⁴, à savoir l'institutionnalisation de processus politiques et de mécanismes de gouvernance pacifiques²⁵.

Des *expériences antérieures de membres du Consortium*, essentiellement nous avons appris :

La paix est une réalité autant sociale que politique. Les efforts sociaux fournis sans un réel engagement politique (implication formelle des politiciens) peuvent conduire à un impact bien limité. La majeure partie des engagements pris lors de différents dialogues sociaux organisés dans la zone par AAP et le CRONGD-NK n'ont pas produit tous les effets escomptés, cela suite à l'indifférence et une faible implication de certains porteurs d'obligations. Le projet que nous proposons devrait impliquer davantage les autorités du niveau provincial et national (y compris le Gouvernement de la RDC et les assemblées nationale et provinciale) dans la recherche de solutions aux problèmes d'instabilité dans la zone.

En matière de construction de la paix, rien (aucun succès) n'est acquis définitivement. L'on voit généralement une grande mobilisation de tous les acteurs, politiques et sociaux, dans la recherche de solutions lorsque des violences embrasent les communautés (comme ce fut le cas à Kyutu en 2015, à Miriki en 2016, à Nyanzale-Bwalanda-Katwe en 2018 et à Kiwanja en 2020). Aussitôt qu'une accalmie se profile, la plupart de ces acteurs se désintéressent de la question d'une cohabitation pacifique et les tensions/violences refont surface, dans le même milieu ou ailleurs. Pour la pérennité des acquis, il sera important de *renforcer les capacités et responsabiliser les communautés à travers de structures/mécanismes communautaires qui soient capables de soutenir leurs entités dans la gestion sans violence des différends*. En outre, des mécanismes de concertation multi-acteurs (population, autorités politiques et administratives, forces de sécurité) doivent être mis en place pour anticiper et désamorcer les tensions. Le projet travaillera ainsi à ***renforcer les mécanismes d'alerte précoce*** à travers notamment des cadres d'échange et une mise à jour régulière des contextes par tous les acteurs impliqués. La coordination entre le projet MUDA WA AMANI, le CAS MONUSCO et le projet ESPER (Cordaid/VNG) sera assurée pendant l'ensemble de la mise en œuvre du projet sur le mécanisme d'alerte précoce.

Dans le cadre de la réforme foncière en cours en RDC, comme les propositions de la politique foncière et de la loi foncière seront soumises en dernier lieu au parlement, le risque de voir les revendications et les propositions des communautés²⁶, vidées de toute leur substance, est élevé. Ce projet devrait ***informer davantage les communautés et surtout la jeunesse*** (au sein des mouvements citoyens et autres plates formes de jeunes) afin que cette dernière ***suive l'évolution du processus de la réforme foncière*** et se rassure que leurs desideratas et ceux des communautés locales vivant de la terre sont pris en compte.

Dans le cadre de ***Développement de systèmes de marchés inclusifs***, CEDERU a particulièrement appris que les réunions de cadre de concertation, de cadre interprofessionnel et de Business Meeting ont créé des espaces d'échange sûrs entre acteurs du système de marché ou des acteurs directs des chaînes de valeur. Ces réunions se sont avérées efficaces comme outils permettant de consolider les relations entre acteurs piliers du développement de chaînes de valeur et du développement du système de marché. Les relations rendent les filières choisies plus compétitives car les acteurs travaillent en synergie dans une approche Gagnant – Gagnant. ***Les pratiques coopératives et la Vente Groupée***

²³ Explication relative à la stratégie de l'EPER : transformation des conflits, p6-7

²⁴ Dans le contexte de la RDC, la « stabilisation » telle que définie pour le STAREC/ISSSS se lit comme suit : La stabilisation est un processus intégré, holistique, mais ciblé permettant à l'Etat et à la société de mettre en place une responsabilisation mutuelle, ainsi que l'aptitude à traiter et atténuer les moteurs existants ou émergents de conflits violents. Il s'agit d'une phase d'intervention qui se situe entre les urgences et le développement durable. (Stratégie Provinciale et Plan d'Action de Stabilisation pour la Province du Nord-Kivu, février 2015, p65-66)

²⁵ Idem, p65

²⁶ Aide et Actions pour la Paix (AAP), avec le soutien de HEKS/EPER a produit un cahier de charges contenant 18 grandes revendications de communautés du Nord-Kivu dans le cadre du processus de la réforme foncière en RDC.

particulièrement ont permis aux petits producteurs agricoles des zones de conflits de travailler ensemble (dans les coopératives agricoles) et de tirer un meilleur bénéfice de leurs travaux en vendant ensemble des quantités importantes auprès de grandes firmes.

Les comités de structures (AVEC, Coopérative agricole, NPRC²⁷, COT²⁸) qui font participer les femmes (bien représentées au comité et avec de responsabilités importantes) ont révélé un modèle de gestion plus transparent, équilibré et crédible. Le projet appuiera les initiatives visant à **améliorer la participation de femmes dans les instances de prise de décisions à tous les niveaux**.

Ainsi, le projet **capitalisera sur les acquis des interventions passées et récentes menées dans la zone** du Nord de Bwito et Sud de Lubero. On peut notamment citer les résultats et les acquis des projet *Njia za Makubaliano*²⁹ mené à Bwito, où les partenaires au présent appel AAP et ASP ont collaboré avec Alert International, ceux du projet *Identification et désamorçage des sources des conflits au quotidien* à Tama, Itala et Mutanda avec CRONGD-NK, et le projet *Connaître et faire valoir ses droits fonciers* à Lubero Sud et Rutshuru avec AAP. Ces projets ont permis aux membres du consortium de construire un haut niveau de confiance entre les communautés, les autorités locales et coutumières, les déplacées, et les groupes armés. A travers le projet *Connaître et faire valoir ses droits fonciers*, nous avons travaillé avec les jeunes à risque et les ex-combattants dans le Bwito afin de construire la cohésion sociale et de comprendre les conditions qui peuvent les amener à rester dans la communauté (au lieu de retourner dans les groupes armés). Dans le processus d'élaboration des plans intercommunautaires, le projet *Njia Za Makubaliano* a permis de renforcer la confiance entre les communautés et les autorités. Le projet a par ailleurs réussi à négocier avec les groupes armés pour l'accès, la libre circulation et la sécurité des villages, par exemples dans le Bwito avec le Mai Mai Mazembe et Nyantura. En construisant sur cette base de confiance, nous sommes maintenant capables d'aborder des questions sensibles par exemple sur le retour et la réintégration des ex-combattants dans la communauté et la médiation avec les groupes armés.

Les activités qui sont prévues sous les objectifs 1 et 3 de ce projet demandent un certain niveau d'acceptation au sein des communautés et une expertise dans la promotion du dialogue et la médiation inclusive. Le consortium entend poursuivre la logique entamée dans les projets précédents par ses membres et ainsi pouvoir capitaliser sur les acquis. De ce fait, le projet se focalisera sur les villages où les activités du projet *Njia za makubaliano* et celles d'autres acteurs dont le CRONG-NK ont été menées, avec la flexibilité d'ajouter les nouveaux villages jugés importants selon les conclusions des mini tables rondes et la grande table ronde qui sont prévues dans le présent projet. Ceci permettra au programme ISSSS de toucher un plus grand nombre de bénéficiaires et d'avoir plus d'impact. Enfin, le présent projet renforcera les acquis du projet *Njia za Makubaliano* dans le renforcement des capacités de gouvernance des autorités coutumières. Ce renforcement pourra s'étendre aux autres entités du Sud de Lubero et Ikobo.

b) Approche d'intervention et opérationnalisation par objectif spécifique

Objectif spécifique 1 : Les populations (leaders communautaires, hommes, femmes et jeunes issus des différentes couches sociales) et les autorités locales de Lubero Sud, de Bwito Nord et de Ikobo s'accordent de façon globale sur les causes motrices des conflits et d'insécurité et ils s'engagent à y trouver des solutions communes de paix communautaires.

1. Présentation des conflits et enjeux ciblés (maximum ½ page)

Les dilemmes sécuritaires sont dus essentiellement à l'activisme de groupes armés, aux conflits autour de l'accès et la gestion des ressources naturelles, et notamment au droit à la terre, aux tensions entre droit coutumier et droit foncier, et à la politisation des identités ethniques.

Face à cette situation, des initiatives de dialogues entre acteurs directement impliqués dans les crises qui déstabilisent cette partie de la Province du Nord-Kivu ont été entreprises. Il s'agit notamment des actions menées par la MONUSCO affaires civiles, le CRONG/NK appuyé par HEKS/EPER, AAP appuyé HEKS/EPER (au Sud de Lubero) et par International Alert (dans le Bwito). Ces efforts³⁰ ont contribué à une réduction des tensions et des violences entre les communautés Hutu, Nande, Hunde, Nyanga/kobo et Tutsi dans la zone. Cependant, la méfiance entre les communautés persiste et les groupes armés continuent à déstabiliser la zone. Les enjeux sont multiples à ces égards. Les intérêts

²⁷ Noyau de Prévention et de Résolution de conflits.

²⁸ Comité d'Observation de Tensions sociales.

²⁹ Entendez ici « Les chemins vers les accords » (en Kiswahili, langue locale de l'Est de la RDC), projet de Alert International et les partenaires dont ASP et AAP.

³⁰ Entre autres; des analyses participatives de conflits, de dialogues intercommunautaires et une table ronde (pour Bwito) ont été organisés et à l'issue desquels un plan de paix (en 2018) et trois actes d'engagements (1 pour la chefferie de Bwito, 1 pour le groupement de Mutanda et un troisième enfin pour les groupements de Tama et Itala au sud de Lubero) ont été signés entre les parties au conflit.

économiques et de pouvoir alimentent l'activité des groupes armés et la complicité des autorités. Les communautés, elles, sont prises dans des discours clivants qui attisent les tensions et leur font miroiter une protection qu'elles ne reçoivent pas de l'état. En ce sens, il est primordial d'offrir une lecture alternative de la situation afin de développer une lecture commune des facteurs de conflits ainsi que des espaces de dialogue afin de parvenir à des solutions collectives d'apaisement.

2. *Théorie du changement et présentation de la stratégie d'intervention spécifique (max 2 pages)*

- Si l'Etat Congolais, les autorités locales, les chefs coutumiers, les populations, les groupes armés du Sud de Lubero, Ikobo et Nord-Bwito ont une compréhension commune des dynamiques de conflits qui déstabilisent leurs zones ;
- Si ces acteurs, conscients des défis majeurs et des blocages à la stabilisation de leur zone, s'accordent sur des solutions communes et durables car ils y voient leur intérêt à tous.tes;
- Si ces acteurs s'engagent pour la mise en œuvre et le respect de ces solutions concertées et durables qui promeuvent la cohésion sociale, cela facilitera la création d'un environnement pacifique favorable pour la stabilité et la paix ;
- Si les femmes, jeunes et AGM sont suffisamment impliqués dans tout le processus de construction de la paix au Sud de Lubero, Ikobo et Nord de Bwito;

Alors les communautés du Sud de Lubero, Ikobo et Nord Bwito vivraient dans un environnement pacifique, sûr et stable basé sur une cohésion sociale cimentée par la confiance mutuelle.

a. Justification/pertinence au regard de l'objectif et des effets attendus en matière de stabilisation ;

S'appuyant sur les acquis des interventions précédentes des membres du consortium dans la zone cible, le présent projet entend créer un dialogue et une réflexion intercommunautaires autour des plans d'action et des engagements pris jusqu'ici, afin d'identifier les défis persistants et de définir des stratégies nouvelles visant à accélérer la stabilisation du Sud de Lubero, Nord de Bwito et Ikobo. Ce processus va partir d'une documentation de tous les accords et plans d'action précédemment élaborés. Des mini tables rondes seront ensuite organisées, lors desquelles les communautés, les autorités et les autres parties prenantes seront invités à s'exprimer. L'idée de ces tables rondes sera de faire un bilan des actions entreprises jusque-là et d'identifier les facteurs bloquants dans la mise en œuvre des plans d'actions. Ces derniers seront évalués dans les trois zones cibles (Bwito, Lubero Sud et Ikobo). Des plans d'actions spécifiques seront élaborés et/ou mis à jour à la suite des tables rondes. Sur la base de questions communes pour les trois zones cibles, les résultats de ces mini tables rondes vont alimenter une grande table ronde qui réunira des représentant.e.s élu.e.s des communautés ainsi que les autorités politico-administratives afin d'arriver à une lecture commune des défis existants et des stratégies pour les surmonter.

La grande table ronde sera sanctionnée par un acte d'engagement et un plan d'action clarifiant les actions et les responsabilités dans leur mise en œuvre. Les plans d'action élaborés au niveau communautaire seront suivis principalement par les structures locales de paix et de développement du ministère et d'autres mécanismes locaux de gestion alternative des conflits. Les résultats des tables rondes seront vulgarisés à tous les niveaux afin d'amener les différents acteurs à se les approprier et susciter l'implication dans la mise œuvre des actions. Des séances d'évaluation des plans seront tenues semestriellement afin de faciliter leur actualisation et leur adaptation au contexte. Il sera demandé à l'occasion des assises aux différents responsables des Entités Territoriales Décentralisées d'intégrer le plan dans leurs plans d'action et budget afin de faciliter la mise en œuvre de certaines actions.

b. Cohérence par rapport à la stratégie d'intervention globale du projet ;

La stratégie proposée pour ce résultat est la facilitation d'un processus collectif d'identification des moteurs et de définition de solutions communes aux conflits qui opposent les communautés et qui déstabilisent le sud de Lubero et le Nord de Bwito. Elle s'inscrit ainsi dans la stratégie I4S pour la province du Nord-Kivu en ce sens qu'elle adresse les « *moteurs de conflit, en commençant également à en traiter les causes profondes. Pour ce faire, il faut obligatoirement établir la confiance et renforcer les capacités des acteurs locaux – des institutions étatiques et de la société – afin de promouvoir la transformation pacifique des conflits violents* ». La participation de toutes les couches de la population dans le dialogue et l'élaboration de plans d'action pour la paix est primordiale pour la légitimité des accords signés. Le projet se rassure également que les actions identifiées dans les plans sont cohérentes avec les objectifs du projet et ceux de stabilisation au Nord-Kivu (ISSSS). Enfin, le projet se base, dans la mise en œuvre de cet objectif, sur l'approche fondée sur les droits humains (HRBA) et notamment la participation et l'autonomisation, la redevabilité et le plaidoyer, l'égalité et la non-discrimination, ainsi que sur l'approche de changement systémique puisqu'il vise la transformation de la dynamique du système actuel.

Si certaines actions proposées par les communautés sont au-delà des moyens et du mandat du projet, deux options seront exploitées : 1) référer les préoccupations vers les autres acteurs qui disposent du mandats et des capacités pour adresser

ces questions (par ex, les cas DDR des enfants seront orientés vers les sections DDR – Child Protection de la Monusco et autres organisations de protection de l'enfance) et 2) mener des actions de plaidoyer auprès des autorités compétentes (débiteurs d'obligations). Pour la pérennité des pratiques prometteuses, notamment dans la transformation de certaines normes foncières et de genre, le projet travaillera particulièrement avec les autorités pour *l'institutionnalisation* de ces meilleures pratiques au niveau des chefferies et de l'assemblée provinciale. HEKS/EPER et AAP sont déjà engagés sur la question de la réforme foncière à travers la CONAREF (Commission Nationale pour la Réforme Foncière) au niveau provincial et national. Un cahier des charges avec 18 recommandations des communautés locales du Nord Kivu a été soumis à la commission. Nous proposons, dans le cadre de ce projet, d'assurer que les propositions contenues dans ce cahier demeurent intactes lorsque les discussions seront engagées au niveau du parlement. Aussi seront traités au niveau national l'ensemble des questions qui n'auront pas trouvé de réponses en province, au travers le groupe de plaidoyer au niveau national, sur les questions de paix et sécurité, développement et droits de femmes. Le groupe de plaidoyer au niveau national, dès lors qu'il sera pleinement opérationnel, sera notre porte d'entrée afin d'adresser toutes les questions qui requièrent l'attention des autorités au niveau national.

c. Localisation et la justification des zones ciblées par l'objectif spécifique :

Les activités pour ce résultat spécifique concernent tous les 8 groupements au cœur de cet appel. Les groupements de Mutanda, Tama, Itala et Ikobo affichent une certaine avance sur certaines questions notamment les dialogues sociaux, les signatures des accords entre les différentes communautés ethniques et l'opérationnalité de structures communautaires de gestion des conflits. Une grande attention sera accordée aux groupements de Utwe, Musindi et Luenge (malgré quelques difficultés d'accès physique pour ce groupement particulier) notamment pour la redynamisation/mise en place de mécanismes communautaires de gestion alternative des conflits et la préparation (à tous les niveaux) des autorités et populations au dialogue avec les autres ethnies. Le problème d'accès physique (routes impraticables) se pose principalement pour le groupement de Luenge. Ainsi, les acteurs en provenance de ce groupement seront impliqués par invitation aux activités organisées dans les villages accessibles les plus proches.

3. Les résultats (2 pages).

a. Résultat n°1 : *Les populations (leaders communautaires hommes, femmes et jeunes issus des différentes couches sociales) et les autorités locales de Lubero Sud, de Bwito Nord et de Ikobo ont une compréhension commune des facteurs, des moteurs des conflits et d'insécurité dans leurs entités, adoptent et mettent en œuvre des solutions communautaires de paix qui soient consensuelles.*

i. Présentation générale du résultat

Dans la zone du projet, les conflits autour de l'identité, ceux liés au dilemme sécuritaire et à la mobilisation autour de la terre sont perçus différemment par les acteurs en présence. Cela étant, les initiatives de paix dans la zone ne peuvent avoir les résultats escomptés qu'à une seule condition : que tous les acteurs développent une compréhension commune des moteurs, des causes et des conséquences des conflits. En effet, cette compréhension commune constitue le prérequis à l'élaboration de solutions de paix durables. Le résultat vise ainsi à parvenir à un *engagement commun des communautés et des autorités dans la mise en œuvre de solutions communautaire de paix consensuelles*. Ceci suppose que :

- 1 - Les efforts précédents sont identifiés, évalués et capitalisés ;
- 2 - les facteurs et les moteurs de conflits sont identifiés de manière participative et inclusive ;
- 3 - des solutions communautaires consensuelles sont définies, adoptées et mises en œuvre ;
- 4 - les autorités participent à l'ensemble des processus de manière formelle ; et
- 5 - les mécanismes communautaires de gestion alternative des conflits sont fonctionnels.

Afin d'atteindre le résultat en question, le projet travaillera à la réalisation des 5 présupposés énumérés ci-avant.

ii. Bénéficiaires et groupes cibles

Les groupes cibles sont les leaders communautaires, les hommes, les femmes, les jeunes, les groupes marginalisés, les autorités à tous les niveaux, les chefs coutumiers, les concessionnaires, les gestionnaires d'aires protégées, les organisations de la société civile, les représentants des services de sécurité et de la justice.

Les bénéficiaires sont les communautés dans leur ensemble, en particulier les jeunes vulnérables, les femmes, les enfants, les ex-combattants, les déplacés, les communautés hôtes, les groupes marginalisés.

iii. Produits

Produit 1 : Les mécanismes de gestion alternative de conflits sont fonctionnels (redynamisés et/ou mis en place lorsqu'ils font défaut) et capables de soutenir la population pour réduire les tensions et les conflits violents.

Principales activités retenues

1. Identification de tous les mécanismes alternatifs de transformation des conflits dans la région et réalisation d'un processus d'évaluation participative du mécanisme existant (forces/faiblesses/gaps).
2. Elaborer avec les autorités locales et les communautés des stratégies locales pour établir/redynamiser les mécanismes de transformation des conflits dans les communautés.
3. Faciliter les échanges entre les différents mécanismes de transformation des conflits et assurer le renforcement des capacités des membres des structures de transformation des conflits sur diverses questions relatives à la paix et aux droits des femmes.
4. Soutenir les autorités et les communautés (8 mécanismes locaux et 4 CCRCC) dans la mise en œuvre de leurs stratégies pour garantir le fonctionnement durable et efficace des structures de transformation des conflits.
5. Faciliter une analyse régulière, participative et conjointe du contexte de conflit et de sécurité.

Produit 2 : Des efforts dans la consolidation de la paix précédemment fournis sont identifiés, évalués et mis à profit.

Principales activités retenues

1. Identifier et documenter tous les actes d'engagement et les plans d'actions dans la zone.
2. Organiser des ateliers (mini tables rondes) d'évaluation et actualisation « des feuilles de route » dans les axes (Lubero Sud - Kirumba, Bwito Nord - Kikuku et Ikobo - Buleusa).
3. Lorsqu'il n'existe pas de stratégie ou de plan d'action pour la consolidation de la paix (Musindi, Luenge, Ikobo), organiser des ateliers participatifs avec les autorités locales et les communautés pour élaborer des stratégies de paix communautaires et des plans de mise en œuvre au niveau local.
4. Organiser une table ronde (dialogue multi acteurs) au niveau de toute la zone du projet.
5. Conduire une recherche/analyse approfondie sur les problématiques clés spécifiques identifiés à l'issue de la table ronde.
6. Vulgariser les plans et engagements issus des différentes rencontres de dialogues à différents niveaux et auprès des différents acteurs nécessaires.
7. Appuyer les actions (horizontales) issues du plan d'actions consolidé (fonds flexibles).

Produit 3 : Les acteurs politiques sont engagés dans le processus de Dialogue Démocratique de manière formelle.

Principales activités retenues

1. Organiser des ateliers de redynamisation du Conseil Consultatif Provincial (CCP) et du GPPM (Groupe de Plaidoyer au niveau national)
2. Elaborer de manière participative des stratégies de plaidoyer locales, provinciales et nationales pour renforcer la paix, le développement et les droits des femmes.
3. Appuyer les réunions du Conseil Consultatif Provincial (CCP) et ses descentes de suivi des activités du projet (visite d'itinérance des autorités).
4. Appuyer le CCP dans la mise en place d'une activité génératrice de revenus afin de garantir son autonomie financière.
5. Soutenir techniquement et financièrement les missions et les initiatives de plaidoyer au niveau provincial et national.
6. Organiser un forum provincial de présentation et validation des plans communautaires de paix et des contrats sociaux signés par les membres des communautés locales auprès du parlement et gouvernement provinciaux.

Produit 4 : Un Plan de communication formulé et fonctionnel.

Principales activités retenues

1. Élaborer le plan de communication/sensibilisation sur la paix, les R1325/R2250 et le RRR.
2. Former les organes de la presse locale sur a) ce qu'est l'I4S, les objectifs et les limites du projet, ainsi que la gestion de rumeurs b) les techniques de vérification des informations c) la prévention des conflits, le genre et la sensibilité aux conflits.
3. Produire et diffuser de spots et émissions sur les radios émettant de Kinshasa, Goma et au niveau local.
4. Soutenir les médias locaux pour l'organisation de reportages autour des thématiques et des activités du projet.
5. Former les organisations membres en techniques de « Récolte des Effets », une méthodologie de suivi-évaluation participatif.

4. L'intégration transversale du genre dans l'objectif spécifique (maximum ½ page)

Malgré l'adoption par la RDC de politiques et de textes juridiques visant à donner aux hommes et aux femmes des chances égales, les femmes continuent d'être exclues de la précieuse ressource qu'est la terre, ne pouvant souvent accéder

à l'héritage foncier. De plus, les femmes sont régulièrement victimes de viols, de blessures et parfois de meurtres³¹. Chaque membre du Consortium s'efforcera d'offrir une programmation axée sur l'égalité des sexes et l'inclusion sociale, en s'appuyant sur une compréhension de l'analyse du pouvoir et des droits de l'homme. Le projet veillera à ce que les principes clés de l'inclusion et de la responsabilité en matière de genre soient intégrés tout au long du cycle du programme. Toutes les approches sont sensibles au genre. Le projet sera attentif à comprendre et à répondre aux besoins spécifiques des filles et femmes, et des garçons et hommes. Les processus qui seront mis en place incluront aussi bien les femmes/filles que les hommes/garçons en vue d'équilibrer la participation des deux sexes aux instances de prise de décision au niveau communautaire. De plus, le projet veillera à ce que la participation des femmes soit effective et que leurs voix soient entendues et prises en compte. Les besoins spécifiques des femmes/filles et des hommes/garçons feront l'objet d'une attention particulière dans la définition et la mise en œuvre de toutes les activités.

5. L'articulation (stratégique et opérationnelle) de l'objectif spécifique aux autres objectifs spécifiques (maximum 1/2 page).

Cet objectif spécifique est étroitement lié aux deux autres objectifs spécifiques puisqu'il vise à mettre en place et à renforcer des dynamiques communautaires et consensuelles de prévention et de gestion des conflits. En outre, il vise à accroître l'engagement des communautés et des autorités coutumières et étatiques dans l'identification et la mise en place de solutions communes capables de réduire les tensions. Il ambitionne donc d'engager et de responsabiliser l'ensemble des acteurs et des actrices des zones cibles dans les efforts visant la stabilisation et la paix. De ce fait, il constitue non seulement un prérequis à la réalisation des autres objectifs spécifiques, puisque sans paix il ne peut y avoir de développement, mais il les complète également.

Objectif spécifique 2 : La cohésion sociale inter-intracommunautaire est renforcée et le risque que des jeunes défavorisés rejoignent des groupes armés est réduit.

1. Présentation des conflits et enjeux ciblés (maximum 1/2 page)

Les crises et violences intercommunautaires récurrentes dans le Nord de Bwito, Ikobo et Sud de Lubero ont gravement perturbé l'activité économique. Les rares entreprises minières (SOMIKIVU) et agricoles qui étaient dans la zone ne sont plus fonctionnelles. Les investisseurs étrangers et locaux ont fui la zone et personne n'est prêt à faire des affaires dans un contexte hautement volatile. Ceci a eu comme conséquence principale le manque voire l'absence d'opportunités économiques et professionnelles décentes, en particulier pour les jeunes. L'exploitation illicite de ressources naturelles alimente la prolifération des groupes armés. Ces groupes s'offrent aux jeunes comme une alternative à un emploi inexistant et n'éprouvent aucune difficulté à gonfler leurs effectifs en puisant dans une masse désœuvrée de jeunes en quête d'un avenir.

Les tentatives DDR précédentes dans le pays, y compris dans la zone cible du projet, « ont largement échoué »³². « Depuis 2003, trois programmes DDR ont été organisés dans le pays sans permettre d'avancées décisives »³³. De ce fait, de nombreuses questions se posent déjà sur les chances de réussite du nouveau programme P-DDRCS. Les stratégies militaires ayant de même montré leurs limites, les capacités de l'armée loyaliste à éradiquer les groupes armés sont constamment remises en question. Ainsi, les groupes armés exploitent le vide sécuritaire pour développer leur ascendant et propager leur influence et leurs agendas, en prétendant représenter les intérêts de l'une ou de l'autre communauté ethnique, alors que les abus sont multiples : pillages des biens de la population, violences contre les civils, taxes illégales, travaux forcés, exploitation illégale des ressources naturelles, etc. Les populations sont les premières et principales victimes de leurs activités, en particulier les femmes et les jeunes.

2. Théorie du changement et présentation de la stratégie d'intervention spécifique (max 2 pages)

- Si les populations civiles (y compris les jeunes, les femmes et les leaders politiques et ethniques) se désengagent/désolidarisent des groupes armés ;
- Si des opportunités socio-économiques durables et décentes sont créées ;
- Si ces opportunités occupent une masse de jeunes femmes, hommes, ex-combattants dans les secteurs clés de l'économie locale ;

³¹ Sur 15 organisations interrogées par CRONGD/NK dans les sites d'intervention, bien que les femmes représentent souvent plus de la moitié des membres de l'organisation, seules 12% des femmes déclarent avoir une forme d'influence qui se traduit effectivement par un pouvoir de décision au sein des différentes structures.

³² <https://blog.kivusecurity.org/fr/le-nouveau-programme-de-desarmement-et-demobilisation-peut-il-reussir/>

³³ Idem

- Si, grâce aux activités de rapprochement communautaire, les communautés acceptent de coopérer autour d'intérêts communs ;

Alors la zone prioritaire Nord de Bwito, Ikobo et Lubero Sud serait plus sûre et prospère économiquement.

a. Justification/pertinence au regard de l'objectif et des effets attendus en matière de stabilisation

En vue de renforcer l'insertion socio-économique des jeunes, le projet propose avant tout une phase d'identification participative d'activités génératrices de revenus (AGR) collectives et individuelles possibles, de filières porteuses et de besoins en termes d'infrastructures au niveau communautaire. Cette phase impliquera les jeunes femmes et hommes, les leaders communautaires et les autorités locales, avec le concours des divisions provinciales de l'économie, de la jeunesse et les ministères spécialisés dans le domaine. A priori, si l'on considère les spécificités de la région, il s'agira principalement d'AGR dans le domaine agro-pastoral et en petit commerce. En parallèle, la méthode HIMO (haute intensité de main d'œuvre) sera utilisée là où des infrastructures communautaires devront être réhabilitées, ce qui permettra de créer une source de revenus pour les communautés.

Les jeunes qui participeront aux AGR seront accompagnés par des coaches et mentors dans le choix de la filière après une étude du marché. L'approche genre sera prise en considération. Ils.elles bénéficieront ensuite de formations de base en gestion, en entrepreneuriat et en leadership. Dans le cadre de l'entrepreneuriat agro pastoral, des ateliers de formation métiers, transformation des produits agropastoraux et leur commercialisation seront organisés. Les jeunes participant.e.s seront également coachés sur les compétences de vie essentielles, telles que le dialogue ou la transformation et la résolution des conflits. Afin de former et d'accompagner les jeunes, le projet se reposera le plus possible sur des compétences disponibles localement, notamment les entrepreneurs locaux. Des réseaux selon les types d'AGR seront constitués de manière à favoriser l'échange d'expériences entre les bénéficiaires.

Le projet soutiendra les filières motrices du dialogue social inter communautaire et qui ont le potentiel de contribuer à la paix. Entre autres, les AGR collectives ou individuelles, les Association villageoises d'Épargne et de Crédit, les coopératives agricoles (Activités Agro-pastorales), les Groupement d'Intérêts Economiques, les MUSO/GIE et les travaux HIMO.

En ce qui concerne les travaux HIMO, les bénéficiaires seront identifiés.e.s de manière participative parmi les jeunes, femmes et hommes vulnérables. Ils.elles seront aussi formé.e.s sur les techniques de gestion des AGR, entrepreneuriat et culture de la paix. Lors des travaux HIMO, ils/elles bénéficieront d'une rémunération journalière de 4\$ et 6\$ Toute Taxe comprise respectivement pour les cantonniers et les superviseurs. Quant aux AVEC/MUSO, les groupes seront mixtes, avec une proportion d'au moins 60% de femmes, étant majoritaire dans ces groupes. Les bénéficiaires seront constitués en 10 groupes de 20 personnes (la priorité pour les AGR collectives sera accordée aux groupes déjà constitués en vue de renforcer les dynamiques locales). Enfin, 192 AGR individuelles seront également appuyées principalement au bénéfice des jeunes ex combattants et autres jeunes victimes de violences (y compris les violences sexuelles et celles basées sur le genre). Tous/toutes les bénéficiaires d'AGR seront également formé.e.s sur l'entrepreneuriat/leadership et la gestion de micro, petites et moyennes entreprises.

A travers les activités de renforcement économique prévues dans le projet, en particulier les AGRs, les MUSO et les HIMO, mais également à travers des collaborations avec les Associations villageoises d'Épargne et de Crédit, les coopératives agricoles, les organisations paysannes, le projet entend favoriser les échanges et le dialogue intercommunautaires ainsi que l'engagement de groupes opposés autour d'objectifs communs et bénéfiques pour la collectivité (infrastructures de base pour la connexion intercommunautaire telles que marchés, ponts, routes, centre de jeunes).

En raison des traumatismes subis par les ex combattant.e.s et autres jeunes à risque de rejoindre les groupes armés, ce projet propose d'offrir une prise en charge et un soutien psychosociaux par le biais de la thérapie de groupe. La thérapie de groupe est une forme de psychothérapie dans laquelle un ou plusieurs thérapeutes traitent un petit groupe de clients/patients ensemble en tant que groupe. Elle cherche à trouver la ou les causes profondes de la maladie et, dans un cadre communautaire, à fournir un traitement et à renforcer la capacité de l'individu et du groupe à mieux faire face aux déclencheurs de la dépression et à s'en sortir. L'objectif global ici est de réduire les symptômes de la dépression et d'améliorer la qualité du fonctionnement social et interpersonnel des participants. De telles améliorations sont susceptibles d'affecter la santé physique et mentale et la stabilité de la communauté dans son ensemble. Les sessions de thérapie proposées se dérouleront sur 12 à 16 séances.

Le projet créera des groupes de traitement séparés par sexe et par âge. Cela permettra de garantir le confort, la confidentialité et l'honnêteté des sessions de groupe, ainsi que de maximiser la guérison de la communauté comme moyen de renforcer la guérison individuelle. Des séances de psychothérapie seront organisées pour clôturer les sessions de groupes.

De cas nécessitant une prise en charge particulière et individuelle seront gérés par une psychologue expérimentée et d'autres pourraient être référés dans les structures spécialisées (comme de centre de santé mentale) pour une prise en charge appropriée.

Un élément clé de la durabilité sera la formation et le soutien des facilitateurs de groupes dans les communautés. Ils seront recrutés dans la communauté et auront un ensemble d'attentes claires quant à ce qu'ils accomplissent au niveau de la communauté, et joueront un rôle qui combine plusieurs fonctions. Ces hommes et ces femmes serviront de modèles dans la communauté et seront actifs dans la résolution et la médiation des conflits, en intervenant et en incitant les autres à intervenir pour mettre fin à la violence, et en étant des leaders dans le soutien à la réconciliation et à la guérison.

En plus de la thérapie de groupe, les formations sur les compétences de vie (éducation civique et morale) seront organisées en faveur des ex combattantes, autres jeunes à risque et adopteront pour une approche de "formation des formateurs" en encourageant les participants à éduquer leurs pairs sur les sujets abordés.

En outre, le projet entend contribuer à renforcer l'accès à la terre pour ces groupes vulnérables. Pour ce faire, des activités de plaidoyer envers les autorités administratives et coutumières seront entreprises, les textes de lois seront vulgarisés afin de pouvoir être accessibles au plus grand nombre.

En parallèle, le projet va contribuer à renforcer la cohésion sociale entre les communautés à travers l'organisation d'activités socio-culturelles et divertissantes. Les associations et initiatives existantes seront identifiées et regroupées au sein d'une structure mixte que le projet appuiera. Les acteurs et actrices de cette structure seront soutenus dans la réalisation d'activités conviviales et socio-culturelles permettant aux gens non seulement de se divertir mais également de se rencontrer et de se rapprocher. Ce type d'activités est extrêmement important et efficace afin de reconstruire des ponts entre des communautés qui s'opposent, de valoriser les us et coutumes qui rapprochent, de créer du lien social. Outre les activités socio-culturelles, le projet prévoit également de travailler avec les écoles de la zone, afin notamment d'organiser des concours interscolaires sur la cohabitation pacifique.

b. Cohérence par rapport à la stratégie d'intervention globale du projet

Ce résultat porte sur le renforcement de la cohésion sociale intra et inter communautaire au travers essentiellement d'actions pratiques conjointes entre de groupes identitaires ou d'intérêts opposés (la *diapaxis*). La participation des communautés dans toutes les étapes visant l'amélioration de leurs conditions socioéconomiques est au cœur de ce résultat. Des critères de ciblage pour les bénéficiaires des AGR collectives et individuelles ainsi que les participant.e.s aux travaux HIMO seront discutés avec les représentant.e.s des communautés et devront tenir compte de la représentativité de tous les groupes sociaux et ethniques. Pour que les actions du projet ne renforcent pas les préjugés et la stigmatisation sur certains groupes, par exemple les ex combattants ou les femmes victimes de violences sexuelles, une approche d'inclusion sera privilégiée pour la réintégration de ces groupes, notamment à travers la collaboration avec des groupes déjà existants (AVEC, Centre socioprofessionnel, Coopératives agricole, etc.), tout en renforçant les dynamiques communautaires. Quant à l'approche systémique dans ce pilier, elle passe par le développement de chaînes de valeurs agricoles pour les petits producteurs et le développement de systèmes de marchés qui soient inclusifs.

Aussi, ce résultat spécifique est cohérent avec les priorités stratégiques suivantes retenues dans le plan de stabilisation pour la Province du Nord-Kivu, Nord de Bwito - Sud de Lubero, et qui sont en lien avec notre stratégie globale, à savoir: 1) La cohabitation pacifique et le renforcement de la confiance mutuelle et la redevabilité entre les autorités et la population pour assurer la sécurité des populations (Résultat 1) ; 2) La promotion de la bonne gouvernance foncière et l'accès à la terre, la réduction des tensions liées à la réintégration des ex-combattants et aux retours des déplacées et réfugiés (Résultat 2) ; et 3) Le renforcement des mécanismes d'autonomisation des femmes et groupes vulnérables et la réduction des violations des droits humains et des droits de femmes et des jeunes filles particulièrement (Résultat 3).

Le projet vise aussi à améliorer les conditions économiques de ses bénéficiaires. Les agriculteurs - en collaboration avec les acteurs du marché concernés (par exemple, les transformateurs, les commerçants, les acheteurs mais aussi les autorités) identifieront les chaînes de valeur agroalimentaires et halieutiques prioritaires en utilisant une approche de

développement des systèmes de marché (MSD). Les agriculteurs et agricultrices seront également accompagnés pour pratiquer de nouvelles techniques de transformation et de stockage afin d'ajouter de la valeur à leurs cultures. Les agriculteurs et agricultrices seront encouragés à joindre des coopératives qui promeuvent et défendent efficacement les intérêts de leurs membres. Les capacités des organisations d'agriculteurs et des coopératives en matière de développement organisationnel seront renforcées en utilisant une évaluation participative de la vulnérabilité et des capacités tenant compte des conflits et de l'équilibre entre les sexes comme point de départ de la planification des priorités de la communauté. En ce qui concerne les équipements de transformation et de stockage, les coopératives seront mises en relation avec des prestataires de services existants, tels que des transformateurs disposant de capacités de stockage, et seulement lorsque cela ne sera pas possible, le projet investira dans de nouvelles installations de stockage. Les informations sur les prix seront collectées par les facilitateurs de marché au sein des coopératives et compilées pour être affichées au niveau des dépôts et publiées dans le bulletin mensuel du réseau des acteurs du marché.

c. Localisation et la justification des zones ciblées par l'objectif spécifique

Le projet cible la Zone Prioritaire Lubero Sud, Bwito Nord et Ikobo, notamment les chefferies de Batangi (groupements d'Itala, Musindi), Bamate (groupements de Tama, Luenge et Utwe), Bwito (groupements de Mutanda et Kanyaboyanga), et le secteur de Wanyanga (groupement d'Ikobo, en Territoire de Walikale). Cette zone a subi des guerres liées aux conflits identitaires et de l'activisme des groupes armés à connotation ethnique ainsi que des guerres à répétition de 1996 à 1998. La méfiance entre communautés est très importante, et les populations se sont beaucoup déplacées dans la zone, ce qui a notamment entraîné la perte du capital de production et des sources de revenus. Le manque de perspectives sociales et économiques ainsi que les discours attisant les différences ont amené de nombreux jeunes à rejoindre les groupes armés. Avec des efforts de paix, la tendance est vers le retour des déplacé.e.s et des réfugié.e.s dans leurs localités. Dans ce contexte, les activités du projet visent à renouveler la cohésion sociale à travers des activités socio-économiques ciblant les jeunes, les femmes et les personnes particulièrement vulnérables afin de leur (re)donner une place au sein de la société.

3. Les résultats (2 pages)

Résultat n°2 : *La cohésion sociale inter-intracommunautaire est renforcée et le risque que des jeunes défavorisés rejoignent des groupes armés est réduit.*

i. Présentation générale du résultat

Ce résultat focalise sur le renforcement de la cohésion sociale intra et intercommunautaire à travers une gamme d'actions directes et pratiques sur la réintégration sociale et économiques de groupes spécifiques. Pour ce faire, le projet entend soutenir ces groupes avec des ressources financières et techniques, tout en renforçant les dynamiques communautaires déjà existantes, et mettre en place des initiatives pouvant permettre à des groupes opposés (sur fonds d'identité ou d'intérêts divergents) de travailler ensemble et d'obtenir des gains économiques et sociaux plus durables pour leurs familles et leurs communautés. Ceci passe par l'appui aux AGR individuelles et collectives, des coopératives agricoles (avec de chaînes de valeurs plus rentables), la participation aux travaux de construction d'infrastructures de base pour les communautés. Les victimes d'abus et de violences, qui ont besoin d'une aide psychosociale, seront référées auprès de structures déjà existantes dans les communautés cibles. En outre, étant donné l'ampleur de conflits fonciers dans la zone, le projet, à travers ce résultat, voudrait assister les plus vulnérables (y compris les femmes et les groupes marginalisés) à accéder à la terre de manière sécurisée, en tenant compte le droit positif et le droit coutumier de la région. Enfin, des activités conviviales pour le vivre ensemble et la paix seront organisées afin de favoriser les liens et le rapprochement entre communautés opposées. Au-delà des sensibilisations (organisations d'événements éducatifs sur les droits fonciers, vulgarisations de loi et procédures d'acquisition des terres, journées portes ouvertes, ...) et des efforts de médiation des conflits fonciers par les structures communautaires (objectif 1, produit 1), le projet prévoit également de faciliter de médiation, de négociation entre grands concessionnaires et petits exploitants agricoles en vue de la sécurisation des droits fonciers d'exploitation pour ces derniers, et particulièrement les femmes, les jeunes et autres groupes marginalisés.

ii. Bénéficiaires et groupes cibles

Les bénéficiaires pour ce résultat sont prioritairement constitués de jeunes à risque de rejoindre les groupes armés (y compris les jeunes ex-combattant.e.s). Environ 800 jeunes dans le sud de Lubero et au Nord de Bwito seront directement concerné.e.s pour la prise en charge psychosociale essentiellement à travers la thérapie de groupes (produit 1.3) et les

activités de réintégration économique (1.1) : 200 jeunes, femmes et AGM seront appuyés en vue de démarrer les AGR collectives (soit 10 AGR, avec 20 personnes pour chaque AGR) ; et 192 AGR individuelles à la suite de formation sur les moyens de substance (y compris la formation professionnelle).

Environ 950 petits producteurs agricoles (et dont 60% sont des femmes) seront soutenus en agrobusiness (produit 2.1) par CEDERU (en moyenne une coopérative agricole devrait être mise en place par groupement avec environ 125 membres issus de toutes les tendances ethniques). Nous visons à atteindre 450 personnes parmi les femmes et autres groupes marginalisés.

En vue de favoriser les rapprochements entre différents groupes identitaires ou d'intérêts ; 1'500 jeunes (dont 40% sont de femmes) seront mobilisés dans les travaux de construction (bâtiments, ponts) et/ou de réhabilitation de routes de desserte agricole par la méthode du Cash for Work (produit 2.2). Enfin, plus 5'000 personnes (à 90% constitués de jeunes et dont 50% sont de femmes) prendront part aux activités socioculturelles conviviales.

iii. Produits

Ce résultat est articulé autour de cinq produits principaux dont :

Produit 2.1 : Les conditions socio-économiques des bénéficiaires (ex-combattants, jeunes à risques, femmes, retournés et déplacés & communautés hôtes) sont améliorées.

Principales activités retenues

2.1.1: Conduire une étude de marché portant sur les filières et Chaines de Valeurs Agricoles porteuses financièrement et socialement (identification de points d'entrée pour la réinsertion socioprofessionnelle).

2.1.2: Organiser les formations en faveur des ex-combattants, jeunes à risque, femmes, réfugiés, déplacés & communautés hôtes sur les filières porteuses identifiées dans les centres de formation professionnelle.

2.1.3: Initier lorsqu'elles font défaut et/ou organiser des OP et AVEC en tenant compte de l'inclusion sociale (genre, ethnie).

2.1.4: Accompagner les petits exploitants agricoles (ex-combattants, jeunes à risques, femmes, retournés et déplacés & communautés hôtes) dans la production et l'accès au marché pour les chaînes de valeurs retenues (semenciers, producteurs, transformateurs et commerçants).

2.1.5: Former les moniteurs/agronomes et vétérinaires sur les techniques et pratiques agricoles/culturelles et zootechniques (pastorale).

2.1.6: Appuyer les activités génératrices de revenus (AGR collectives et individuelles) en faveur des ex-combattants, jeunes à risques, femmes, retournés et déplacés & communautés hôtes.

2.1.7: Former les jeunes sur l'entrepreneuriat/leadership et la gestion de micro, petites et moyennes entreprises.

2.1.8: Assurer l'accompagnement technique des bénéficiaires dans le processus de gestion de leurs AGRs et des AVECs.

2.1.9: Organisation de plaidoyer pour l'assainissement de l'environnement économique, l'accès aux services (crédits, informations, de facilités fiscales) pour les AGRs appuyées.

2.1.10 : Fonds flexibles pour le pilier RRR (Retour, Réintégration et Relance socio-économique)

Produit 2.2 : Des infrastructures de base pour la connexion intercommunautaire (marchés, ponts, routes, centre de jeunes) sont construites ou réhabilitées et utilisées par les communautés en place.

Principales activités retenues

2.2.1: Atelier participatif d'identification et validation des infrastructures à construire/réhabiliter.

2.2.2: Construction/réhabilitation des infrastructures de base identifiés/validés (marchés, centre socioprofessionnel de jeunes, stades, ...).

2.2.3: Équiper les infrastructures construites/réhabilitées (aux centres de jeunes existants et/ou mis en place).

2.2.4: Organiser les réunions d'identification des sites pour les travaux HIMO (Routes de desserte agricole) en collaboration avec les autorités locales et leaders communautaires et les responsables des associations des jeunes et femmes.

2.2.5: Étude de faisabilité avant le développement des travaux HIMO.

2.2.6: Organiser et appuyer les travaux HIMO en faveur des jeunes à risque, les femmes/filles et les autres groupes marginalisés (y compris les Pygmées).

2.2.7: Former les gestionnaires des infrastructures en vue d'une gestion saine et durable.

Produit 2.3 : Les déplacés, réfugiés, retournés, anciens combattants et jeunes ont accès aux services de soutiens (d'appui psycho-social et réconciliation).

Principales activités retenues

- 2.3.1: Organiser un atelier de recyclage sur la prise en charge psychosociale et des séances de débriefing émotionnel en faveur des facilitateurs de groupes et APS.
- 2.3.2: Organiser des séances d'accompagnement psychosocial (Gestion de cas individuels).
- 2.3.3: Organiser des 12-16 séances de renforcement de compétences socio-émotionnelles dans les groupes (par groupe)
- 2.3.4: Organiser de séances de sociothérapie (l'intégration des individus dans la communauté)
- 2.3.5: Assurer le suivi psychosocial individuel et collectif de proximité
- 2.3.6: Provision d'un kit de dignité (pour les plus nécessiteux)
- 2.3.7 : Organiser les séances de formation sur les compétences de vie quotidienne (life skills) tenant compte de la dimension de genre (Le civisme ; le respect, la résolution non violente des conflits/problèmes, l'hygiène et la vie intime, le VIH et autres MST, ...)

Produit 2.4 : Les activités conviviales pour le renforcement de la cohésion sociale entre les communautés sont organisées.

Principales activités retenues

- 2.4.1 : Identifier les associations culturelles existantes (y compris troupes théâtrales, danseurs, griots/troubadours, poètes, slameurs, ...) existantes dans la zone du projet et les regrouper dans une structure mixte organisatrice d'activités conviviales (ballet interculturel) ;
- 2.4.2 : Renforcer les capacités des acteurs de la structure, des jeunes et des femmes sur les thématiques de la paix et sur la communication non violente.
- 2.4.3 : Appuyer la réalisation des activités conviviales (danse interculturelle, poème, théâtre, sketch, ...).
- 2.4.4 : Organiser un concours public sur la paix et les résolutions RCSNU -1325 et 2250.
- 2.4.5 : Organiser un concours interscolaire (génies en herbe, poème et dessins, orthographe) sur la cohabitation pacifique.

Produit 2.5 : Les droits d'exploitation des terres pour les groupes des bénéficiaires sont garantis.

Principales activités retenues

- 2.5.1. Vulgarisation de lois et principes coutumiers sur l'accès à la terre.
- 2.5.2. Facilitation des réunions d'échange et négociation entre concessionnaires et petits exploitants agricoles en vue de la sécurisation des droits fonciers d'exploitation, particulièrement les femmes, les jeunes et autres groupes marginalisés.
- 2.5.3. Identification et documentation de principes fonciers coutumiers là où c'est encore oral.
- 2.5.4. Identification de défis et entraves pour l'accès à la terre pour les femmes, jeunes et AGM
- 2.5.5. Accompagnement des groupes de bénéficiaire du projet, particulièrement les femmes, jeunes et AGM, afin de sécuriser leurs droits fonciers

i. L'intégration transversale du genre dans l'objectif spécifique (maximum ½ page)

Ce résultat met l'accent sur la réintégration socioéconomique de groupes vulnérables et marginalisés. HEKS/EPER a dressé une liste pays de ces groupes et certaines catégories de femmes sont victimes de discriminations croisées. Il s'agit principalement des veuves, des femmes survivantes de violences sexuelles, des mères célibataires, des filles mères et des femmes victimes d'exploitation sexuelle et économique (le phénomène QG, très répandu dans la zone du projet). Le projet accordera donc une attention particulière à ces catégories de femmes.

Il se trouve également que les femmes sont relativement bien représentées dans les structures de l'économie locale comme les AVEC, les MUSO, les Coopératives agricoles. Ainsi, le projet entend renforcer cette dynamique communautaire et des efforts seront fournis pour que les opportunités économiques offertes par le projet soient distribuées équitablement entre les hommes et les femmes.

Les besoins spécifiques des femmes/filles et des hommes/ garçons feront l'objet d'une attention particulière dans la définition et la mise en œuvre de toutes les activités.

ii. L'articulation (stratégique et opérationnelle) de l'objectif spécifique aux autres objectifs spécifiques (maximum ½ page).

L'objectif spécifique 2 complète l'objectif spécifique 1 puisqu'il vient soutenir le travail de renforcement de la cohésion et de la mobilisation sociale à travers les activités de réhabilitations d'infrastructures communautaires et l'organisation d'événements socio-culturels. En outre, il soutient l'inclusion des groupes marginalisés dans les sphères sociales et économiques grâce aux activités de renforcement économique et de soutien holistique, ce qui contribue non seulement à l'autonomisation et le bien-être des individus ciblés, mais favorise également leur sentiment d'appartenance

et d'intégration à la société et leur contribution au développement de leur communauté. En outre, cet objectif spécifique contribue à accroître l'impact de l'objectif spécifique 3 dans le sens où les femmes sont ciblées en tant qu'actrices économiques et soutenues dans leurs besoins spécifiques (produits 3.2 et 3.3).

Objectif spécifique 3 : *Les femmes influencent et participent à toutes les étapes du processus de stabilisation et de consolidation de la paix, et sont reconnues comme actrices du développement dans leurs communautés.*

1. Présentation des conflits et enjeux ciblés (maximum ½ page) :

La promotion et le respect des droits des femmes font face à des défis d'ordre socio-culturel, structurel et sécuritaire présents à tous les niveaux de la société. Les femmes sont concernées à plusieurs titres par les conflits armés : elles peuvent être à la fois victimes de violences et combattantes ou membres, volontaires ou non, de forces armées. Elles sont aussi actrices potentielles dans toutes les phases de conflits et de construction de la paix, en particulier dans les processus de réforme du secteur de la sécurité (RSS) et de désarmement, démobilisation et réintégration (DDR), ainsi que dans les politiques de reconstruction et de développement.

Le Sud Lubero, le Nord Bwira et le groupement Ikobo connaissent continuellement des violations graves des droits humains et surtout des droits des femmes (viols, assassinats, kidnappings, recrutement dans les groupes armés et autres abus). Ces violations des droits humains sont des conséquences négatives des conflits armés, dont les auteurs dans la zone du projet restent principalement les groupes armés nationaux et étrangers (MM Mazembe, CMC, APRDC, NDC-Renové et NDC-Bwira, FDLR-Foca, FDLR-Rudi, MM Léopards, FPP/AP – Kabido, ...). A ces conflits armés, s'ajoutent des normes socio-culturelles et des pratiques défavorables au respect des droits des femmes. Il s'agit, entre autres, de principes coutumiers rétrogrades et de stéréotypes qui réduisent la femme à un être faible, dont les droits sont limités.

Les initiatives et la participation des femmes dans les efforts de consolidation de la paix et le développement sont sous-estimés et dévalorisés. Les femmes sont souvent mises à l'écart des discussions et des instances de prise des décisions tant au niveau national, provincial que local. Dans le processus de dialogue et de consolidation de la paix au Nord-Kivu en général et dans la zone du projet en particulier, la participation active des femmes et des jeunes filles est encore jugée trop faible. Alors que la résolution 1325 adoptée le 31 octobre 2000 par le conseil de sécurité des Nations Unies date aujourd'hui de plus de deux décennies, son application dans la zone ciblée par le projet tarde à être effective et les femmes continuent de subir les conséquences des conflits armés et des violations graves de leurs droits.

2. Théorie du changement et présentation de la stratégie d'intervention spécifique (max 2 pages) :

- Si les autorités locales et provinciales sont tenues responsables de la mise en place et la réalisation des politiques et des lois qui protègent les droits des femmes ;
- Si les femmes participent effectivement à la prise de décisions sur les questions de prévention, de gestion et de transformation des conflits et leurs besoins spécifiques pris en compte ;
- Si des normes et des attitudes communautaires inclusives sont promues ;
- Si les femmes sont reconnues comme des actrices dans les processus de paix et de développement ;

Alors les processus de stabilisation et de consolidation de la paix seraient équitables, pertinents et plus effectifs.

a. Justification/pertinence au regard de l'objectif et des effets attendus en matière de stabilisation

Afin de contribuer à l'atteinte de l'objectif, le projet commencera par mener une étude sur les rôles et la participation des femmes dans les processus de stabilisation et de consolidation de la paix ainsi que dans le développement sur toute la zone du projet. Cette étude sera suivie par l'élaboration d'un plan d'action contenant des mesures concrètes pour l'inclusion et la participation des femmes dans les processus de la paix et du développement en cours. Par la suite, d'autres plans d'action pour la paix et de protection communautaire pour les femmes seront élaborés et mis en place d'une manière participative. Pour appuyer la vulgarisation de ces plans et leur pérennisation, des comités provinciaux et locaux 1325 seront mis en place et appuyés en vue de présenter les desideratas et besoins spécifiques de femmes. Dans le même ordre d'idée, des tribunes d'expression populaire entre les femmes et les acteurs de sécurité, autorités politiques et administratives et représentants de communautés ethniques seront organisées. Pour influencer la politique en faveur des femmes et de leurs droits, des actions de plaidoyer seront menées au niveau local, provincial et national. Enfin, afin de renforcer la coordination entre les initiatives entreprises par et pour les femmes, des réseaux de médiatrices - soutien entre pairs de femmes leaders locales pour le renforcement mutuel et le partage d'expériences - seront implémentés dans la zone ciblée par le projet.

b. Cohérence par rapport à la stratégie d'intervention globale du projet

La stratégie proposée pour ce résultat est l'implication active des femmes dans la prévention et la résolution des conflits, la consolidation de la paix, dans la lutte contre la mobilisation identitaire et les dilemmes sécuritaires. Elle prend en compte plusieurs aspects dont l'ancrage communautaire des actions menées en faveur des femmes, de leur sensibilité au conflit, de la participation de l'ensemble des actrices et des acteurs et de l'implication de la gouvernance locale dans la recherche de solutions collectives. Elle appuie la stratégie ISSSS, car elle répond au pilier « Femme, Paix et sécurité » et répond à la stratégie globale de ce projet, que nous définissons comme la *diapraxis*. En effet, la stratégie proposée ici suppose le développement et le renforcement d'une coopération autour d'actions concrètes en vue de changements systémiques en faveur des femmes et de leurs droits.

c. Localisation et la justification des zones ciblées par l'objectif spécifique

Les activités pour ce résultat spécifique concernent la zone prioritaire Lubero Sud et Bwito Nord et seront implémentées dans tous les 8 groupements ciblés par cet appel (Itala et Musindi dans la chefferie de Batangi; Tama, Luenge et Utwe dans la chefferie de Bamate; Mutanda et Kanyabayanga dans la chefferie de Bwito et le groupement Ikobo dans le secteur de Wanyanga. Tous ces groupements présentent les mêmes défis en matière de droits des femmes.

3. Les résultats (2 pages).

a. **Résultat n 3 :** Les femmes influencent et participent à toutes les étapes du processus de stabilisation et de consolidation de la paix, et sont reconnues comme actrices du développement dans leurs communautés.

i. Présentation générale du résultat

Ce résultat vise à influencer et à renforcer la participation des femmes et des autres groupes marginalisés à toutes les étapes de la stabilisation, de la consolidation de la paix et du développement dans la zone prioritaire Lubero Sud, Ikobo et Bwito Nord. Les initiatives organisées à ce niveau ne pourront avoir les résultats escomptés que si les femmes y participent pleinement et que leurs voix sont entendues et prises en considération.

Plusieurs instruments juridiques tant nationaux qu'internationaux de droits humains (et ceux qui protègent les droits de femmes) existent mais sont faiblement appliqués. Certaines autorités locales ignorent même leur existence. Les premières actions dans ce résultat visent donc le renforcement de connaissances des autorités sur ces instruments (y compris la R1325), ainsi que leur responsabilité et leur responsabilisation dans la mise en œuvre effective de ces lois. Si les lois protégeant les droits des femmes ont connu une évolution majeure cette dernière décennie, les us et coutumes ainsi que les pratiques sont restées inchangées. Ainsi, le deuxième produit sur ce résultat agira essentiellement sur la transformation des normes socioculturelles liées au genre et l'engagement des hommes, en tant que détenteurs du pouvoir dans toutes les sphères de la société, dans la lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles. Simultanément, les femmes leaders seront identifiées dans les communautés cibles, renforcées en capacité de participation dans les processus de consolidation de la paix, y compris dans la médiation et les négociations de paix. Un réseau de femmes médiatrices sera mis sur pied pour le renforcement mutuel des femmes et la connexion avec les médiatrices d'autres zones. Ce réseau sera dans un premier temps mis en place en virtuel (par exemple en groupe WhatsApp), et dans un deuxième temps des rencontres occasionnelles seront organisées afin de renforcer la mise en réseau, le partage d'expérience et les liens entre les participantes. Le réseau bénéficiera d'une AGR collective (produit 2.1) pour sa pérennisation.

ii. Bénéficiaires et groupes cibles

Ce résultat cible principalement les femmes, les groupes marginalisés, les leaders communautaires (chefs locaux et gardiens de coutume), les ex-combattants, jeunes à risques, les déplacés et les communautés hôtes, les autorités politico-militaires et administratives, et les médias.

iii. Produits

Produit 3.1: Les autorités locales et provinciales sont tenues responsables de la mise en place et la réalisation des politiques et lois qui protègent les droits de femmes.

Principales activités retenues :

1. Former les autorités et autres leaders communautaires sur le genre transformatif, les droits des femmes et les lois qui les protègent.
2. Conduire une étude sur les rôles et la participation de la femme dans la prise de décision, dans la négociation de paix et la sécurité.
3. Atelier de validation de l'étude et mise en place de mesures concrètes pour l'inclusion et la participation des femmes dans le processus de la paix et du développement par les autorités locales (feuilles de route des autorités).

4. Mettre en place, lorsqu'ils font défaut ou redynamiser et appuyer au niveau matériel et technique les comités provincial et locaux 1325 en vue de présenter les desideratas et besoins spécifiques de femmes (appui aux plans d'action).
5. Organiser les tribunes d'expression populaire entre les femmes et les acteurs de sécurité, autorités politiques et administratives et représentants de communautés ethniques.
6. Plaidoyer : influencer la prise des arrêtés, des édits, des circulaires locales en faveur de la participation politique des femmes.

Produit 3.2: Les femmes participent effectivement à la prise de décision sur les questions de prévention, de gestion et de transformation des conflits et leurs besoins spécifiques sont pris en compte.

Principales activités retenues :

1. Renforcer les capacités des femmes intéressées à participer au mécanisme de transformation des conflits, à l'analyse des conflits, au plaidoyer et/ou à l'élaboration et à la mise en œuvre de plans d'action pour la paix sur le leadership transformationnel.
2. Mettre en place un réseau de femmes médiatrices (soutien entre pairs de femmes leaders locales pour le renforcement mutuel et partage d'expériences).
3. Accompagner les femmes leaders locales pour qu'elles participent au CCP ou s'y portent candidates.
4. Sensibiliser les coopératives locales (minières et autres ressources naturelles) sur l'intégration des femmes dans les postes de prises de décisions.

Produit 3.3: Normes et attitudes communautaires inclusives promues.

Principales activités retenues :

1. Organiser des Foras (inter-femmes et mixtes sur problèmes sécuritaires) et appui aux plans d'actions issus des foras.
2. Référencer les cas de victimes d'abus vers les structures de prise en charge holistique.
3. Organiser de séances de dialogue de couples sur les masculinités positives (développement du curriculum et tenue de groupes de discussions).
4. Fonds flexibles pour le pilier Femmes, Paix et Sécurité (y compris le Genre comme thématique transversale du projet)

4. L'intégration transversale du genre dans l'objectif spécifique (maximum 1/2 page)

Ce résultat est spécifiquement orienté sur les droits et les besoins des femmes. Il entend rééquilibrer les rapports de pouvoir et faciliter la collaboration entre les hommes et les femmes autour de questions sociales communes. Les produits développés à ce niveau visent à promouvoir les droits humains, plus particulièrement les droits des femmes. Les hommes seront partie prenante des initiatives promouvant les droits des femmes, leur respect et leur mise en application, en tant que détenteurs de pouvoir. Le Cadre de consultations Provinciales (CCP) et d'autres mécanismes des gestions alternatives qui seront mis en place ou redynamisés dans le cadre de ce projet devront tenir compte de la participation des femmes. Ces dernières ne seront pas uniquement des membres actives mais devront être représentées dans les instances de prise de décision de toutes ces structures. En plus de ces structures mixtes dans lesquelles les femmes seront présentes, elles pourront également intégrer des réseaux constitués uniquement de femmes afin de leur permettre d'échanger leurs expériences et leurs bonnes pratiques.

5. L'articulation (stratégique et opérationnelle) de l'objectif spécifique aux autres objectifs spécifiques (maximum 1/2 page).

La diversité, le genre et la sensibilité aux conflits sont au cœur de cette proposition de projet et la sous-tendent de manière transversale. Ce résultat attaque directement les entraves et obstacles de la participation des femmes dans les processus de transformation des conflits (alors qu'elles sont les plus affectés) et les instances de prises de décisions. Dans le premier résultat, les femmes sont parties prenantes dans l'analyse des conflits et les processus leur résolution qui seront mis en place. Les besoins des hommes, des garçons, des femmes et des filles ressortent clairement des plans d'actions et des mesures spécifiques pour y répondre sont mises en place. Les femmes sont bien représentées et jouent un rôle significatif dans les mécanismes de gestion alternative de conflits au niveau communautaire. Il y a plus de chances que les femmes médiatrices membre du réseau qui sera mis en place (Resultat3) proviennent de ces structures et d'autres structures dirigées par et/ou qui défendent les droits des femmes.

Dans le deuxième résultat, il s'agit de la participation de toutes les couches de la population dans la restauration de la cohésion sociale à travers des actions pratiques conjointes. Ce résultat focalise sur les ex combattant.e.s, les femmes et autres groupes marginalisés. Les femmes sont déjà actrices principales dans la survie de nombreux ménages dans les zones du projet. Elles reçoivent (aux cotés des hommes) un appui pour les activités qui font vivre leurs ménages (agriculture, métiers, petit commerce, etc.), participent de manière égalitaire aux travaux HIMO et sont intégrées dans les systèmes qui seront mis en place (y compris le développement de systèmes de marchés inclusifs), ce qui suppose leur participation dans les instances de prises de décisions (en famille, dans les AVEC, Coopératives agricoles, etc.).

Pour le plan de travail, voir [l'annexe 2](#).



c) Stratégie d'engagement politique et de mobilisation (max. 2 pages)

Les acteurs clés	Influence	Intérêt des acteurs	Positions des acteurs	Rôle attendu dans le processus de stabilisation
Dilemmes sécuritaires				
Gouvernement de la RDC	Elevée	Renforcer l'autorité de l'Etat.	Sécuriser la population ; Restaurer l'autorité de l'Etat ; Offrir les meilleures conditions socioéconomiques à la population.	Accélérer la mise en place du P-DDRCS (nommer et installer les animateurs provinciaux) ; Offrir les moyens au programme DDRCS.
FARDC, PNC et autres services de sécurité	Elevée	Imposer le pouvoir de l'Etat.	Protéger le territoire national, sécuriser la population et ses biens ; Neutraliser les groupes armés ;	Sécurité de la population et ses biens dans le respect des droits humains; Renforcer les effectifs dans les zones sous contrôle de groupes armés ; Cesser toute collaboration avec les groupes armés.
MONUSCO	Elevée	Protéger les populations civiles et stabiliser la zone.	Observateur ; Contribuer à la protection des civils.	Plus d'engagement dans la sécurisation de civils ; Plus de moyens pour les projets de stabilisation ; Bonne collaboration avec le gouvernement pour la réussite du P-DDRCS.
Groupes armés	Négative/ Elevée	Exploitation des ressources naturelles, servir les intérêts individuels, enrichissement.	Défendre leurs communautés ethniques.	Désarmement, réinsertion communautaire et participation aux actions de développement & consolidation de la paix ; Adhérer au P-DDRCS ; Libérer enfants et femmes qui sont dans leurs rangs ; Cesser des exactions et violations de droits humains.
Représentants de communautés ethniques	Moyenne	Renforcer le pouvoir (politique, économie...) de leurs ethnies.	Défendre les intérêts de leurs communautés ethniques.	Implication dans la sensibilisation des groupes armés et des communautés pour renforcer la cohabitation pacifique, le dialogue, le rapprochement communautaire; Se désolidariser des chefs de groupes armés.
Les jeunes	Moyenne	Avoir de l'emploi, des conditions de vie meilleures, déployer tout son potentiel.	Méfiance envers l'autorité, défendre sa communauté, se venger, vouloir prouver qui on est (force, masculinité négative).	Leurs désengagements des groupes armés ; Implications dans le processus de consolidation de paix ; Coopérer aux initiatives de développement économique ; Activisme non violent pour faire valoir ses droits.
Les femmes	Moyenne	Être considérée, acquérir des connaissances, se libérer des normes sociales, se développer sur tous les plans.	Etudier, gagner de l'argent et contribuer aux charges du ménage, être considérée dans la gestion de la chose publique, quota de femmes dans les nominations gouvernementales.	Sensibiliser les enfants, les jeunes et les maris à quitter les groupes armés ; Dénoncer les cas des violations des droits humains ; Ne plus offrir de services aux groupes armés ; Participer aux processus de paix et développement.
Les politiques (parlementaires, membres du	Elevée	S'enrichir, maintenir leur influence politique et communautaire, gagner	Représenter et défendre les intérêts de toute la population.	Sensibiliser les communautés pour la cohésion sociale ; Sensibiliser les groupes armés à la reddition et à adhérer au processus P-DDRCS; Vulgariser la résolution 1325 et autres lois

gouvernement et mandataires publics).		davantage de parts de marché politique.		pour la cohésion sociale ; Lutter contre l'impunité ; Prendre des mesures fortes pour restaurer la sécurité.
Conflits et violences intercommunautaire –mobilisation autour de l'identité				
Groupes armés	Négative/ Elevée	Mobiliser les ethnies inconsciemment autour de leurs intérêts personnels.	Être une force de défense pour protéger les membres de leurs ethnies ; Défendre leurs droits identitaires (terres).	Rendre les armes et adhérer au P-DDRCS et autres programmes de renforcement de la cohésion sociale ; Libérer les enfants et jeunes qui sont dans leur groupe ; Permettre à toute personne, qu'importe son ethnie, de circuler librement dans la zone, y.c. les humanitaires.
Représentants de communautés ethniques	Elevée	Renforcer le pouvoir de leurs ethnies (politique, économie...)	Défendre les intérêts de leurs communautés ethniques.	Renforcer les activités de rassemblement ; Sensibiliser les communautés et les groupes armés à la non-violence, la cohabitation pacifique.
Les politiques.	Elevée	Maintenir leurs influences politiques et consolider la paix.	Représenter et défendre les intérêts de toute la population.	Privilégier le renforcement de la cohésion sociale ; Eviter et condamner les discours de haine et populiste ; Voter les lois qui pénalisent les discours de haine.
Gouvernement de la RDC (Ministère de l'intérieur).	Elevée	Renforcer l'autorité de l'Etat.	Ne pas soutenir les divisions tribales	Sanctionner tout acteur qui attise la haine tribale et lutter contre l'impunité; Réunions régulières entre l'Etat et les groupes qui représentent les communautés ethniques.
Problème d'accès, de contrôle et de gestion de ressources naturelles (y compris de conflits fonciers)				
ICCN (Institut Congolais de Conservation de la Nature)	Elevée	Protéger la faune et la flore.	Le patrimoine mondial est sacré.	Effectuer de manière participative avec les communautés les démarcations du PNVi (limites du parc) ; Utiliser de moins en moins la violence dans ses actions ; Intégrer la sensibilité aux conflits dans ses programmes.
L'administration foncière	Elevée	Gagner des terres et se s'enrichir davantage (tracasseries et corruption).	Faire appliquer la procédure d'acquisition des terres conformément aux lois nationales, Protéger les domaines de l'Etat.	Eviter la superposition des titres et appuyer les sensibilisations sur la protection des terres ; Rendre la procédure d'acquisition de terres simples et accessible à tous ; Rapprocher les services des usagers.
Les éleveurs et les agriculteurs	Elevée	Avoir des terres pour l'élevage et l'agriculture.	Valoriser l'agriculture et l'élevage.	Développer l'agriculture et l'élevage moderne qui demande moins de terre (aussi pour les pâturages).
Conflits de pouvoir coutumier				
Les familles régnautes	Elevée	Gagner du pouvoir politique et économique	Etre l'autorité légitime de groupes ethniques.	Dialoguer en interne pour arriver à déterminer les voies pacifiques de gestion du pouvoir coutumier.
Chefs de villages et leaders communautaires	Elevée	Renforcer leur positionnement au sein des familles régnautes.	Faire respecter les principes coutumiers.	Faciliter la résolution des conflits au sein des familles régnautes afin de renforcer la cohésion socio-culturelle.



- *La stratégie du consortium (approches, ressources utilisées, etc.) pour engager, mobiliser et influencer chacun des types/catégories d'acteurs présentés dans l'analyse (« actors mapping »).*

Le consortium propose les stratégies suivantes pour engager, mobiliser et influencer les parties prenantes clés (selon une analyse d'intérêt et du pouvoir des acteurs).

1. Collaborer étroitement

Les acteurs ayant un grand intérêt dans la stabilisation de la zone et qui disposent d'un important pouvoir d'influence sur le cours des événements seront étroitement sollicités tout au long du projet, dans le strict respect des directives du UAS MONUSCO. En particulier, le projet entend collaborer étroitement avec le P-DDRCS, la MONUSCO (ses sections spécialisées comme le UAS, BCNUDH, Affaires civiles et affaires politiques), le PNUD, le ministère de la Défense nationale, les FARDC, la Police Nationale Congolaise (PNC), ANR, DGM, et les Groupes Armés et leurs alliés.

De lignes de collaboration claires avec le P-DDRCS seront définies pour l'encadrement de jeunes ex combattants. Toutes les activités mises en œuvre dans ce projet seront en cohérence avec les lignes directrices de ce programme.

Les chefs de groupes ethniques, les chefs coutumiers et les femmes leaders seront centraux et leur engagement et participation sont une condition sine qua non dans toutes les actions de dialogue démocratique et de la signature/révision des accords de paix.

2. Mobiliser et engager dans l'action

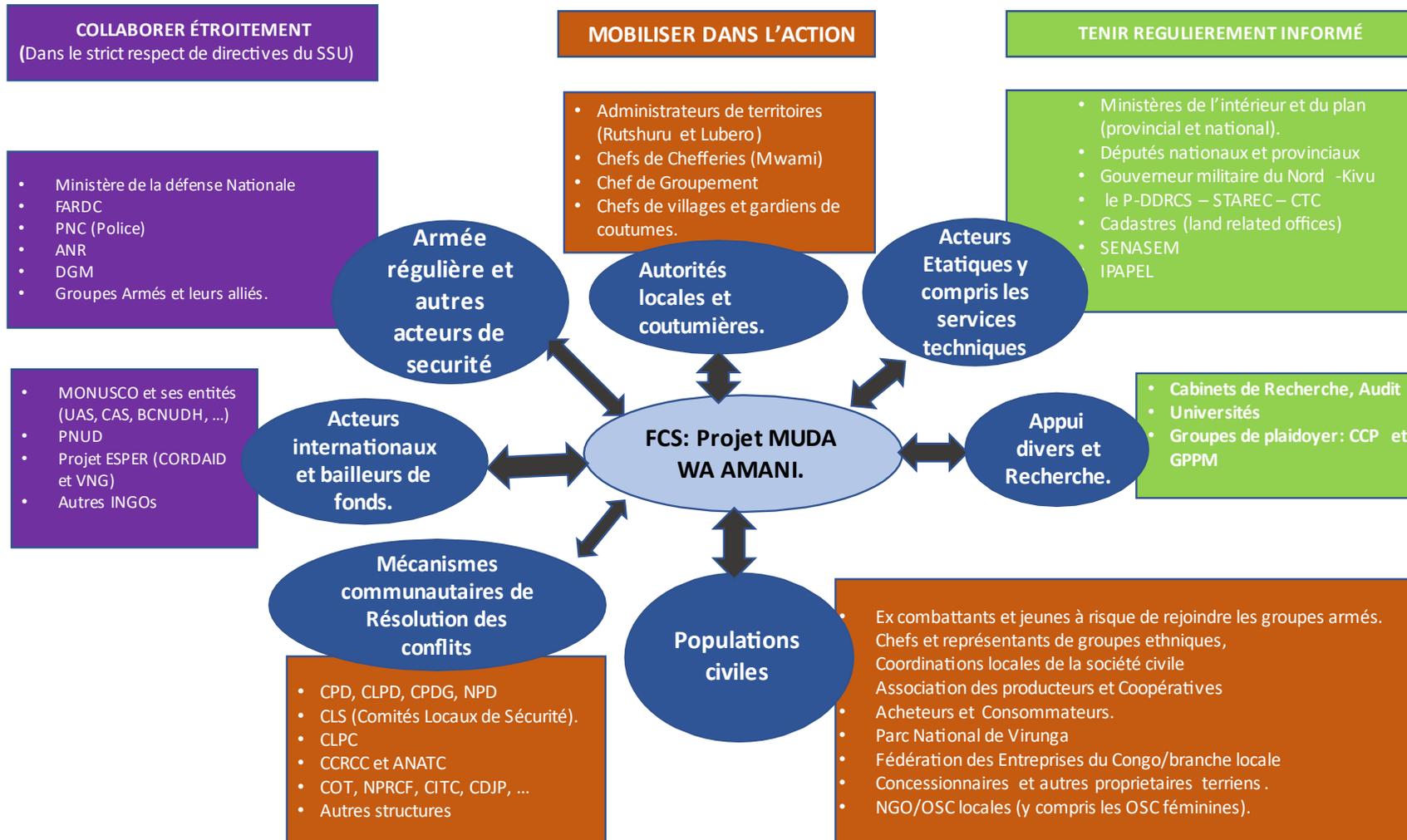
Au niveau communautaire, les personnes ayant un grand intérêt mais un faible pouvoir pour la stabilisation de la zone comme les ex combattants, les jeunes à risque, les coordinations locales de la société civile, les OSC, y compris les OSC féminines, et les autres groupes marginalisés seront mobilisés dans les actions pratique de renforcement de la cohésion sociale (RRR). Avec la *diapaxis*, des opportunités économiques seront créés dans la zone et les groupes économiques déjà existants seront revitalisés et renforcés en vue d'absorber un plus grand nombre de personnes marginalisées et/ou faibles économiquement (par exemple les ménages gagne-peu ou pato ngogo). Les AVEC, les organisations paysannes, les coopératives agricoles, les AGR individuelles et collectives et les travaux HIMO sont des opportunités qui s'offrent au projet afin de mobiliser et d'engager les jeunes, les ex combattants, les femmes et les autres groupes marginalisés dans les processus de stabilisation et de construction de la paix. Le projet appuiera la structure communautaire de résolution des conflits (CPAP, CPD, CLPD, CPDG, NPD, Comités Locaux de Sécurité – CLS, CLPC, COT, NPRCF, CITC, CDJP), avec une attention particulière accordé aux CCRCC et l'ANATC pour la résolution de conflits de pouvoir coutumiers.

3. Tenir régulièrement informé

Pour les parties prenantes qui disposent d'un grand pouvoir mais dont les intérêts ne sont pas clairement affichés, le projet se propose de solliciter leur implication en rendant disponible une information fiable et régulière sur toutes les actions du projet. Ces acteurs comprennent notamment les politiciens (députés nationaux et provinciaux, Ministères de l'intérieur et du plan – provincial et national, Gouverneur militaire du Nord-Kivu) ; les services spécialisés de l'état, dont le P-DDRCS-STAREC-CTC, les services de cadastres, SENASEM, IPAPEL, etc. ; les groupes d'appui, constitué essentiellement par des notables des zones mais vivant à Goma ou à Kinshasa (CCP et GPPM). Des mécanismes de redevabilité sont mis en place pour assurer qu'ils accèdent à la bonne information en temps utile. De plus, leurs retours, recommandations et orientations sur le projet seront pris en compte et capitalisés pour améliorer la mise en œuvre et le pilotage du projet.



Figure 2. Mapping des parties prenantes





d) Ancrage/appropriation institutionnelle, durabilité/stratégie de sortie et renforcement de capacités

Présentation détaillée de la stratégie en matière (maximum 3 pages):

I. La participation (aspects politiques, financiers et/ou techniques) du Gouvernement et des Assemblées Provinciales et Nationales et des autorités locales et de leurs services dans la mise en œuvre du projet, par objectif spécifique.

L'appropriation institutionnelle sera faite à partir de l'implication directe et active des autorités locales, provinciales et nationales tout au long du processus de stabilisation. Le projet assurera aussi un travail de sensibilisation, d'information et de plaidoyer au niveau provincial et national. Le Gouvernement, l'Assemblée Nationale, l'Assemblée Provinciale, les autorités locales et leurs services ont un rôle important à jouer dans la mise en œuvre et la pérennité du projet.

- Le Gouvernement de la République est le garant de la paix et la stabilisation de l'ensemble du Territoire national. A travers le Gouverneur de Province du Nord-Kivu, les organisations partageront les plans d'actions pour la paix et la stabilisation afin que ce dernier s'y implique en personne et qu'il y mette des ressources matérielles et financières nécessaires pour leur réalisation. Les services techniques provinciaux et locaux seront également sollicités pour des avis techniques dans les domaines spécifiques : Agriculture, Genre, Famille et Enfant, ...
- L'Assemblée Nationale et Provinciale : Les députés nationaux et provinciaux du Nord-Kivu, particulièrement ceux du Territoire de Lubero, de Rutshuru et Walikale, seront mis à contribution en faveur de la paix et la stabilisation pour la zone : cartographie et sensibilisation des groupes armés, agir sur les acteurs dont l'intérêt est négatif pour la paix et la stabilisation, etc. Les députés provinciaux et nationaux (élu.e.s des territoires ciblés du projet et autres leaders d'opinions) sont membres de CCP. A ce titre, ils.elles seront impliqué.e.s dans le projet à travers a) l'organisation de réunions d'échange d'information sur les progrès réalisés dans la mise en œuvre du projet et b) le partage de planifications opérationnelles pour permettre au CCP d'en assurer le suivi et c) le plaidoyer autour des actions spécifiques exprimées par les parties prenantes au projet.
- Les autorités locales et le pouvoir coutumier vont participer, de manière significative, à la mobilisation communautaire pour la paix et la stabilisation de la zone. C'est dans ce cadre qu'elles seront impliquées dans différentes activités menées.

II. Présentation de la stratégie (enjeux, défis, approches, méthodes, ressources) en matière de durabilité/viabilité financière, organisationnelle et institutionnelle.

Les organisations membres du consortium sont des structures permanentes qui ont toujours œuvré au profit des populations vulnérables dans la zone prioritaire Nord de Bwito et Lubero Sud, principalement sur la thématique du dialogue démocratique. L'investissement en termes de formations sur diverses thématiques permettra aux participant.e.s d'acquérir des connaissances et des compétences qu'ils.elles pourront utiliser par la suite. En outre, ces acquis pourront être renforcés et diversifiés dans le cadre d'autres projets menés par les membres du consortium. La stabilisation de la zone étant un processus à maintenir et à consolider, il sera nécessaire de mettre en place une approche communautaire consistant à pérenniser les acquis du projet, notamment par le système de formation continue pour que l'investissement humain, matériel et financier fasse tache d'huile au fil des années. De cette manière, les acteurs à différents niveaux auront un rôle à jouer pour assurer la continuité des acquis du projet.

La durabilité du projet sera garantie à travers de l'offre de produits qui seront en adéquation avec les besoins des bénéficiaires. Ces besoins seront également en corrélation avec les orientations stratégiques nationales relatives à la consolidation de la paix, réduction de l'incidence de la pauvreté, à l'amélioration des revenus des personnes de la région, à la sécurité alimentaire et nutritionnelle au niveau national et à celui des ménages, et enfin au renforcement de l'autonomisation des femmes et jeunes.

Le projet va déclencher une dynamique de mobilisation communautaire par la participation de toutes les couches sociales à toutes les étapes clés du projet (dialogue social, identification de filières agricoles et AGR, travaux de réhabilitation de routes, ...) autour des thématiques d'intervention. Il va également susciter des besoins en renforcement de capacités techniques et institutionnelles au niveau du Gouvernement, de l'assemblée provinciale, des autorités locales et autres groupes dynamiques de la communauté. En outre, il est prévu qu'à terme, les communautés et leurs autorités coutumières et administratives soient elles-mêmes porteuses des processus de dialogue communautaire et des mécanismes de résolution des conflits (OS1), puisque le projet n'entend pas se substituer mais au contraire à travailler à leur renforcement en mettant à disposition des outils, les ressources et des instruments nécessaires à la pleine appropriation et donc à la pérennisation de ces activités. La même logique s'applique aux activités de renforcement

économique (Objectif spécifique 2), qui visent à outiller les bénéficiaires avec le savoir et le savoir-faire nécessaire afin de gérer leurs moyens de subsistance de manière autonome.

Le consortium mettra les structures communautaires à contribution dans des actions de plaidoyer afin d'amener les Chefs de Chefferies à inscrire les actions identifiées à l'issue des tables rondes et des réflexions collectives sur la problématique de l'implication des femmes dans les processus de la paix et sécurité, dans les plans d'actions et budgets des entités territoriales décentralisées (ETD), à savoir le Plan de développement local (PDL) et le Plan local de sécurité (PLS). Des actions de plaidoyer seront aussi menées avec la mobilisation des députés provinciaux de la zone et le Conseil Consultatif Provincial pour inscrire les priorités issues des réflexions communautaires dans le cadre de ce projet dans le plan d'action provincial.

Afin de maximiser les interventions du projet et éviter le risque de double financement des projets dans le même domaine et la même région, l'équipe du projet va chercher des synergies avec les autres projets de l'ISSSS et d'autres bailleurs de fonds actifs dans la région sur les mêmes thématiques, tel que le Projet ESPER mis en œuvre par Cordaid et VNG. Cette stratégie vise à identifier et garantir la mobilisation des fonds additionnels au terme du projet en raison des besoins pertinents des bénéficiaires.

Enfin, HEKS/EPER, dans le cadre de son programme pays, implémente des projets à long terme dans la zone (présence d'environ dix ans au Sud de Lubero et Bwito). Les acquis du présent projet seront consolidés et intégrés au programme Pays en vue de leur pérennisation. Le développement de prochaines phases du programme pays capitalisera alors sur les leçons et les expériences de ce projet.

III. *Présentation de la stratégie (enjeux, défis, approches, méthodes, ressources) en matière de transfert de compétences et de renforcement de capacités des organisations/structures locales partenaires*

La contribution à la paix et à la stabilisation acquise grâce au projet devra être sauvegardée. En effet, la culture de la paix ne se limite pas à l'absence de la guerre mais prend aussi en compte la manière de vivre avec autrui, avec son environnement (Wirba ALIBU, CTP PNUD/UNOPS, 2005). C'est ici où les structures locales devront prendre la relève afin de continuer à véhiculer les messages de paix, de cohabitation pacifique, de respect de la vie et de la dignité humaine,

...

L'organisation des bénéficiaires en structures locales est un gage de transfert de compétences entre les membres et leurs proches. Les bénéficiaires seront accompagnés, coachés et appuyés afin de participer de manière directe à chaque étape de la mise en œuvre du projet (y compris des activités d'analyse du contexte et recherche participative sur les conflits, consultation communautaire, table ronde, restitution, mise en œuvre des plans d'actions, activités de sensibilisation, renforcement des capacités de la société civile...). L'appui aux structures de base et à leurs membres permettra un transfert de compétences qui consolide l'engagement des acteurs locaux en faveur de la paix et de la stabilité et renforce ainsi la durabilité des interventions de dialogue démocratique.

En outre, l'équipe du projet ira utiliser des langues locales comme langues de travail dans la mise en œuvre des activités de formation et de sensibilisation du projet au-delà du français, ce qui va contribuer à l'appropriation locale de ses résultats par les bénéficiaires.

La réalisation des réunions chaque 3 mois au sein du Cadre de redevabilité facilitera la divulgation des résultats, bénéfiques et pertinence sur la continuation des activités de dialogue démocratique, de RRR et d'autonomisation des femmes et jeunes.

Les organisations membres du consortium mettront en place un mécanisme de suivi, évaluation et apprentissage (SEA) basé sur la récolte des effets afin de documenter, au fil du temps, les changements progressifs opérés dans la zone grâce aux acquis du projet. Les membres de la communauté et du gouvernement seront engagés dans le processus de collecte des données de façon participative afin de renforcer leur compréhension de l'importance du projet et des mécanismes de SEA. Une formation spécifique sera organisée à cette fin.

I. Capacité des organisations de mise en œuvre internationales et locales

a) Présentation des organisations de mise en œuvre internationales et locales

Le projet sera conjointement réalisé avec les organisations de la société civile AAP et ASP, sous la coordination de HEKS/EPER Bureau de Coordination de la RDC basé à Goma. Les trois organisations possèdent une expérience importante dans le domaine de la paix, du dialogue démocratique et de la stabilisation et elles ont l'habitude de collaborer dans la mise en œuvre de projets. HEKS/EPER est engagé aux côtés de communautés locales du Sud de Lubero et Bwito depuis 10 ans en partenariat avec AAP (Aide et Action pour la Paix) sur la problématique foncière (accès sécurisé

à la terre et la transformation de conflits fonciers). Depuis 2015, HEKS/EPER, en partenariat avec le CRONGD/NK (partenaire de mise en œuvre autant que sous-traitant), exécute un projet sur la transformation de conflits identitaires dans le Sud de Lubero, Bwito (Mutanda) et dans le Bwisha. Par ailleurs, depuis 2019, HEKS/EPER a installé une base opérationnelle dans le groupement de Mutanda à Katwe, d'où il met en œuvre des réponses d'urgences. Ces réponses intègrent notamment des activités de stabilisation dont la réhabilitation de certains axes routiers, la construction de ponts et passerelles sous route ainsi que la sécurité alimentaire des ménages retournés. ASP (Action Solidaire pour la Paix) est particulièrement active dans la localité de Pinga, couvrant aussi le groupement Ikobo dans le dialogue démocratique avec Alert International et le DDR avec la section DDR – CVR (Démobilisation, Désarmement et Réinsertion – Réduction de Violences Communautaires) et Child Protection de la MONUSCO.

En 2020, HEKS/EPER a investi \$1.050.00 pour la mise en œuvre de 6 projets de développement économique et \$3.000.00 pour la mise en œuvre des projets d'aide humanitaire. Les principaux bailleurs des fonds ont été la Coopération au Développement Suisse (SDC), la Fédération Vaudoise de coopération (FEDEVACO), la Fondation Medicor, l'Union Européenne et USAID.

HEKS/EPER RDC a actuellement 93 employé.e.s. Les employé.e.s suivants seront engagés dans le présent projet: le directeur pays, un expert en paix et transformation des conflits, et une responsable administrative et financière. Pour ce projet, HEKS/EPER va recruter un.e coordonnateur.rice de projet, un.e expert.e en suivi et évaluation, un.e.e expert en génie civile. Les représentations de HEKS à Goma, la base opérationnelle à Katwe (Bwito) et la base opérationnelle à Pinga donneront l'appui logistique et opérationnel nécessaire à la mise en œuvre des activités du projets (y inclus des voitures et chauffeur).

Il faut noter que le consortium planifie de sous-traiter certaines activités au CEDERU pour la relance socio-économique et au CRONGD-NK sur les questions du dialogue démocratique dans le Sud de Lubero. Ainsi Pour CEDERU, deux2 agronomes, un chargé de commercialisation, un responsable des AVEC et 5 animateurs de terrain seront sollicités pour mettre en œuvre les activités relatives à la relance économique. Quant à CRONGD-NK, l'organisation dispose déjà d'une antenne au Sud de Lubero. Deux chargé.e.s du dialogue social seront recrutés pour toutes les actions visant le rapprochement des communautés dans la zone (en appui aux staffs de ASP, plus présents à Ikobo).

AAP et ASP, codemandeurs avec HEKS/EPER pour ce projet, disposent d'une bonne expérience et de capacités dans la mise en œuvre des activités du dialogue démocratique. APP est présente à Bwito avec des antennes et du personnel à Nyanzale et à Kibirizi (ressources qui seront capitalisées pour la mise en œuvre de ce projet). Un chargé de projet sera recruté et travaillera avec un superviseur et deux animateurs pour la conduite des activités sur terrain. Il Contrôlera la mise en œuvre de tous les autres aspects du projets (y compris les activités des piliers Relance économique et Femmes, Paix et Sécurité) dans son rayon d'action.

Les actions de ASP sont plus focalisées dans la zone autour de Kitchanga (y compris la chefferie de Bqshali et la localité de Pinga dans le Walikale. Avec une antenne à Ikobo (à Walikale), l'organisation a mobilisé \$470000 en 2020 pour des projets de transformation des conflits et le DDR-Enfant. Un chargé de projets et responsable de toutes les activités dans le sud de Lubero sera recruté pour ce projet et travaillera directement avec 4 animateurs et les équipes de CRONGD-NK (dont deux officiers de dialogue social).

Le tableau ci-dessous donne un aperçu des ressources disponibles.



Tableau 1. Capacités organisationnelles des Organisations membres du Consortium

Organisation	Financements mobilisés pour 2020	Sources de financements	Ressources humaines existantes en RDC	Ressources humaines déjà existantes à utiliser dans ce projet	Ressources humaines additionnelles : A recruter pour ce projet	Ressources matérielles disponibles (à utiliser dans ce projet)
HEKS/EPER	DevCo : 6 projets en RDC avec \$1.050.000 mobilisé en 2020	SDC, FEDEVACO, MEDICOR	HEKS/EPER DevCo compte 11 staff à ce jour et travaille avec six organisations nationales, partenaires pour la mise en œuvre des projets.	3 dont le Directeur Pays, l'expert national paix et transformation des conflits et la RAF (responsable administrative et financière)	1 coordonnateur.trice de projet (expert en transformation de conflit), 1 expert MEL, 1 expert.e Genre, 1 expert génie civile, 1 assistant.e Admin-Log	Base opérationnelle à Katwe (Bwito) et une base opérationnelle à Pinga. 1 véhicule Land Cruiser.
	AH (Aide Humanitaire) : \$3.000.000	SDC, ECHO (via DCA), OFDA (USAID)				
ASP	\$477.245 mobilisés en 2020 pour 4 projets dont Jeunes outillés pour la paix ; Njia za makubaliano	Alert International (avec le FCS), MONUSCO, Conseil Danois pour les Réfugiés (DRC), Welt Hunger Hilfe (WHH)	Une équipe de 11 personnes : 5 spécialistes de projets et 6 personnes de support.	3 dont le coordonnateur, le chargé des programmes, l'assistant Admin-Fin	1 chargé.e de projet, 4 animateurs.trices de terrain, 1 chargé.e suivi & évaluation	Une antenne à Buleusa (Ikobo) et un autre à Pinga
AAP	\$565.000 pour 4 projets	HEKS/EPER, MSI, Alert Int'l (avec le FCS) et ILC (International Land coalition)	Staff actuel de 12 personnes de programmes et de support.	5 personnes dont le coordonnateur, le chargé de programmes, le MEAL officer, le DAF, la caissière, le chauffeur-logisticien	1 chargé.e de projet, 1 superviseur de terrain, 2 animateurs.trices de terrain, 1 chargé.e suivi & évaluation	Les antennes de Nyanzale, Kibirizi et Kayna. Un véhicule Land Cruiser.

NB: CEDERU et CRONGD-NK sont des sous-traitants pour ce projet. CEDERU a géré 808'648,07\$ en 2020 et ses principaux bailleurs de fonds sont HEKS/EPER, le PAM et le FAO. En 2020, CRONGD-NK a géré 188'584\$ et ses bailleurs de fonds sont HEKS/EPER et MDF/AC.



- *Objectifs sur lesquels l'organisation est positionnée, présentation de son expertise/valeur ajoutée thématique.*

HEKS/EPER est principalement positionné sur le pilier du Retour, réintégration et relance socioéconomique (Objectif 2 ; Pilier ISSSS 4) et coordonnera tous les autres piliers et aspects du projet. Fort de son expérience de plus de 20 ans en RDC dans la coordination de projets de développement rural axée essentiellement sur l'agriculture durable, l'accès au marché pour les petits producteurs, l'amélioration des revenus et la transformation des conflits. HEKS/EPER a déjà **construit neuf dépôts** dans les territoires de Rutshuru, Masisi et Kalehe (stockage dans de bonnes conditions, facilitation du regroupement de récoltes et des ventes groupées). Depuis 2011 HEKS/EPER a investi environ 2.000.000 USD dans la lutte contre les VSBG et la **réintégration socioéconomique de survivantes de violences sexuelles**.

Dans le cadre de ses interventions humanitaires, elle a **réhabilité des routes (avec l'approche HIMO, Cash for Work)** dans les zones difficiles d'accès (à Bwito) et exécuté plusieurs autres projets de relèvement économique à Bwito et à Pinga. HEKS/EPER compte collaborer avec son partenaire dans la zone, le CEDERU, afin d'améliorer les conditions socioéconomiques des participant.e.s au projet étant donné sa longue expérience dans la mise en œuvre de projets d'agriculture (Organisations paysannes et coopératives), l'organisations des AVEC et l'entrepreneuriat.

Les soumissionnaires ASP et AAP sont positionnés sur les piliers de Dialogue Démocratique (1) et Femmes Paix et Sécurité (5). Ce choix est dicté par leur longue expérience dans les zones ciblées sur le dialogue démocratique et une maîtrise des acquis de précédentes initiatives du FCS surtout dans le Bwito. Elles seront appuyées par le CRONGD dans le Sud de Lubero en vue de capitaliser tout le travail que cette organisation fait dans la zone et qui porte essentiellement sur la transformation de conflits identitaires.

Notons tout de même que deux produits du pilier 4 (RRR) à savoir l'organisation des activités conviviales pour la cohésion sociale et l'accès à la terre pour les femmes et autres groupes marginalisés sont confiés à AAP, son domaine d'expertise actuel, afin de capitaliser sur son expérience et ses succès dans la zone du projet.

- *Positionnement géographique de l'organisation (dans le cadre du projet) et justification.*

HEKS/EPER, en tant que lead et coordonnateur du projet, aura l'avantage de couvrir toute la zone du projet avec des bases opérationnelles au Nord de Bwito et Lubero Sud. La coordination du projet est centralisée à Goma.

Dans la conduite des activités quotidiennes, AAP est positionné sur le Nord de Bwito avec des antennes à Kibirizi et Nyanzale. Ce choix est dicté par le fait que cette organisation a conduit l'essentiel des activités de dialogue démocratique déjà implementées dans la zone, dispose d'un bon ancrage communautaire et a réussi à mettre en place plusieurs structures communautaires (NPRC, CEI, ...).

ASP sera responsable des actions du projet dans la zone de Lubero Sud et Ikobo (en territoire de Walikale). Si ASP dispose d'un fort ancrage dans l'Ikobo, il conduit des activités très limitées dans le Sud de Lubero. Ainsi, il travaillera en étroite collaboration avec le CRONGD-NK dans le Sud de Lubero car ce dernier possède un fort ancrage et acceptation communautaire dans la zone. En effet, le CRONGD-NK travaille sur les conflits identitaires au Sud de Lubero depuis le massacre de Hutus à Kyutu (en 2015) jusqu'à présent.

Le CEDERU est une structure affiliée à la CBCA (Communauté Baptiste au Centre de l'Afrique), communauté religieuse rependue partout dans la zone du projet. Pouvant utiliser les bureaux de CEBCA dans chaque village de la zone cible, CEDERU agira également au niveau de toute la zone couverte par le projet.

b) Présentation des expériences pertinents

HEKS/EPER

Titre du projet : Programme HEKS/EPER en RDC (Résultats R1.1 R4.1 et R4.2) : Accès à la terre, transformation des conflits et Appui holistiques aux survivantes de VSBG.	
Durée	2018 - 2022
Budget	\$1.738.000
Bailleur	SDC (Suisse) et divers bailleurs
Organisations de mise en œuvre	AAP (Aide et Action pour la paix), CRONGD-NK (Conseil Régional des ONG de Développement du Nord-Kivu), DFJ (Dynamique de Femmes Juristes).
Pays de mise en œuvre	République Démocratique du Congo
Brève description du projet	
Le programme pays de HEKS/EPER RDC contribue à prévenir et à résoudre les conflits sur la terre, des tensions interethniques et la violence, surtout contre les femmes. HEKS/EPER travaille avec des organisations partenaires locales en aident des jeunes – anciens miliciens ou soldats – à retourner à la vie civile, assurent un suivi psychosocial	

et médical pour les femmes victimes de violences et aident les familles paysannes à consolider leurs droits à des titres fonciers et à accroître leurs rendements agricoles. Le Programme contribue à renforcer l'engagement du gouvernement dans la prévention, la résolution et transformation positive des conflits identifiés surtout la prévention des violences sexuelles dans les territoires ciblés ; ce qui conduit à la promotion de la paix et la cohabitation pacifique entre les communautés. Un accent particulier est mis dans l'accès à la justice pour que les personnes dont leurs droits sont bafoués soient remises dans leurs droits.

HEKS/EPER travaille aussi sur le développement des chaînes de valeurs agricoles conduisant à un système de marché inclusif et efficient afin d'augmenter le revenu des petits producteurs agricoles et contribuer à l'amélioration des conditions sociales et économiques des communautés rurales dans les territoires du Nord-Kivu (Masisi, Rutshuru et Lubero) et du Sud-Kivu (Kalehe).

Notre stratégie est axée sur les principales approches ci-après : l'approche participative, L'Approche Basée sur les Droits Humains (HRBA), Le Développement de système de marchés (MSD), le référencement et contre-référencement et le plaidoyer.

Résultats obtenus (pour l'an 2020)

55 initiatives visant la non-violence et l'égalité (dont 39 sont collectives, 31 accompagnées par HEKS/EPER) ont été conduites. Grâce au travail de COT, des alertes précoces ont été produites, 16 tensions sociales identifiées ont été désamorçées et/ou résolues avec le concours des autorités locales lors des réunions de cadres d'échange. 58 cas de conflits identitaires ont été gérés sans violence par les COT.

449 Conflits fonciers portant sur 986,1376 ha des terres et impliquant 1543 ménages ont été résolus à travers les médiations conduites par les structures de paix (NPRCF, CPDG, NPD). 209.05 ha des terres appartenant à 795 bénéficiaires dont 403 femmes ont été sécurisés.

25 revendications ont été introduites auprès des autorités provinciales et locales ; 5 d'entre elles (20%) ont été acceptées (suivi de mesures de mise en application par l'autorité compétente).

Leçons apprises

Le développement de partenariats stratégiques avec les acteurs pertinents intervenant dans les zones du programme est indispensable pour une plus grande efficacité des projets et la durabilité des acquis. Certains partenariats doivent se traduire en des synergies pour plus d'impacts dans le développement du rayon d'action du Programme.

Action Solidaire pour la paix

Titre du projet : LES Chemins vers les accords « Njiya za Makubaliano »	
Durée	2017-2020
Budget	\$477.245,36
Bailleur	FCS (sous-traitance International Alert)
Organisations de mise en œuvre	Action Solidaire pour Paix
Pays de mise en œuvre	République Démocratique du Congo

Brève description du projet

Le projet Njiya za Makubaliano visait à contribuer à la mitigation des tensions communautaires et risques sécuritaires dans la zone prioritaire autour de Kitshanga (Bashali, Bwito et la localité de Pinga).

Les résultats obtenus sont principalement les plans d'actions communautaires issus de dialogues communautaires aux niveaux villageois, local et provincial (tables rondes) ; la restauration de la cohésion sociale entre les communautés Nyanga et Hunde de Pinga à travers le partage de marchés mixtes; la réduction des tensions communautaires à travers la résolution des conflits fonciers.

Afin d'atteindre les résultats, la participation communautaire a été la règle d'or comme approche de mise en œuvre à toutes les étapes d'exécution des activités.

Histoire de Succès/Etude de cas : « C'est depuis que la plantation de JTN a ralenti ses activités, que sur l'axe Mweso-JTN-Nyanzale s'observe le phénomène de banditisme récurrent : kidnapping ; pillages, tueries, viols etc. à la suite de l'activisme de plusieurs groupes armés dans la zone à ce moment-là. Les éléments de ces groupes à opinions violentes sont majoritairement fils et filles des anciens ouvriers de la plantation qui, suite au désœuvrement et chômage, ont été vulnérables à adhérer aux groupes armés et aux groupes de bandits pour trouver de quoi vivre et subvenir à leurs

besoins. Faisant partie d'une organisation de femmes, j'avais décidé d'aller rencontrer certains seigneurs de guerre pour le sensibiliser à déposer les armes, et à respecter les droits des populations civiles parce que, les femmes étaient les premières victimes leurs atrocités (viol, enlèvement tuerie, peur d'aller exercer les activités champêtres, perte des enfants pendant les déplacements...). Les chefs des groupes armés ont accepté de déposer les armes à une condition, de leur donner du travail pour survivre et/ou encore remettre en marche les activités de l'entreprise JTN. A la suite de leur argumentaire j'avais considéré que mes sensibilisations avaient échoué à ce niveau-là. Maintenant que je suis au courant que le projet Njia a facilité la création d'une Coopérative Agricole qui va relancer les cultures pérennes à Bwito, Bashali et Pinga, je suis convaincue que ce processus va significativement contribuer à l'atténuation non seulement des conflits fonciers récurrent dans la zone, mais également, à la résorption de l'insécurité et de l'instabilité de la zone ». Témoignage de Madame AYIKAMIYE SEBAHUTU, présidente de la société civile Force Vive Noyau de Mweso et une des participantes à l'atelier de sélection des paysans sans terre bénéficiaires des sites pilotes de la relance des cultures pérennes à Bashali.

Centre de Développement Rural (CEDERU)

Titre du projet : « Petits Producteurs Commercialisent du Maïs et du Manioc », PCM en sigle	
Durée	3 ans
Budget	\$643 363,5
Bailleur	HEKS-EPER
Organisations de mise en œuvre	CEDERU
Pays, province de mise en œuvre	République Démocratique du Congo, Province du Nord Kivu

Brève description du projet Le développement des chaînes de valeur ajoutée initié par le Centre de Développement Rural de Kibututu « CEDERU/KIBUTUTU » est issu d'une série d'études, d'analyses et de l'évaluation du projet Améliorer le Revenu du Paysan de Rutshuru pour la période 2014 et 2015, mais aussi de l'évaluation du programme pays de l'EPER en RDC pour la période 2012-2015. L'outil M4P (Making Markets Work for the Poor / Faire fonctionner le marché au bénéfice des pauvres) est l'approche qui a été utilisée pour développer ce projet après deux séries de formation organisées à cet effet par l'EPER en juillet 2015 et en décembre 2015.

Dans le cadre de ce projet, le CEDERU/KIBUTUTU a mis l'accent sur l'approche de la connectivité. Ainsi, le projet visait à réduire la pauvreté par le développement de chaînes de valeur, de concert avec tous les acteurs et pour le bénéfice de tous en visant les producteurs qui sont souvent les plus marginalisés au sein de ces chaînes. Plus spécifiquement, le projet avait pour objectif d'organiser un système de marché inclusif et efficient au bénéfice de 50% de 969 producteurs de maïs membres de 3 coopératives et 60% de 321 producteurs de manioc membres de 2 coopératives en Territoire de Rutshuru. Le projet entendait également augmenter la production agricole durable de 20% en veillant sur les exigences du marché auprès de 55% de 969 producteurs de maïs et 69,8% de 321 producteurs de manioc du Territoire de Rutshuru.

Les producteurs ont été regroupés au sein de 5 coopératives avec un dépôt de collecte par coopérative et par filière agricole (maïs et manioc), ce qui a permis de regrouper diverses ethnies autour des intérêts communs de la vente groupée. Afin de renforcer leur cohésion, 10 AVEC ont été mis en place au sein des 5 coopératives. Pour les organes de gestion, les femmes ont été représentées à 30% . En plus le CHAMP Ecole Paysan a été retenu comme approche de vulgarisation agricole. Des cadres de concertation interprofessionnel ont été mis en place pour de défendre les droits de petits producteurs face aux autres acteurs et aux autorités.

Résultats obtenus

- 1) Accroissement des quantités vendues au prix rémunérateur :
 - Maïs : les quantités vendues en groupe sont passées de 48,730 T avec 70 membres en 2017 à 259,647 T avec 157 membres en 2018, pendant qu'au premier semestre de 2019 66,444 T avec 92 membres ont été vendu.
 - Manioc : la quantité vendue en groupe est passée de 2,625 T en 2017 avec 16 membres pour atteindre un total de 13,050 T de cossette et 3,7432 T de farine avec 40 coopérateurs en 2018.
- 2) Le gain de vente réalisé a varié de 5,8 à 40 % pour le maïs sur les 20,8% prévu et de 12 à 20% pour le manioc sur les 8% prévu.
- 3) Accroissement du chiffre d'affaire (CA) :
 - Maïs : le CA est passé de \$16.916,7 pour atteindre \$93.922 en 2018 et \$27.800 en 2019 soit \$138.638,7 réalisées pendant la période sur 33% prévu.

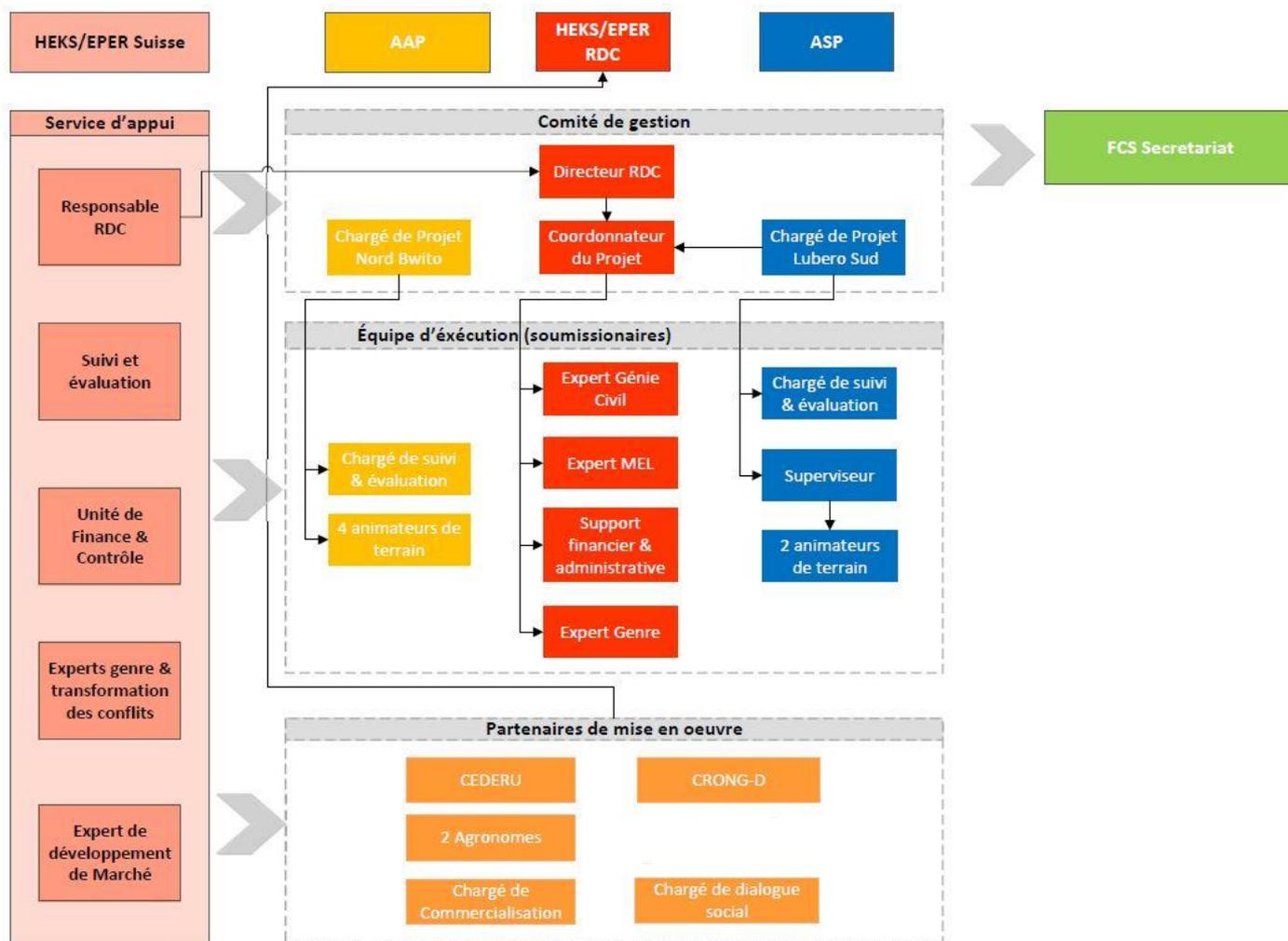
- Manioc : le CA est passé de \$1372,1 à \$4072,32 en 2018 soit un total de \$5.444,42 pendant la période sur 59% prévu.
- Maïs : une augmentation de la production de 20% a été observée auprès de 35,5% de 279 coopérateurs. La production des membres est passée de 254 156 T avec 254 membres en 2017 pour atteindre 397 357 T en 2018 et 540, 9 T en 2019 avec 279 membres.
- Manioc : une augmentation de la production de 20% a été observée auprès de 22,6 % des 164 coopérateurs. La production des membres est passée de 25 T avec 160 membres en 2017 pour atteindre un total de 3 122, 2274 T en 2018 et 1180,4 T en 2019.

2. Gestion et coordination

1. Gestion et coordination du projet

1. Présentation succincte des modalités de coordination et collaboration

HEKS/EPER assumera la responsabilité globale de la gestion du projet, y compris les relations contractuelles avec le FCS et les autres parties prenantes, le cofinancement, la mise en œuvre des activités clés, l'amélioration des normes de qualité, le contrôle financier et l'audit interne, la gestion des risques, les conseils techniques aux partenaires, les activités de suivi et évaluation, et la collecte et la diffusion des résultats. Les partenaires AAP et ASP seront responsables de la mise en œuvre des activités spécifiques attribuées en fonction de leur présence géographique (l'AAP au Nord Bwito et l'ASP au Lubero SUD), du suivi quotidien et de la participation aux activités SEA pertinentes. Le consortium et le partage de responsabilités sont établis selon le modèle suivant :



La gestion stratégique sera faite par le Comité de Gestion, composé par les chargés de projet au Nord Bwito (AAP) et au Lubero Sud (ASP), qui rendent compte au/à la coordonnateur.rice du projet (HEKS/EPER), sous la supervision globale du Directeur National de HEKS/EPER, Jean Bisimwa. Le Comité de Gestion est responsable pour la liaison avec le Secrétariat du FCS (réunions mensuelles), la stratégie du projet, programmation (plan de travail et contrôle de qualité des interventions et rapport au FCS) et partage d'information avec les principales parties intéressées à travers des réunions avec le Cadre de Redevabilité et demandes d'information sur le projet.

Les chargés de projet de l'AAP coordonnent les activités de l'équipe au Nord Bwito, et le chargé de projet de l'ASP coordonne les activités au Lubero Sud et Ikobo. HEKS/EPER ira assurer l'expertise et qualité technique à travers de l'appui des experts en genre, génie civile et transformation de conflit. Les experts SEA de HEKS/EPER et soumissionnaires iront travailler ensemble dans le processus de SEA, avec le contrôle de qualité du siège de HEKS/EPER. Pour la mise en œuvre de certaines activités spécifiques, les soumissionnaires iront sous-traiter le CEDERU pour la relance socio-économique et le CRONGD-NK sur les questions du dialogue démocratique dans le Sud de Lubero.

En ce qui concerne la coordination avec les parties prenantes, le projet prévoit des réunions de redevabilité à deux niveaux principaux :

- Au niveau local et sur une base trimestrielle, il sera question de présenter les progrès accomplis, les défis éventuels et obtenir des retours et des recommandations) de la part des participant.e.s (essentiellement les représentant.e.s de bénéficiaires, les autorités et leaders locaux) afin de piloter et adapter si nécessaire la mise en œuvre du projet. Il s'agira également de solliciter les leaders et les autorités sur leurs responsabilités et leurs engagements par rapport aux communautés et aux activités du projet.
- Au niveau provincial, les membres du consortium collaboreront avec les comités techniques conjoint. Des réunions d'échange d'information sur le projet seront réalisées par invitation des autorités compétentes. Ces réunions seront aussi des occasions de plaider au niveau provincial autour de questions spécifiques pour leur prise en compte dans les politiques de la province et des ETD.

Enfin, une coordination étroite sera assurée avec **les différentes sections de la MONUSCO** présentes dans la zone cible. Toute communication entre le projet et ces sections sera coordonnée par l'UAS. Au lancement du projet, toutes les sections opérationnelles présentes dans la zone seront invitées et informées sur les axes prioritaires du projet. Ensuite, des réunions en bilatérales seront organisées avec les sections présentes pour identifier les points de connexion et d'éventuelle collaboration pendant toute la mise en œuvre du projet.

En parallèle, une collaboration spécifique avec les sections suivantes de la MONUSCO sera assurée :

- **CAS** (Affaires civiles de la MONUSCO) : évaluation des accords signés ; renforcement des autorités administratives et coutumières sur les thèmes qui relèvent du mandat de la CAS (Gestion des Entités Territoriales Décentralisées, etc.) ; discussions autour de questions spécifiques traitées par les projets dans les réunions de sécurité au niveau local ; collaboration dans l'organisation d'activités particulières comme les dialogues sociaux, etc.
- **CAS et forces de la MONUSCO (casques bleus)** : renforcement du système d'alerte précoce avec les autres intervenants dans le domaine de la sécurité comme le projet ESPER. Les forces de la MONUSCO (casques bleus) seront également sollicités pour l'appui dans la sécurisation de certaines activités d'envergure, et l'échange d'informations actualisées sur le contexte.
- **BCNUDH** : renforcement de capacités sur les droits humains, référencement pour la prise en charge de cas de violences sexuelles, violences basées sur le genre et toute autre violation de droits humains dans la zone.
- **Child Protection** : référencement des EAFGA (Enfants Associés aux Forces et Groupes Armés) en cas de besoin pour une prise en charge appropriée.



2. Modalités de collaboration avec les autres projets de stabilisation FCS (FCS et/ou alignés).

Nom de l'organisation	Intitulé du projet/ de l'intervention	Brève description du projet	Modalités de collaboration
CORDAID et VNG	ESPER Durée : 2020-2023	Le programme <i>Ensemble pour la Sécurité et la Paix à l'Est de la RDC</i> (ESPER) est une suite du programme CISPE ³⁴ . Il s'agit d'un projet de 48 mois, financé par l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas et mis en œuvre par VNG International et Cordaid. L'objectif d'ESPER est de contribuer à la stabilisation en promouvant et améliorant la gouvernance de la sécurité et de la justice ainsi que la cohésion sociale en Ituri, au Nord-Kivu et au Sud-Kivu. ESPER travaille avec différentes parties prenantes (non) étatiques et communautaires à différents niveaux administratifs.	Ce projet ne touche que le Nord de Bwito, la collaboration portera essentiellement sur : - Harmonisation d'approche sur les questions de dilemmes sécuritaires - Co-organiser (avec ou sans participation financière) certaines activités comme les analyses de contextes, de conflits, dialogues communautaires ; le plaider, ... - Référer vers ESPER toutes les questions de prise en charge judiciaires (surtout pour les victimes de VSBG).
CRONGD-NK (avec HEKS/EPER).	Identification et désamorçage de sources de tensions au quotidien Durée : 2015-2024	Ce projet (financé par HEKS/EPER) travaille essentiellement sur la transformation des conflits identitaires au Sud de Lubero, dans le Bwito et la chefferie de Bwisha. Plusieurs analyses de conflits, dialogues sociaux, actes d'engagements, conflits transformés et des alertes précoces et de revendications de communautés introduites auprès des autorités sont à son actif. Le projet est implémenté depuis 2015 et une nouvelle phase est en perspective jusqu'en 2024	Le projet n'intervenant que dans deux groupements au Sud de Lubero (Tama, Itala) et à Mutanda à Bwito, nous comptons : - Bâtir sur les acquis de ce projet en termes d'analyses et accord de paix ; - Etendre les actions sur d'autres groupements ; - Mettre en œuvre certaines décisions des accords jadis signés. - Continuer à veiller aux acquis de ce projet I4S après les 24 mois de mise en œuvre.
AAP (avec le financement de HEKS/EPER)	Connaître et faire valoir ses droits fonciers. Durée : 2012-2024	Ce projet couvre trois territoires (Masisi, Rutshuru et Lubero) et focalise sur l'accès sécurisé à la terre pour les communautés rurales (et les groupes marginalisés), la transformation de conflits fonciers, le plaider et l'organisations des activités conviviales (événements éducatifs) pour l'accès à l'information, la paix et la cohésion sociale.	- Bâtir sur les acquis, relever les défis et les intégrer dans les discussions avec les communautés ; - Capitaliser les résultats sur l'accès à la terre, Utiliser et/ou améliorer les outils existants; - Les résultats de ce processus pourront réorienter les actions en cours (aligner sur la stabilisation).

³⁴ Consortium Intégré pour la Paix et la Stabilisation à l'Est de la RDC (mis en œuvre par OIM, CORDAID et VNG).



2. Gestion des risques, des hypothèses et des stratégies de mitigation

Tableau 2 : Matrice Des Risques, des hypothèses et des Stratégies de Mitigation

Résultat attendu E.g. les objectifs généraux, les objectifs, spécifiques, les résultats, les produits	Description et conséquences du risque associé au résultat <i>Quel est l'impact du risque sur le projet</i>	Probabilité (1 = très improbable, 5 = très probable)	Gravité (1 = faible, 5 = très grave)	Stratégie de mitigation Quelles mesures seront mises en place pour réduire l'impact du risque ?
Les populations et l'Etat congolais, appuyés par leurs partenaires, mettent en œuvre des solutions concrètes et durables pour la transformation des conflits liés à la mobilisation identitaire et aux dilemmes sécuritaires.	L'activisme des groupes armés (y compris des affrontements avec les FARDC, armée loyaliste) et des manipulations identitaires nuisent à la mise en œuvre des solutions communautaires pour la transformation des conflits.	4	4	<ol style="list-style-type: none"> 1. Renforcer les mesures de sécurité sur le terrain, application stricte de plans de sécurité pour HEKS/EPER et les partenaires. 2. Renforcer la collaboration des leaders communautaires et des forces de sécurité pour décourager les groupes armés et/ou également pour qu'ils garantissent l'accès aux zones du projet et la sécurité du personnel et acceptent/n'entravent pas les activités du projet. 3. Travailler avec tous les acteurs de paix en vue de comprendre les causes profondes de la mobilisation identitaire et de réduire sensiblement leurs effets.
Résultat Spécifique 1 : Les populations (leaders communautaires hommes, femmes et jeunes issus des différentes couches sociales) et les autorités locales de Lubero Sud, de Bwito Nord et de Ikobo identifient de manière participative les facteurs et moteurs des conflits et d'insécurité dans leurs entités, définissent (et adoptent) des solutions communautaires de paix qui soient consensuelles et s'engagent/s'impliquent dans la mise en œuvre des celles-ci.	Risque 1.1. Problème sécuritaire qui empêche certaines entités d'être représentées dans les structures mises en place : Des affrontements entre les groupes armés et les forces loyalistes dans la zone du projet provoquent des déplacements massifs des populations bénéficiaires du projet abandonnant leurs villages respectifs et leurs biens.	3	3	<ol style="list-style-type: none"> 1. Collaborer avec les FARDC et la PNC avant la tenue et l'organisation des activités sur le terrain. 2. Analyser/actualiser régulièrement le contexte de la zone du projet. 3. Echanger avec les responsables des forces loyalistes sur le respect des droits humains et leurs contributions dans la sécurisation des populations vivant dans la zone du projet. 4. Référer aux acteurs et programmes étatiques et dont PDDRCS et ainsi qu'aux humanitaires ayant dans leur mandat le focus sur GAs, toutes questions relatives à ces derniers.

				5. Sensibilisation des leaders communautaires hommes, femmes et jeunes pour qu'ils se désolidarisent de ces GAS.
	Risque 1.2 Attentisme démesuré des communautés par rapport au contenu des plans d'actions communautaires. Autoprotection (préjugés et stigmatisation) ethnique qui affaiblit le processus de dialogue.	4	3	Faciliter les communautés à élaborer des plans d'actions réalistes, qui répondent à l'intérêt général de toutes les communautés.
	Risque 1.3. Risque de récupération politique des acquis du projet (au profit de campagnes électorales) par les politiques et autres acteurs actifs dans l'implémentation du projet.	4	4	Recadrer et fixer les limites des intervenants politiques dans l'implémentation du projet.
	Risque 1.4 : Les menaces contre les journalistes par les groupes armés actifs dans la zone (la mauvaise interprétation des messages et/ou des informations diffusées sur les chaînes locales par les leaders à opinion violentes et certains politiques). Des assassinats peuvent s'en suivre. Arrêt momentané et/ou définitif de la diffusion des émissions sur la zone, grèves des journalistes et la tenue des différentes manifestations par la population et journalistes locaux impactant négativement le processus du projet.	3	4	1. Former les journalistes impliqués sur la Sensibilité aux conflits. 2. Rappeler aux journalistes qu'ils doivent rester professionnels dans leur prestations (la déontologie du journalisme) et n'agir que dans les limites de termes de collaboration avec le projet. 3. Ne diffuser que les émissions en rapport avec les exigences du projet et qui renforcent la cohésion sociale.
Résultat spécifique 2 : La cohésion sociale inter-intracommunautaire est renforcée et le risque que des jeunes défavorisés rejoignent des groupes armés est réduit	Risque 2.1 : Mauvaise gestion et détournement des fonds alloués aux AGR par les bénéficiaires.	4	4	Sensibiliser et former les bénéficiaires sur la gestion de leurs AGR afin d'en tirer des bénéfices pour leur survie.
	Risque 2.2: Ciblage des activités non rentables, présentant des risques de pertes financières.	2	4	Accompagner les bénéficiaires dans l'identification et choix des AGR, rentable selon les besoins de leur milieu/zone.
	Risque 2.3: Des violences issues des différents groupes armés, la mauvaise gestion des AGR par les bénéficiaires serait à la base des divisions entre les bénéficiaires.	3	4	Impliquer activement les bénéficiaires dans les activités de cohésion sociale.

	Risque 2.4: L'instabilité des populations sur toute l'étendue de la zone du projet.	3	4	Suivre étroitement les évolutions du contexte d'intervention et adapter les activités prévues au besoin.
	Risque 2.5: Mauvaise perception du projet par la population bénéficiaire.	2	2	Dès le départ, assurer que toutes les communautés cibles ont connaissance du projet et puissent participer et donner des retours quant à sa mise en oeuvre.
	Risque 2.6 : Infrastructures mal gérées.	2	3	Mettre en place des comités des gestions mixtes, reprenant toutes les sensibilités selon les principes de bonne gouvernance.
	Risque 2.7 : Tensions communautaires à la suite d'un recrutement non inclusif pour les différents groupes d'intérêt (Travaux HIMO).	3	4	Définir les critères de ciblage avec les communautés, opter pour des équipes rotatives.
	Risque 2.8 : Mauvaise gestion de fonds par les entreprises privées recrutées.	2	4	Recrutement très compétitif, contrat de collaboration avec clauses de poursuite judiciaire.
	Risque 2.9 : Absence ou insuffisance de SPEC (service de prise en charge) psychosociale dans les zones du projet.	3	3	Faciliter l'accès des bénéficiaires à des SPEC existants dans d'autres groupements/zones.
	Risque 2.10 : Emergence de nouveaux conflits fonciers ;	3	3	Faciliter la collaboration entre l'administration foncière, le pouvoir coutumier et la population.
Résultat spécifique 3 : Les femmes influencent et participent à toutes les étapes du processus de stabilisation et de consolidation de la paix, et sont reconnues comme actrices du développement dans leurs communautés.	Risque 3.1 : Peu d'attention portée aux questions des droits des femmes (l'Etat de siège en cours dans la zone faisant de la sécurité la priorité des priorités)	4	3	Echanger avec les responsables de force loyaliste sur la mise en place des mesures et mécanismes spécifiques de protection des femmes et la prise en compte de leurs voix et leurs besoins pour des solutions appropriées et utiles.
	Risque 3.2 : Stigmatisation des femmes impliqués dans la construction de la paix ; Non implication des femmes dans l'ensemble du projet.	4	4	1. Veiller à l'implication et la participation effective des femmes grâce à des mécanismes et outils appropriés à leurs besoins. 2. Echanger avec les chefs coutumiers, leaders d'opinion, hommes chefs de ménage, sur la valorisation

				des femmes et de leurs contributions dans la société 3. Mettre en place le système d'alerte précoce pour identifier urgemment les cas d'abus et de violences sexuelles faites aux femmes, selon la stratégie globale de HEKS/EPER.
	Risque de SEAH (Harcèlement, abus et exploitation sexuelle) pour les femmes.	2	4	1. Respect strict des politiques HEKS/EPER sur le Genre et le PSEAH. 2. Appliquer la tolérance zéro pour tout acte d'abus et exploitation sexuelles (renvoi définitif de staff et possibilité de poursuites judiciaires). 3. HEKS/EPER a mis en place un mécanisme anonyme de dénonciation de cas d'abus, de harcèlement et d'exploitation. 4. Tous les partenaires et sous-traitants du projet seront capacités en prévention de SEAH.
	Risque 3.3 : Résistances communautaires dues aux normes/pesanteurs socioculturelles rétrogrades en défaveur des femmes.	3	3	1. Appliquer l'approche d'Engagement des hommes (Masculinités positives) dans la lutte contre les VSBG. 2. Elaborer des plans de protection communautaire pour les femmes.
Tous outcomes, activités & produits	Risque 4.1 Des problèmes de connectivité (téléphone mobile / connectivité Internet) entravent la mise en œuvre des activités du projet.	5	3	1. Les bureaux de HEKS/EPER sont bien équipés avec la meilleure technologie internet et des générateurs. 2. Le personnel du projet se trouve sur le terrain dans les communautés, ce qui permet une communication directe avec les dirigeants et les représentants locaux.
Tous outcomes, activités & produits	Risque 4.2 Taux d'inflation élevés, affectant les coûts et les prix des ressources, des produits de base et des équipements.	4	2	Les plans budgétaires tenant compte de l'inflation et gestion optimale des ressources pour minimiser les achats des produits.
Tous outcomes, activités & produits	Risque 4.3 Rotation des agents du gouvernement, avec des	4	2	Participation des leaders des chefferies et des expert.e.s

	conséquences sur la continuité des activités de renforcement des capacités.			techniques gouvernementaux (moins sujets à la rotation du personnel) aux activités de renforcement des capacités
Tous outcomes, activités & produits	Risque 4.4 Pression des acteurs externes pour utilisation des fonds à d'autres fins (corruption), comme les pots-de-vin, l'extorsion, les dessous-de-table, le népotisme et le copinage.	4	4	<ol style="list-style-type: none"> 1. HEKS/EPER maintient des politiques, procédures et systèmes de gestion et contrôle financiers stricts, y compris des seuils d'approbation restreints. 2. Une politique de lutte contre la corruption et une politique de bonne gouvernance, des lignes de dénonciation et des audits réguliers sur l'utilisation des ressources sont adoptés par HEKS/EPER. 3. Tous les partenaires, sous-traitants, personnel et volontaires doivent se conformer aux politiques de lutte contre la corruption de HEKS/EPER et de bonne gouvernance.
Tous outcomes, activités & produits	Risque 4.5 Le changement climatique et les catastrophes naturelles peuvent entraîner des crises humanitaires dans la région et changer les priorités des communautés, du gouvernement et de l'ONU.	4	4	<ol style="list-style-type: none"> 1. HEKS/EPER va monitorer les systèmes d'alerte précoce pour adapter le projet au besoin et garantir l'impact à long terme. 2. Le projet va promouvoir des stratégies de gestion durable des parcours pour garantir la mise en œuvre d'activités pertinentes et continues et l'impact à long terme.
Tous outcomes, activités & produits	Risque 4.6 Les restrictions de mouvement et de réunion peuvent avoir place à cause des régulations contre le COVID-19 et la pandémie d'ébola.	4	2	<ol style="list-style-type: none"> 1. Elaboration d'un plan de réponse au COVID-19 et la pandémie d'ébola, y compris les communications, la sécurité du personnel, les avis aux voyageurs. 2. Utilisation d'approches participatives sûres (éviter les grands rassemblements, interactions plus courtes dans des groupes plus petits respectant la distance physique et mesures de sécurité sanitaire.

				3. Etablissement de canaux de communication clairs et utilisation des outils d'information, de communication et de la technologie.
--	--	--	--	--



3. Suivi et évaluation

L'approche de suivi, évaluation et apprentissage (SEA) chez HEKS/EPER

HEKS/EPER s'appuie sur un système global de SEA. Il comprend des processus solides, conformément à son [manuel de gestion du cycle de projet/programme PCM \(en anglais\)](#), pour la planification, l'opérationnalisation, le suivi et l'évaluation des projets et des programmes, un **système numérique d'indicateurs clés** (indicateurs clés HEKS/EPER, **HKI**) pour **l'évaluation globale des performances**, ainsi que des espaces et des outils de partage des connaissances et d'apprentissage établis pour des **décisions de pilotage basée sur l'évidence** (« evidence-based steering »). Le PCM définit des responsabilités, des délais et des exigences claires à tous les niveaux.

Afin d'assurer la pertinence, la réalisation et l'efficacité de notre travail, HEKS/EPER utilise les principes de la **gestion adaptative** (« adaptive management »). HEKS/EPER a clairement défini des lignes d'intervention et des objectifs au niveau mondial, national et des projets. Les projets et les programmes **planifient** leurs interventions sur la base d'une analyse contextuelle tenant compte des risques et des spécificités de chaque sexe, ainsi que de données internes et externes.

Pendant la mise en œuvre, il est primordial de rester flexible et donc de toujours observer, analyser, apprendre et adapter les stratégies et les activités au contexte complexe et changeant afin de garantir le progrès et l'impact. HEKS/EPER collecte et analyse des **informations qualitatives et quantitatives** (en utilisant des outils tels que les HKI décrit ci-dessus) sur les **champs d'observation** (« observation fields ») (risques/hypothèses) et sur les objectifs avec des indicateurs et des cibles définis au niveau du projet, du pays et au niveau mondial. Les rapports transparents d'HEKS/EPER servent à la **responsabilité mutuelle** (« mutual accountability ») envers les donateurs, les participants aux projets et le public en documentant le progrès, l'efficacité et la durabilité. Tous les rapports annuels sont considérés comme des processus d'apprentissage et pilotage (« learning4steering »). Grâce à cet examen annuel, HEKS/EPER et ses partenaires adaptent leurs stratégies et leurs activités afin de mieux servir les personnes et les communautés dans le cadre des projets.

Après plusieurs années de mise en œuvre, des équipes de spécialistes internes et externes procèdent à des **évaluations** ou à des **analyses d'impact** scientifique complètes des projets, programmes, thèmes ou approches clés pertinents afin d'examiner les 6 critères d'évaluation OCDE-DAC : pertinence, efficacité, efficience, viabilité, impact et cohérence. HEKS/EPER dispose d'une [directive d'évaluation \(en anglais\)](#) ainsi que d'une [directrice d'évaluation d'impact \(en anglais\)](#), conçues pour donner des conseils sur son exécution et ensuite pour comprendre la **contribution/attribution** d'HEKS/EPER. Les rapports d'évaluation et d'analyse d'impact, les publications (« policy briefs ») et les réponses de la direction (« management responses ») sont publiés, et l'évidence est inclus dans la phase suivante ou dans des interventions dans d'autres contextes, le cas échéant, inclus dans la phase suivante ou dans des interventions dans d'autres contextes, le cas échéant.

Au siège principal en Suisse, l'unité SEA se compose de 4 personnes (290% en total). La tâche de l'unité SEA au siège principal est la maintenance, le développement innovant et **l'assurance qualité** du système SEA. Plus de 400'000 USD sont investis annuellement dans le soutien, la mise en œuvre et la **collecte de données numériques** de la SEA, ainsi que dans le renforcement des capacités dans les pays à travers d'une série de cours en ligne, de webinaires et de coaching bilatéral, ainsi que d'un service d'assistance permanent. En outre, l'unité SEA soutient la collecte et l'analyse de données numériques, coordonne les analyses d'impact et garantit la qualité des évaluations. La SEA encourage l'apprentissage entre pairs dans et entre les pays.

Au niveau du bureau de coordination en RDC, deux personnes (chef de projet Moyens de substances et l'Expert National Paix et Transformation des Conflits) consacrent environ 30% de leur temps pour le suivi de projets qui sont exécutés essentiellement par 6 partenaires de mise en œuvre (CEDERU, AAP, DFJ, CRONGD-NK, VIFEDE et ADMR), dont 3 (CEDERU, AAP, CRONGD-NK) font partie du consortium de cette proposition.

Le **système de suivi** mis en place par les partenaires est **hybride**. D'une part, le suivi est **intégré au système global de HEKS/EPER** qui collecte les données sur les indicateurs globaux et standards de HEKS/EPER (HKI). Chaque partenaire dispose des identifiants et codes d'accès pour son projet. Les HKIs sont collectés avec le système *VisibleImpact*® qui a été développé spécialement pour HEKS/EPER et visualisés sur le site internet (www.hekskeyindicators.org). En outre, le siège principal, mais surtout le bureau de coordination en RDC et les partenaires AAP, CRONGD, CEDERU et ASP ont l'expérience avec des autres outils de collecte de données numériques comme *KoboToolbox* et donc générerait également bien les outils de collecte de données (*COMCARE*) fournis par l'UAS. D'autre part ; de **plans de Suivi sont élaborés par les partenaires**. Ceux-ci incluent les indicateurs clés (HKI) et les indicateurs de projets. La matrice de suivi du cadre logique (développé par HEKS/EPER) et le Tableau de suivi des indicateurs de performance permettent de rapporter sur la progression de tous les indicateurs sur une base semestrielle. Lors du rapportage semestriel et pour besoin d'apprentissage ; les partenaires produisent également des **études de cas** sur les approches/pratiques prometteuses.

Le Bureau de Coordination organise des missions de **visite de terrain sur une base trimestrielle** pour confronter les rapports des partenaires aux réalités déclarées, formuler les recommandations visant l'amélioration de la qualité des projets et capturer les histoires de transformation provenant de bénéficiaires. **L'évaluation de la qualité de données (DQA)** est effectuée avant de charger les données sur le système (Visible Impact et plateforme numérique des indicateurs de HEKS/EPER) et avant toute autre publication des données.

Des réunions de redevabilité avec les parties prenantes sont régulièrement (chaque trois mois) organisés. Le Bureau de Coordination et les partenaires reçoivent un appui direct du service MEAL du siège en temps réel et en cas de besoin. Les **études de base** et **l'évaluation finale** de projets sont réalisées par des cabinets et/ou de consultants externes ; les recommandations sont capitalisées pour améliorer le pilotage des projets et orienter le système de programmation de HEKS/EPER.

Pour le processus du AAP, la cellule de S&E travaille avec des partenaires sélectionnés pour finaliser le cadre logique et l'harmoniser avec les indicateurs standard pertinents, ce qui permettra une évaluation de la qualité du projet. Lors de la mise en œuvre, un **officier de Suivi et Evaluation**, basé à Goma et **affecté à 100%** pour ce projet sera recruté. En outre, les points focaux Suivi et Evaluation sont budgétisés à 50% chez chaque partenaire (AAP et ASP).

4. Communication et visibilité de l'I4S/STAREC

- *Des organisations de mis en œuvre ;*

La stratégie de communication et de visibilité du projet feront partie de l'agenda permanent des réunions entre le Secrétariat de FCS et l'équipe de gestion du projet, pour assurer la planification conjointe et maximiser la visibilité du projet.

En outre, la communication et la visibilité de l'I4S/STAREC seront assurées dans toutes les activités du projet à travers de l'utilisation des logos I4S/STAREC sur les véhicules utilisés par le projet, les t-shirts des staffs et autres parties prenantes, les bannières, les dépliants, les autocollants et les affiches. L'origine des fonds sera également mentionnée dans les ateliers, tables rondes et toutes interactions avec les parties prenantes du projet.

Les progrès et les réalisations du projet seront diffusés à travers des "études de cas" sur les médias sociaux (c'est-à-dire Facebook, Twitter, Instagram et LinkedIn) et sur le site web de HEKS/EPER. Ils seront également partagés avec les soumissionnaires pour sensibiliser et informer un public plus large sur le projet, avec un affichage clair des logos de l'I4S/STAREC et l'indication de la source de financement. Les rapports d'évaluation, d'avancement et de bilan de HEKS/EPER mentionneront également le rôle de l'I4S dans ce projet et son logo. Les photos et les vidéos seront utilisées dans les rapports et toute autre publication du projet pour fournir des preuves visuelles et des témoignages sur l'intervention et reconnaître le soutien d'I4S, avec un affichage clair de son logo. Le matériel photographique des personnes ne sera utilisé que si les personnes concernées ont donné leur consentement oral et écrit après avoir été dûment informés, selon la politique de protection de données de HEKS.

- *Des autorités (locales, provinciales et nationales) ;*

La visibilité de l'I4S/STAREC sera assurée dans toutes les activités du projet à travers l'utilisation des logos I4S dans les véhicules utilisés par le projet, les t-shirts des staffs et autres parties prenantes, les bannières, les dépliants, les autocollants et les affiches. L'origine des fonds sera également mentionnée dans les réunions avec les autorités locales, provinciales et nationales, ateliers, tables rondes et toutes interactions avec les parties prenantes du projet.

Le projet se propose d'organiser chaque semestre (après les missions de collecte de données et visite des activités de partenaires) de réunions de redevabilité avec les parties prenantes dont les autorités politiques et administratives et les représentants de communautés bénéficiaires. Lors de ces réunions que nous désirons conjointes avec STAREC et/ou UAS de la Monusco; les participants (et surtout les autorités locales) auront l'occasion, non seulement de connaître/rencontrer le bailleur de fonds; ils pourront également s'adresser directement au Secrétariat technique du FCS. Leurs feedbacks sur le projet seront capitalisés pour l'amélioration du pilotage du projet.

- *Des bénéficiaires et des communautés ciblées par le projet (maximum 1/2 pages).*

Pendant la mise en œuvre, les organisations du consortium s'engagent à récolter les bonnes pratiques du projet pour des finalités de partage et diffusion, en soulignant la contribution de I4S aux changements positifs intervenus au sein des communautés de la Zone Prioritaire. Les outils de communication seront mis à profit pour favoriser un changement de comportement dans les zones cibles du projet. La logique de cette action est d'amener les populations bénéficiaires à adhérer à l'esprit de contribution au processus de consolidation de la paix.

Dans un souci de transparence et de redevabilité, toutes les informations relatives au projet telles que son titre, sa durée, ses objectifs principaux, ses bailleurs (FCS associé à la partie gouvernementale STAREC) et ses organisations de mise en œuvre, seront partagés avec les communautés ciblées. Cette stratégie de communication permettra au Consortium de

minimiser les attentes irréalistes de la communauté tout en promouvant la transparence entre les bénéficiaires et les organisations de mise en œuvre. Cela est également perçu comme essentiel, étant donné que le manque de confiance des institutions étatiques et des bénéficiaires est l'un des plus grands défis à la mise en œuvre. Le renforcement de cette confiance se fera en concentrant les activités de visibilité axée sur les bénéficiaires, non seulement sur les processus, mais en mettant davantage l'accent sur les résultats et les succès obtenus.

Le projet va également lancer une vaste campagne de mobilisation sociale sur la nécessité de vivre ensemble et dans la paix, par la préparation des boîtes à image, des banderoles, pour les associations culturelles et les centres attractifs des jeunes (foyer culturel, Maison/centre de jeunes, ...). Des activités conviviales pour le renforcement de la cohésion sociale, avec les dessins, poèmes, slams, pièces de théâtre seront produites par des jeunes du Nord-Kivu sur les thèmes clés de la cohabitation pacifique. Toutes ces activités bénéficieront de la couverture médiatique de radios locales et seront retransmises/diffusées par les radios, avec l'objectif d'atteindre un plus grand nombre. Tous les messages porteront alors un cachet vocal (et écrit) que « ceci est réalisé grâce au précieux soutien du FCS (ISSSS) »

5. Budget

Veillez voir le budget en annexe excel.

3. ANNEXES

ANNEX 1 : CARTHOGRAPHIE DES INTERVENTIONS DE STABILISATION

Nom de l'organisation	Intitulé du projet/ de l'intervention	Brève description du projet	Modalités de collaboration
CORDAID et VNG	ESPER Durée : 2020-2023	Le programme <i>Ensemble pour la Sécurité et la Paix à l'Est de la RDC</i> (ESPER) est une suite du programme CISPE ³⁵ . Il s'agit d'un projet de 48 mois, financé par l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas et mis en œuvre par VNG International et Cordaid. L'objectif d'ESPER est de contribuer à la stabilisation en promouvant et améliorant la gouvernance de la sécurité et de la justice ainsi que la cohésion sociale en Ituri, au Nord-Kivu et au Sud-Kivu. ESPER travaille avec différentes parties prenantes (non) étatiques et communautaires à différents niveaux administratifs.	Ce projet ne touche que le Nord de Bwito, la collaboration portera essentiellement sur : <ul style="list-style-type: none"> - Harmonisation d'approche sur les questions de dilemmes sécuritaires - Co-organiser (avec ou sans participation financière) certaines activités comme les analyses de contextes, de conflits, dialogues communautaires ; le plaidoyer, ... - Référer vers ESPER toutes les questions de prise en charge judiciaires (surtout pour les victimes de VSBG).
CRONGD-NK (avec HEKS/EPER).	Identification et désamorçage de sources de tensions au quotidien Durée : 2015-2024	Ce projet (financé par HEKS/EPER) travaille essentiellement sur la transformation des conflits identitaires au Sud de Lubero, dans le Bwito et la chefferie de Bwisha. Plusieurs analyses de conflits, dialogues sociaux, actes d'engagements, conflits transformés et des alertes précoces et de revendications de communautés introduites auprès des autorités sont à son actif. Le projet est implémenté depuis 2015 et une nouvelle phase est en perspective jusqu'en 2024	Le projet n'intervenant que dans deux groupements au Sud de Lubero (Tama, Itala) et à Mutanda à Bwito, nous comptons : <ul style="list-style-type: none"> - Bâtir sur les acquis de ce projet en termes d'analyses et accord de paix; - Etendre les actions sur d'autres groupements ; - Mettre en œuvre certaines décisions des accords jadis signés. - Continuer à veiller aux acquis de ce projet I4S après les 24 mois de mise en œuvre.
AAP (avec le financement de HEKS/EPER)	Connaître et faire valoir ses droits fonciers. Durée : 2012-2024	Ce projet couvre trois territoires (Masisi, Rutshuru et Lubero) et focalise sur l'accès sécurisé à la terre pour les communautés rurales (et les groupes marginalisés), la transformation de conflits fonciers, le plaidoyer et l'organisations des activités conviviales (événements éducatifs) pour l'accès à l'information, la paix et la cohésion sociale.	<ul style="list-style-type: none"> - Bâtir sur les acquis, relever les défis et les intégrer dans les discussions avec les communautés ; - Capitaliser les résultats sur l'accès à la terre, utiliser et/ou améliorer les outils existants; - Les résultats de ce processus pourront réorienter les actions en cours (aligner sur la stabilisation).

³⁵ Consortium Intégré pour la Paix et la Stabilisation à l'Est de la RDC (mis en œuvre par OIM, CORDAID et VNG).

ANNEXE 2: PLAN DE TRAVAIL

Résultat global : Les populations et l'Etat congolais, appuyés par leurs partenaires, mettent en œuvre des solutions concrètes et durables pour la transformation des conflits liés à la mobilisation identitaire et dilemmes sécuritaires.

RESULTAT :									Responsable	
	Année 1				Année 2					
	Q1	Q2	Q3	Q4	Q1	Q2	Q3	Q4		
<i>OUTCOME 1 : Les populations (leaders communautaires hommes, femmes et jeunes issus des différentes couches sociales) et les autorités locales de Lubero Sud, de Bwito Nord et de Ikobo identifient de manière participative les facteurs et moteurs des conflits et d'insécurité dans leurs entités, définissent (et adoptent) pour des solutions communautaires de paix qui soient consensuelles et s'engagent/s'impliquent dans la mise en œuvre des celles-ci.</i>										
<i>Produit 1.1: Les mécanismes de gestion alternative de conflits sont fonctionnels (redynamisés et/ou mises en place lorsqu'elles font défaut) et capables de soutenir la population pour réduire les tensions et les conflits violents.</i>										
Act.1.1.1: Identification de tous les mécanismes alternatifs de transformation des conflits dans la région et réalisation d'un processus d'évaluation participative du mécanisme existant (forces/faiblesses/gaps).										AAP – ASP / (CRONGD)
Act.1.1.2: Ateliers d'élaboration des stratégies locales avec les autorités locales et les communautés pour établir/redynamiser les mécanismes de transformation des conflits dans les communautés										AAP – ASP / (CRONGD)
Act.1.1.3: Ateliers de Facilitation des échanges entre les différents mécanismes de transformation des conflits et assurer le renforcement des capacités des membres des structures de transformation des conflits sur diverses questions relatives à la paix et aux droits des femmes.										AAP – ASP / (CRONGD)
Act.1.1.4: Soutenir 8 mécanismes locaux et 4 CCRCC dans la mise en œuvre de leurs stratégies pour garantir le fonctionnement durable et efficace des structures de transformation des conflits.										AAP – ASP / (CRONGD)
Act.1.1.5: Faciliter des analyses régulières, participative et conjointe du contexte de conflit et de sécurité.										AAP – ASP / (CRONGD)
<i>Produit 1.2: Des efforts dans la consolidation de la paix précédemment fournis sont identifiés, évalués et capitalisés mis à profit</i>										
Act.1.2.1: Identification et documentation des tous les actes d'engagement et les plans d'actions dans la zone.										AAP – ASP / (CRONGD)

Act.1.2.2: Organiser des ateliers (mini tables rondes) d'évaluation et actualisation des « feuilles de routes » dans les axes (Lubero Sud, Bwito Nord et Ikobo).										AAP – ASP / (CRONGD)
Act.1.2.3: Organiser des ateliers participatifs avec les autorités locales et les communautés pour élaborer des stratégies de paix communautaires et des plans de mise en œuvre au niveau local (Musindi, Luenge, Ikobo)										AAP – ASP / (CRONGD)
Act.1.2.4 : Organiser une table ronde (dialogue multi acteurs) au niveau de toute la zone du projet										AAP – ASP / (CRONGD)
Activité 1.2.5 : Recherche/étude approfondie sur les problématiques clés spécifiques identifiés à l'issue de la table ronde.										HEKS
Act.1.2.6: Vulgariser les plans et engagements issus de différentes rencontres de dialogues (à différents niveaux et auprès des différents acteurs nécessaires).										AAP – ASP / (CRONGD)
Act.1.2.7: Appuyer les actions (horizontales) issues des feuilles de route consolidées (fonds flexibles).										HEKS
<i>Produit 1.3: Les acteurs politiques sont engagés dans le processus de Dialogue Démocratique de manière formelle</i>										
Act.1.3.1: Organiser des ateliers de redynamisation du Conseil Consultatif Provincial (CCP) et du GPPM (Groupe de Plaidoyer au niveau national)										AAP – ASP / (CRONGD)
Act.1.3.2: Elaborer de façon participative de stratégies de plaidoyer locales, provinciales et nationales pour renforcer la paix, le développement et les droits des femmes										AAP – ASP / (CRONGD)
Act.1.3.3: Appuyer les réunions du Conseil Consultatif Provincial (CCP) et ses descentes de suivi des activités du projet (visite d'itinérance des autorités).										AAP – ASP / (CRONGD)
Activité 1.3.4 : Appuyer le CCP dans la mise en place d'une activité génératrice de revenus (pour son autonomie financière).										AAP – ASP / (CRONGD)
Act.1.3.5: Soutenir techniquement et financièrement les missions/descentes de plaidoyer au niveau provincial et national										AAP – ASP
Act.1.3.5: Forum provincial de présentation et validation des plans communautaires de paix et des contrats sociaux signés par les membres des communautés locales auprès du parlement et gouvernement provinciaux.										AAP – ASP / (CRONGD)
<i>Produit 1.4: Un Plan de communication formulé et fonctionnel</i>										

ANNEXE 3 : MATRICE DES RISQUES, DES HYPOTHESES ET DES STRATEGIES DE MITIGATION



Tableau 2 : Matrice Des Risques, des hypothèses et des Stratégies de Mitigation

Résultat attendu E.g. les objectifs généraux, les objectifs, spécifiques, les résultats, les produits	Description et conséquences du risque associé au résultat <i>Quel est l'impact du risque sur le projet</i>	Probabilité (1 = très improbable, 5 = très probable)	Gravité (1 = faible, 5 = très grave)	Stratégie de mitigation Quelles mesures seront mises en place pour réduire l'impact du risque ?
Les populations et l'Etat congolais, appuyés par leurs partenaires, mettent en œuvre des solutions concrètes et durables pour la transformation des conflits liés à la mobilisation identitaire et aux dilemmes sécuritaires.	L'activisme des groupes armés (y compris des affrontements avec les FARDC, armée loyaliste) et des manipulations identitaires nuisent à la mise en œuvre des solutions communautaires pour la transformation des conflits.	4	4	<ol style="list-style-type: none"> 1. Renforcer les mesures de sécurité sur le terrain, application stricte de plans de sécurité pour HEKS/EPER et les partenaires. 2. Renforcer la collaboration des leaders communautaires et des forces de sécurité pour décourager les groupes armés et/ou également pour qu'ils garantissent l'accès aux zones du projet et la sécurité du personnel et acceptent/n'entravent pas les activités du projet. 3. Travailler avec tous les acteurs de paix en vue de comprendre les causes profondes de la mobilisation identitaire et de réduire sensiblement leurs effets.
Résultat Spécifique 1 : Les populations (leaders communautaires hommes, femmes et jeunes issus des différentes couches sociales) et les autorités locales de Lubero Sud, de Bwito Nord et de Ikobo identifient de manière participative les facteurs et moteurs des conflits et d'insécurité dans leurs entités, définissent (et adoptent) des solutions communautaires de paix qui soient consensuelles et s'engagent/s'impliquent dans la mise en œuvre des celles-ci.	Risque 1.1. Problème sécuritaire qui empêche certaines entités d'être représentées dans les structures mises en place : Des affrontements entre les groupes armés et les forces loyalistes dans la zone du projet provoquent des déplacements massifs des populations bénéficiaires du projet abandonnant leurs villages respectifs et leurs biens.	3	3	<ol style="list-style-type: none"> 1. Collaborer avec les FARDC et la PNC avant la tenue et l'organisation des activités sur le terrain. 2. Analyser/actualiser régulièrement le contexte de la zone du projet. 3. Echanger avec les responsables des forces loyalistes sur le respect des droits humains et leurs contributions dans la sécurisation des populations vivant dans la zone du projet. 4. Référer aux acteurs et programmes étatiques et dont PDDRCS et ainsi qu'aux humanitaires ayant dans leur mandat le focus sur GAs, toutes questions relatives à ces derniers. 5. Sensibilisation des leaders communautaires hommes, femmes et jeunes

				pour qu'ils se désolidarisent de ces GAS.
	Risque 1.2 Attentisme démesuré des communautés par rapport au contenu des plans d'actions communautaires. Autoprotection (préjugés et stigmatisation) ethnique qui affaiblit le processus de dialogue.	4	3	Faciliter les communautés à élaborer des plans d'actions réalistes, qui répondent à l'intérêt général de toutes les communautés.
	Risque 1.3. Risque de récupération politique des acquis du projet (au profit de campagnes électorales) par les politiques et autres acteurs actifs dans l'implémentation du projet.	4	4	Recadrer et fixer les limites des intervenants politiques dans l'implémentation du projet.
	Risque 1.4 : Les menaces contre les journalistes par les groupes armés actifs dans la zone (la mauvaise interprétation des messages et/ou des informations diffusées sur les chaînes locales par les leaders à opinion violentes et certains politiques). Des assassinats peuvent s'en suivre. Arrêt momentané et/ou définitif de la diffusion des émissions sur la zone, grèves des journalistes et la tenue des différentes manifestations par la population et journalistes locaux impactant négativement le processus du projet.	3	4	<p>1. Former les journalistes impliqués sur la Sensibilité aux conflits.</p> <p>2. Rappeler aux journalistes qu'ils doivent rester professionnels dans leur prestations (la déontologie du journalisme) et n'agir que dans les limites de termes de collaboration avec le projet.</p> <p>3. Ne diffuser que les émissions en rapport avec les exigences du projet et qui renforcent la cohésion sociale.</p>
Résultat spécifique 2 : La cohésion sociale inter-intracommunautaire est renforcée et le risque que des jeunes défavorisés rejoignent des groupes armés est réduit	Risque 2.1 : Mauvaise gestion et détournement des fonds alloués aux AGR par les bénéficiaires.	4	4	Sensibiliser et former les bénéficiaires sur la gestion de leurs AGR afin d'en tirer des bénéfices pour leur survie.
	Risque 2.2: Ciblage des activités non rentables, présentant des risques de pertes financières.	2	4	Accompagner les bénéficiaires dans l'identification et choix des AGR, rentable selon les besoins de leur milieu/zone.
	Risque 2.3: Des violences issues des différents groupes armés, la mauvaise gestion des AGR par les bénéficiaires serait à la base des divisions entre les bénéficiaires.	3	4	Impliquer activement les bénéficiaires dans les activités de cohésion sociale.
	Risque 2.4: L'instabilité des populations sur toute l'étendue de la zone du projet.	3	4	Suivre étroitement les évolutions du contexte d'intervention et adapter les activités prévues au besoin.

	Risque 2.5: Mauvaise perception du projet par la population bénéficiaire.	2	2	Dès le départ, assurer que toutes les communautés cibles ont connaissance du projet et puissent participer et donner des retours quant à sa mise en œuvre.
	Risque 2.6 : Infrastructures mal gérées.	2	3	Mettre en place des comités des gestions mixtes, reprenant toutes les sensibilités selon les principes de bonne gouvernance.
	Risque 2.7 : Tensions communautaires à la suite d'un recrutement non inclusif pour les différents groupes d'intérêt (Travaux HIMO).	3	4	Définir les critères de ciblage avec les communautés, opter pour des équipes rotatives.
	Risque 2.8 : Mauvaise gestion de fonds par les entreprises privées recrutées.	2	4	Recrutement très compétitif, contrat de collaboration avec clauses de poursuite judiciaire.
	Risque 2.9 : Absence ou insuffisance de SPEC (service de prise en charge) psychosociale dans les zones du projet.	3	3	Faciliter l'accès des bénéficiaires à des SPEC existants dans d'autres groupements/zones.
	Risque 2.10 : Emergence de nouveaux conflits fonciers ; attentisme des communautés (pour une prise en charge totale d'accès aux titres)	3	3	Faciliter la collaboration entre l'administration foncière, le pouvoir coutumier et la population.
Résultat spécifique 3 : Les femmes influencent et participent à toutes les étapes du processus de stabilisation et de consolidation de la paix, et sont reconnues comme actrices du développement dans leurs communautés.	Risque 3.1 : Peu d'attention portée aux questions des droits des femmes (l'Etat de siège en cours dans la zone faisant de la sécurité la priorité des priorités)	4	3	Echanger avec les responsables de force loyaliste sur la mise en place des mesures et mécanismes spécifiques de protection des femmes et la prise en compte de leurs voix et leurs besoins pour des solutions appropriées et utiles.
	Risque 3.2 : Stigmatisation des femmes impliqués dans la construction de la paix ; Non implication des femmes dans l'ensemble du projet.	4	4	1. Veiller à l'implication et la participation effective des femmes grâce à des mécanismes et outils appropriés à leurs besoins. 2. Echanger avec les chefs coutumiers, leaders d'opinion, hommes chefs de ménage, sur la valorisation des femmes et de leurs contributions dans la société 3. Mettre en place le système d'alerte précoce pour identifier urgemment

				les cas d'abus et de violences sexuelles faites aux femmes, selon la stratégie globale de HEKS/EPER.
	Risque de SEAH (Harcèlement, abus et exploitation sexuelle) pour les femmes.	2	4	<ol style="list-style-type: none"> 1. Respect strict des politiques HEKS/EPER sur le Genre et le PSEAH. 2. Appliquer la tolérance zéro pour tout acte d'abus et exploitation sexuelles (renvoi définitif de staff et possibilité de poursuites judiciaires). 3. HEKS/EPER a mis en place un mécanisme anonyme de dénonciation de cas d'abus, de harcèlement et d'exploitation. 4. Tous les partenaires et sous-traitants du projet seront capacités en prévention de SEAH.
	Risque 3.3 : Résistances communautaires dues aux normes/pesanteurs socioculturelles rétrogrades en défaveur des femmes.	3	3	<ol style="list-style-type: none"> 1. Appliquer l'approche d'Engagement des hommes (Masculinités positives) dans la lutte contre les VSBG. 2. Elaborer des plans de protection communautaire pour les femmes.
Tous outcomes, activités & produits	Risque 4.1 Des problèmes de connectivité (téléphone mobile / connectivité Internet) entravent la mise en œuvre des activités du projet.	5	3	<ol style="list-style-type: none"> 1. Les bureaux de HEKS/EPER sont bien équipés avec la meilleure technologie internet et des générateurs. 2. Le personnel du projet se trouve sur le terrain dans les communautés, ce qui permet une communication directe avec les dirigeants et les représentants locaux.
Tous outcomes, activités & produits	Risque 4.2 Taux d'inflation élevés, affectant les coûts et les prix des ressources, des produits de base et des équipements.	4	2	Les plans budgétaires tenant compte de l'inflation et gestion optimale des ressources pour minimiser les achats des produits.
Tous outcomes, activités & produits	Risque 4.3 Rotation des agents du gouvernement, avec des conséquences sur la continuité des activités de renforcement des capacités.	4	2	Participation des leaders des chefferies et des experts techniques gouvernementaux (moins sujets à la rotation du personnel) aux activités de renforcement des capacités
Tous outcomes, activités & produits	Risque 4.4 Pression des acteurs externes pour utilisation des fonds à d'autres fins (corruption), comme les pots-	4	4	1. HEKS/EPER maintient des politiques, procédures et systèmes de gestion et contrôle financiers stricts, y

	de-vin, l'extorsion, les dessous-de-table, le népotisme et le copinage.			<p>compris des seuils d'approbation restreints.</p> <p>2. Une politique de lutte contre la corruption et une politique de bonne gouvernance, des lignes de dénonciation et des audits réguliers sur l'utilisation des ressources sont adoptés par HEKS/EPER.</p> <p>3. Tous les partenaires, sous-traitants, personnel et volontaires doivent se conformer aux politiques de lutte contre la corruption de HEKS/EPER et de bonne gouvernance.</p>
Tous outcomes, activités & produits	Risque 4.5 Le changement climatique et les catastrophes naturelles peuvent entraîner des crises humanitaires dans la région et changer les priorités des communautés, du gouvernement et de l'ONU.	4	4	<p>1. HEKS/EPER va monitorer les systèmes d'alerte précoce pour adapter le projet au besoin et garantir l'impact à long terme.</p> <p>2. Le projet va promouvoir des stratégies de gestion durable des parcours pour garantir la mise en œuvre d'activités pertinentes et continues et l'impact à long terme.</p>
Tous outcomes, activités & produits	Risque 4.6 Les restrictions de mouvement et de réunion peuvent avoir place à cause des régulations contre le COVID-19 et la pandémie d'ebola.	4	2	<p>1. Elaboration d'un plan de réponse au COVID-19 et la pandémie d'ebola, y compris les communications, la sécurité du personnel, les avis aux voyageurs.</p> <p>2. Utilisation d'approches participatives sûres (éviter les grands rassemblements, interactions plus courtes dans des groupes plus petits respectant la distance physique et mesures de sécurité sanitaire.</p> <p>3. Etablissement de canaux de communication clairs et utilisation des outils d'information, de communication et de la technologie.</p>

ANNEXE 4 : Cadre logique (voir fichier word, à coté).

ANNEXE 5 : BUDGET

Veillez voir le budget excel en annexe.

ANNEXE 6 : LISTE DES ACRONYMES, SIGLES ET ABRÉVIATIONS

AAP	: Aide et Action pour la Paix
AGM	: Autres Groupes Marginalisés
AGR	: Activité Génératrice de Revenus
ASP	: Action Solidaire pour la Paix
AVEC	: Association Villageoise d'Épargne et de crédit
BuCo	: Bureau de Coordination de HEKS/EPER
CAS	: Civil Affairs Section (Section des Affaires Civiles de la Monusco).
CCP	: Conseil Consultatif Provincial.
CCRCC	: Commissions Consultatives de Règlement de Conflits Coutumiers
CEDERU	: Centre de Développement Rural
CEP	: Champs Ecole Paysan
CONAREF	: Commission Nationale pour la Réforme foncière
CLPD	: Comité locale de Paix et de Développement
CONAREF	: Commission Nationale pour la Réforme Foncière
COT	: Comité d'Observation de Tensions sociales.
CVA	: Chaîne de Valeur Agricole.
CPDG	: Cellule de Paix et de Développement du Groupement.
CRONGD-NK	: Conseil Régional des ONG de Développement du Nord-Kivu.
FARDC	: Forces Armées de la République Démocratique du Congo
FCS	: Fonds de Cohérence pour la Stabilisation
FDLR	: Forces Démocratiques de Libération du Rwanda
HEKS/EPER	: Entraide Protestante Suisse
HIMO	: Haute Intensité de la Main d'œuvre
HKI	: Heks Key Indicators (ou Indicateurs Clés de HEKS/EPER).
HRBA	: Human Rights Based Aproach (ou Approche Basée sur les Droits Humains, ABDH)
ISSSS	: Stratégie Internationale de Soutien à la sécurité et à la Stabilisation (en RD Congo)
IPAPEL	: Inspection Provinciale d'Agriculture, Pêche et Elevage
IDP	: Personne Déplacée Interne
MONUSCO	: Mission de l'Organisation Des Nations Unies Pour la Stabilisation en RD Congo
MSD	: Market System Development (Développement des systèmes de marché)
NPD	: Noyau de Paix et de Développement
NPRCF	: Noyaux de Paix et de résolution des conflits fonciers
ONGi	: Organisation Non Gouvernemental Internationale
P-DDRCS	: Programme de Désarmement, Démobilisation, Relèvement Communautaire et Stabilisation
PEP (kit)	: Kit de Prophylaxie Post Exposition
PNC	: Police Nationale Congolaise
RDC	: République Démocratique du Congo
R1325/FPS	: Résolution 1325 du Conseil de Sécurité de l'ONU portant sur Femmes, Paix et Sécurité
SVS	: Survivantes des Violences Sexuelles
UAS/SSU	: Unité d'appui à la stabilisation/Stabilisation Support Unit
VBG	: Violences Basées sur le Genre.
VSBG	: Violences Sexuelles et Basées sur le Genre.
